

Rapport Annuel  
2009



# Chiffres clés

<b>Activités</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>	<b>2007</b> Révisé	<b>2006</b> Révisé	<b>2005</b> Révisé
Production propre totale des entreprises consolidées (en tonnes)					
huile de palme	196.368	169.514	171.167	167.756	156.454
caoutchouc	8.633	9.026	10.033	9.553	9.470
thé	3.121	6.600	6.237	5.494	5.738
Prix du marché moyen (USD/tonne)					
huile de palme	683	949	780	478	422
caoutchouc	1.921	2.619	2.290	2.101	1.502
thé	2.725	2.420	2.036	1.872	1.647
<b>Résultats</b> (en KUSD)					
Chiffre d'affaires	237.829	279.402	207.292	162.861	147.052
Bénéfice brut - avant IAS41	89.695	92.228	76.797	40.774	35.511
Résultat opérationnel - avant IAS41	73.908	74.066	61.656	30.239	23.019
Part du Groupe dans le résultat	60.174	58.765	47.289	21.766	13.045
Flux de trésorerie des activités opérationnelles après impôts	64.400	62.293	63.781	27.468	16.150
Flux de trésorerie disponible	34.593	35.809	33.249	-4.208	8.153
<b>Bilan</b> (en KUSD)					
Immobilisations corporelles <sup>(1)</sup>	278.118	254.621	230.089	199.060	180.289
Capitaux propres du Groupe	296.918	247.140	199.420	153.455	130.191
Actifs (+) / passifs (-) financiers nets	36.108	14.453	-8.280	-35.214	-24.936
Investissements en immobilisations incorporelles et opérationnelles <sup>(1)</sup>	30.847	36.134	31.523	17.381	11.018

(1) Immobilisations opérationnelles = actifs biologiques, immobilisations corporelles et immeubles de placement

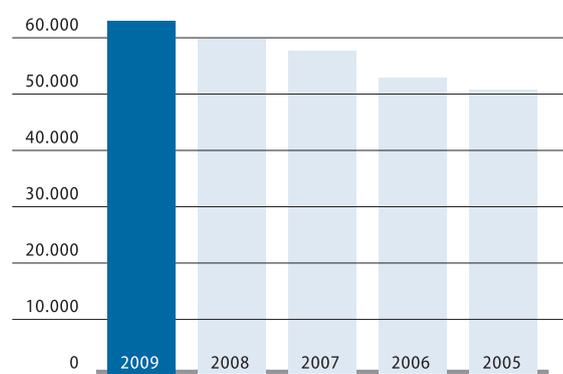
(2) Dénominateur 2009 = la moyenne pondérée des actions émises (8.951.740 actions)

**Données par action** (en USD)

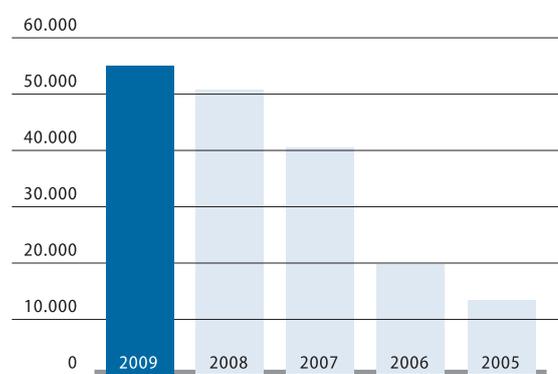
	2009	2008	2007 Révisé	2006 Révisé	2005 Révisé
Nombre d'actions émises	8.951.740	8.951.740	8.951.740	8.828.880	8.725.110
Capitaux propres	33,17	27,61	22,28	17,38	14,92
Résultat de base par action	6,72	6,56	5,34	2,49	1,51
Flux de trésorerie des activités opérationnelles après impôts <sup>(2)</sup>	7,19	6,96	7,21	3,14	1,86
Flux de trésorerie disponible <sup>(2)</sup>	3,86	4,00	3,76	-0,48	0,94

**Cours de bourse** (en EUR)

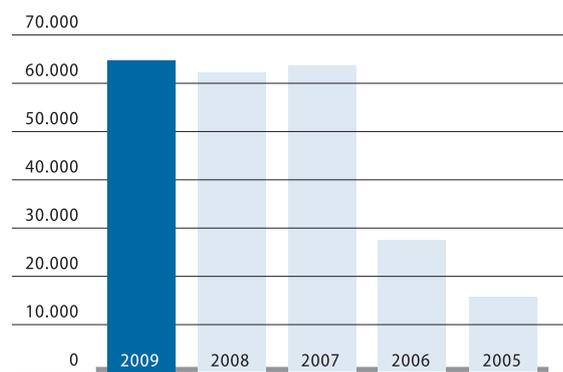
Maximum	36,80	53,00	39,90	24,71	17,30
Minimum	18,00	16,80	22,50	16,22	11,90
Clôture 31/12	34,78	18,69	39,90	24,71	16,80
Capitalisation boursière au 31/12 (en KEUR)	311.342	167.308	357.165	218.162	146.582



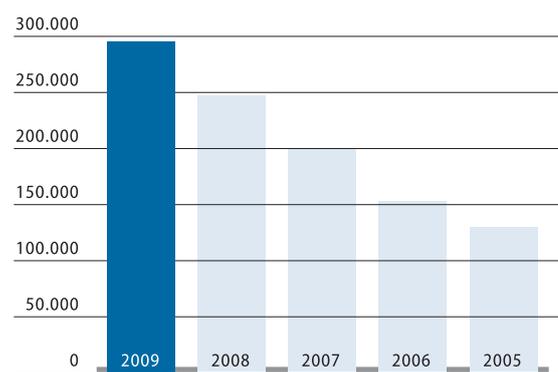
Hectares plantés (en ha)



Part du Groupe dans le résultat avant IAS41 (en KUSD)



Flux de trésorerie des activités opérationnelles après impôts (en KUSD)



Capitaux propres du Groupe (en KUSD)



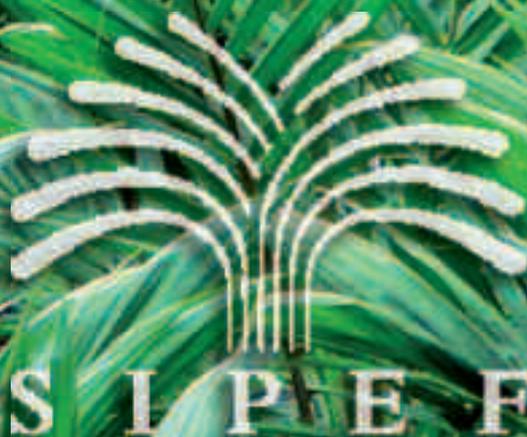
*Pépinière de palmiers à huile (UMW – Indonésie)*

# SIPEF

SOCIÉTÉ ANONYME

Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire  
présentés à la 91<sup>ème</sup> Assemblée Générale Ordinaire du 9 juin 2010

## Exercice 2009



# Calendrier financier

## L'information périodique et occasionnelle se rapportant à la Société et au Groupe est communiquée avant les heures d'ouverture du marché, de la manière suivante:

- le rapport intermédiaire sur les productions du premier trimestre le 22 avril 2010;
- les résultats du premier semestre le 26 août 2010;
- le rapport intermédiaire sur les productions du troisième trimestre le 21 octobre 2010;
- et les résultats de l'exercice le 24 février 2011, accompagnés de commentaires sur les activités du Groupe;
- chaque événement important, pouvant avoir une influence sur le résultat de la Société et du Groupe, fera l'objet d'un communiqué de presse séparé conformément aux dispositions légales en vigueur.

**La prochaine Assemblée Générale Ordinaire se tiendra le 8 juin 2011 à 15.00 h à Calesberg, 2900 Schoten.**

# Adresses utiles

## Responsables de la communication financière

François Van Hoydonck  
Johan Nelis  
Tél 32/3/641.97.00  
Fax 32/3/646.57.05  
e-mail: [finance@sipef.com](mailto:finance@sipef.com)

## Siège social

Entrepotkaai 5  
2000 Antwerpen

## Bureaux

Kasteel Calesberg  
2900 Schoten  
Tél 32/3/641.97.00  
Fax 32/3/646.57.05  
e-mail: [info@sipef.com](mailto:info@sipef.com)

Registre des personnes morales Antwerpen  
T.V.A. BE-0404.491.285

[www.sipef.com](http://www.sipef.com)



# Table des matières

Chiffres clés	2-3
Calendrier financier et adresses utiles	6
Table des matières	7
Faits marquants du Groupe SIPEF en 2009	8
Historique	8
Activités principales	9
Stratégie de l'Entreprise	9
Administration, contrôle, gestion journalière	10
Structure du Groupe	11
Message du Président	13
Rapport du Conseil d'Administration	15
Corporate governance	23
Rapport de gestion par produit	31
Rapport de gestion par pays	37
Productions du Groupe	48
Hectares plantés	49
Agriculture durable	51
Etats financiers consolidés	59
Comptes annuels abrégés de la société mère	101



# Faits marquants du Groupe *SIPEF*

## **Mai**

Vente du projet "mangues" *Sipef Guinée SA* en Guinée.

## **Juillet**

Distribution d'un dividende d'EUR 0,80 brut.

## **Janvier-décembre**

Production totale d'huile de palme a augmenté de 18,2% comparé à l'année dernière.

Résultat opérationnel: des volumes plus importants produits à un coût inférieur (soutenus par des taux de change favorables) ont entièrement compensé l'effet d'une baisse de plus de 25% des prix moyens de vente de l'huile de palme et du caoutchouc.

Le thé, les bananes et les activités d'assurance ont vu leur contribution augmenter.

Le résultat IFRS net, part du Groupe, s'élève à KUSD 60.174, en hausse de 2,4% comparé au niveau record de l'exercice précédent.

La trésorerie nette a plus que doublé et s'élève à KUSD 36.108.

Un dividende d'EUR 1,10 brut par action sera proposé, comparé à EUR 0,80 l'année passée, payable le 7 juillet 2010.

L'expansion des activités en huile de palme et en caoutchouc se poursuit en Indonésie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

# Historique

La Société Internationale de Plantations et de Finance a été incorporée en 1919 avec pour but principal la promotion et la gérance de sociétés de plantations actives dans les régions tropicales et sub-tropicales. A cette époque, la société disposait de deux "agences de gestion", une à Kuala Lumpur en Malaisie et l'autre à Médan en Indonésie.

Au fil des années, la Société s'est développée et est devenue un groupe agro-industriel disposant de facilités de production et d'exportation en Asie et en Océanie, en Afrique et en Amérique du Sud où elle possède d'importantes plantations.

La *SA SIPEF NV* s'occupe également de gestion et d'étude de marché.

A côté des cultures traditionnelles que sont le caoutchouc, l'huile de palme et le thé, un programme de diversification a été entrepris en 1970 en introduisant de nouvelles cultures comme celles de bananiers, d'ananas, de plantes ornementales, de goyaviers et de poivriers. Ces produits sont commercialisés par le Groupe sur le marché mondial. Aujourd'hui les plantations ont une superficie de 62.377 hectares plantés.

Nos activités traditionnelles en matières premières et leurs exportations nous ont naturellement amenés à nous développer dans le secteur de l'assurance. Cette activité a été étendue à une vaste gamme de services. Dans le passé, le Groupe avait également acquis des intérêts dans le secteur immobilier en Belgique et aux Etats-Unis, mais cette activité a été arrêtée.

Durant la dernière décennie la *SIPEF* s'est concentrée à nouveau entièrement à l'agro-industrie avec la production d'huile de palme, de caoutchouc, de thé et de bananes en Indonésie, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et en Côte d'Ivoire.



# Activités Principales

La SA *SIPEF NV* est une société agro-industrielle, cotée sur Euronext à Bruxelles.

La société détient essentiellement des participations majoritaires dans des entreprises tropicales qu'elle gère et qu'elle exploite.

Le Groupe est diversifié géographiquement et produit plusieurs matières premières, dont la principale est l'huile de palme.

Les investissements sont généralement effectués dans des pays en voie de développement.

# Stratégie de l'Entreprise

## **Gestion**

La SA *SIPEF NV* a pour but de jouer un rôle décisionnel dans la gestion des sociétés dans lesquelles elle détient une majorité ou qu'elle contrôle avec d'autres partenaires. Ce rôle actif inclut également des postes d'administrateur au conseil de ces filiales ainsi que la supervision du management et de l'exploitation de celles-ci. SA *SIPEF NV* s'efforce de transmettre aux directions locales son expertise agronomique et technique.

## **Clientèle**

Tous les efforts sont mis en place afin de satisfaire les besoins de nos clients et de nous assurer que des marchandises et des services de qualité leur soient fournis en temps voulu.

## **Employés**

Afin d'améliorer le niveau de la gestion des plantations, des efforts particuliers sont déployés pour former nos collaborateurs locaux en matière d'agronomie et de gestion. Des manuels sont mis à leur disposition établissant la politique agricole, technique, environnementale et générale du Groupe ainsi que les moyens pour les atteindre. Leurs applications sont assurées par des stages de formation. Nous veillons à ce que l'ensemble des employés travaille dans un environnement sain et sécurisé.

## **Environnement**

Le Groupe se rend compte que, outre ses obligations statutaires et commerciales, celui-ci a une responsabilité envers les communautés et envers l'environnement dans lequel il opère.

Le Groupe veille à préserver l'environnement par l'application de pratiques agricoles saines, conformes aux principes et critères du "Round Table on Sustainable Palm Oil" (RSPO). Celles-ci incluent un large éventail de responsabilités sociales et environnementales telles que la transparence, la conformité légale, les bonnes pratiques agronomiques, le développement responsable des superficies et une recherche continue de perfection.

Un chapitre séparé du rapport annuel est consacré à l'agriculture durable et à l'attention que nous accordons à son application.



# Administration, contrôle, gestion journalière

## **Conseil d'Administration**

Baron BRACHT	Président
François VAN HOYDONCK	Administrateur Délégué
Baron BERTRAND	Administrateur
Priscilla BRACHT	Administrateur
Jacques DELEN	Administrateur
Antoine FRILING	Administrateur
Baron de GERLACHE de GOMERY	Administrateur
Regnier HAEGELSTEEN	Administrateur
Richard ROBINOW	Administrateur

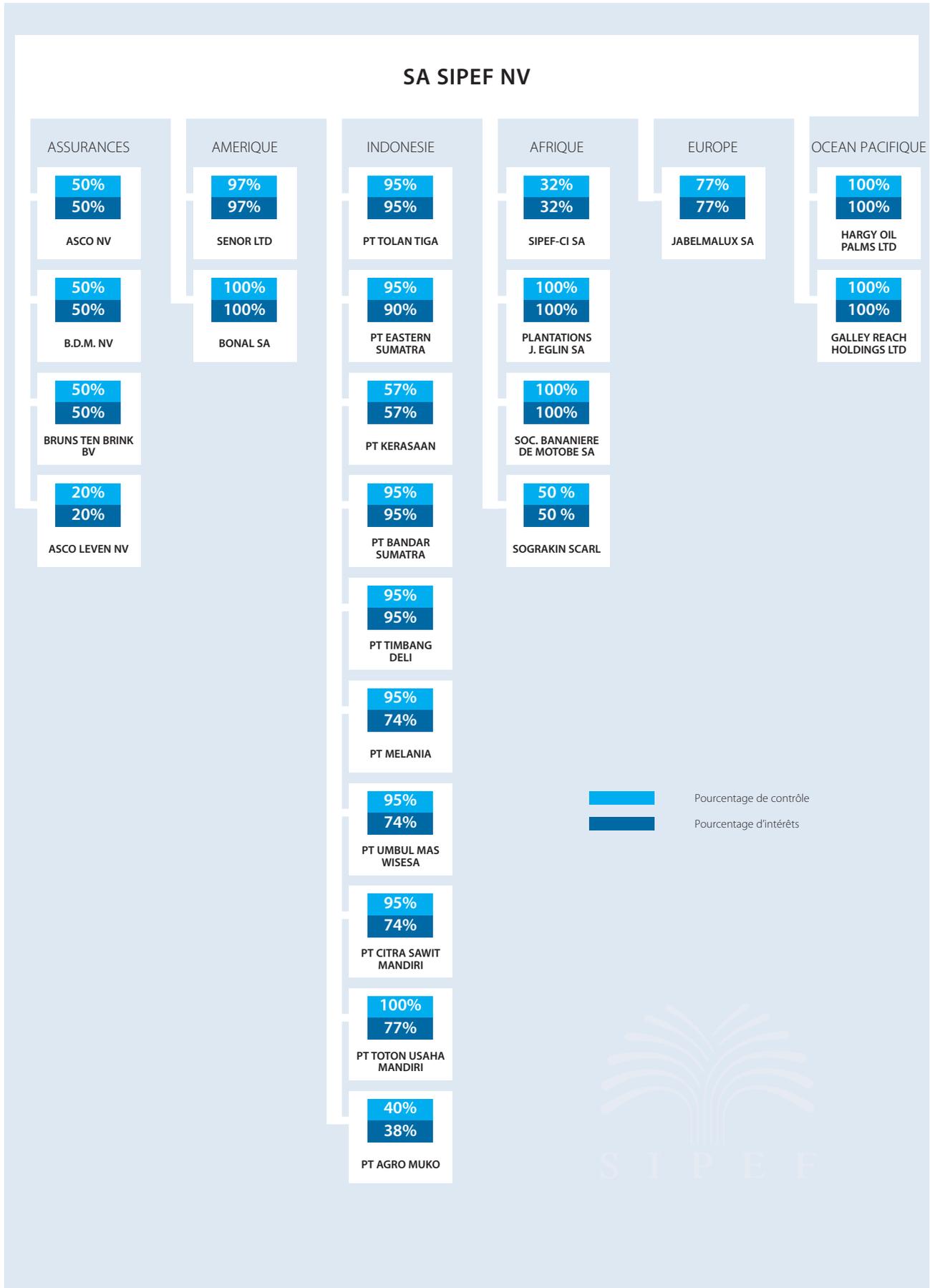
## **Commissaire**

DELOITTE	Commissaire
Réviseurs d'entreprises SC s.f.d. SCRL représentés par Philip MAEYAERT	

## **Gestion Journalière**

François VAN HOYDONCK	Administrateur Délégué
Matthew T. ADAMS	Chief Operating Officer
Didier CRUYSMANS	Directeur Afrique, Asie et Océanie
Thomas HILDENBRAND	Directeur Marketing Bananes et Fleurs
Johan NELIS	Chief Financial Officer
Paul NELLENS	Directeur Marketing Commodities

# Structure du Groupe





# Message du Président

Mesdames, Messieurs,

J'ai le plaisir de vous soumettre notre rapport annuel ainsi que les comptes consolidés du Groupe et ceux de la Société Anonyme qui seront présentés à la 91<sup>ème</sup> Assemblée Générale de notre Société.

L'année 2009 fut à nouveau une année exceptionnelle dans l'histoire de la SA SIPEF NV. Après un bénéfice record en 2008, principalement en raison des excellents prix de vente de l'huile de palme et du caoutchouc, nous avons clôturé l'exercice 2009 avec un résultat amélioré. Cette performance a été réalisée grâce à de meilleures productions à moindres coûts ainsi qu'avec le support de taux de change favorables, ce qui a compensé la baisse de plus de 25% des prix de vente de l'huile de palme et du caoutchouc par rapport aux niveaux de l'année dernière. La contribution du thé, des bananes et des activités d'assurance fut aussi sensiblement meilleure que l'année précédente.

L'Indonésie a vu son président reconduit à la tête du pays et affiche une réelle stabilité sur la scène politique; ce fut également le cas pour les autres pays dans lesquels nous opérons, ce qui a permis de concentrer nos efforts sur nos opérations agro-industrielles.

Les résultats du Groupe, soutenus par une bonne demande pour les produits agricoles et un solide bilan, n'ont pas été affectés par la crise économique et financière.

Bien que les prix de vente de l'huile de palme aient souffert pendant le dernier trimestre de 2008, chutant à des niveaux proches des USD 480 la tonne, le redressement s'est amorcé au cours du second semestre 2009 avec des prix atteignant les USD 700 la tonne, et ce sur base d'une demande soutenue de l'huile de palme en Extrême-Orient et des récoltes inférieures aux attentes d'autres huiles végétales. Les prix sont restés fermes aux alentours de USD 800 la tonne en ce début 2010 et les marchés semblent jusqu'ici demeurer fermes du côté de la demande avec des perspectives de production faibles pour les huiles végétales en général.

Les marchés du caoutchouc, étant intimement liés au marché cyclique de l'industrie automobile, ont été bien davantage affectés par la crise, et la plupart des acheteurs ont réduit leurs stocks en début d'année. Une demande soutenue de la part de la Chine a poussé les prix à la hausse au second semestre, ces derniers atteignant USD 3 le kg en fin d'année. Nous restons haussiers sur les prix du caoutchouc compte tenu d'une disponibilité limitée de l'offre et d'une demande soutenue en ce début d'année, maintenant que les ventes de voitures et la consommation de pneumatiques semblent reprendre.

Une production limitée de thé de qualité supérieure, principalement en provenance du Kenya, nous a permis de vendre à des prix en hausse constante durant toute l'année 2009, et le niveau de USD 3 le kg pour notre thé de Cibuni semble être devenu la norme pour nos ventes en 2010.

La contribution de nos activités banane en Côte d'Ivoire s'est améliorée après l'acquisition de la plantation *Société Bananière de Motobé SA* fin 2008, et grâce à de meilleures productions et à l'importation de produits généralement de haute qualité pour les supermarchés européens. Les volumes produits en ce début d'année sont plus importants.



Après une année difficile avec des amortissements sur les portefeuilles, l'année 2009 fut davantage en conformité à nos espérances pour nos activités d'assurance. Après une restructuration de la direction, la vente de la filiale hollandaise et de la compagnie d'assurance-vie début 2010, en combinaison avec un meilleur suivi des risques maritimes et industriels, devrait créer des opportunités additionnelles pour le futur de *B.D.M. NV* et *Asco NV*.

Notre développement dans le palmier à huile s'est poursuivi avec la mise en place de 1.852 hectares additionnels au Nord Sumatra et 80 hectares de caoutchouc supplémentaires en Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG). Si les conditions atmosphériques le permettent, nous comptons planter des superficies plus importantes en 2010, avec le démarrage du nouveau développement en PNG et la finalisation du projet à *PT Umbul Mas Wisesa* pour l'amener à 9.000 hectares plantés.

Les efforts visant à augmenter la qualité de vie de nos employés grâce à des maisons plus nombreuses et de meilleure qualité seront poursuivis dans tous les secteurs en développement. Le transport intérieur fera aussi l'objet d'améliorations.

Dans ces circonstances exceptionnelles, *SA SIPEF NV* a clôturé l'exercice avec un résultat IFRS net, part du Groupe, de KUSD 60.174, soit un accroissement supplémentaire de 2,4% par rapport au résultat record de 2008. Je voudrais exprimer ici mes remerciements à tous mes collaborateurs qui ont consacré le meilleur d'eux-mêmes pour permettre au Groupe d'atteindre des résultats aussi satisfaisants.

Le cash flow 2009 a encore renforcé le bilan du Groupe et la trésorerie accumulée nous permet d'envisager de nouveaux développements dans nos activités de base et d'assurer une politique durable de distribution de dividendes, et je suis heureux de vous confirmer que notre Conseil proposera une augmentation de 37,5% des dividendes payables en juillet 2010.

Il semble qu'une fois de plus l'année se profile favorablement; le niveau des bénéfices dépendra en grande partie de l'évolution des prix de nos 4 produits principaux. Pour le long terme nous restons optimistes en raison de facteurs fondamentaux comme l'expansion démographique dans le monde et l'augmentation du pouvoir d'achat des populations en Extrême-Orient et aux changements des habitudes alimentaires qui débouchent sur une croissance continue de la consommation d'huile de palme et de la demande de caoutchouc naturel.



Le 24 février 2010

Baron Bracht  
Président



# Rapport du Conseil d'Administration

A l'Assemblée Générale ordinaire du 9 juin 2010.

Chers actionnaires,

Nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation notre rapport sur les activités de notre Société au cours de l'exercice écoulé ainsi que les comptes statutaires et consolidés clôturés au 31 décembre 2009.

Conformément à l'A.R. du 14 novembre 2007 relatif aux obligations des émetteurs d'instruments financiers admis aux négociations sur un marché belge réglementé, SA *SIPEF NV* est tenue de mettre son rapport financier annuel à la disposition du public sous la forme d'une brochure.

Cette brochure comprend le rapport annuel combiné – statutaire et consolidé – du Conseil d'Administration, établi conformément à l'article 119, dernier alinéa C. Soc.

La brochure contient également une version abrégée des comptes statutaires (page 101) établis conformément à l'article 105 C. Soc., et la version intégrale des comptes annuels consolidés (page 59). Conformément aux articles 98 et 100 C. Soc., les comptes annuels statutaires complets, accompagnés du rapport annuel du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire, sont déposés auprès de la Banque Nationale de Belgique. Le commissaire a remis, en ce qui concerne les comptes annuels statutaires, une attestation sans réserve.

Le rapport annuel, les versions intégrales des comptes annuels statutaires et consolidés, et les rapports du commissaire concernant ces comptes annuels précités, sont disponibles sur le site web ([www.sipef.be](http://www.sipef.be)) et peuvent être obtenus sur simple demande, franc de port, à l'adresse suivante: Calesbergdreef 5 – 2900 Schoten, ou par e-mail: [info@sipef.be](mailto:info@sipef.be).

## 1. Comptes annuels statutaires

### 1.1. Capital et actionariat

Au cours de l'exercice écoulé aucune modification du capital de la Société n'a été enregistrée. Le capital souscrit s'élève à EUR 34.767.740,80 représenté par 8.951.740 actions, sans mention de valeur nominale, entièrement libérées.

Les statuts modifiés de l'entreprise, y inclus l'information sur la forme juridique, l'objet statutaire, le structure du capital, le capital autorisé et la nature des parts sociales, sont disponibles sur le site web ([www.sipef.be](http://www.sipef.be)).

Les plans d'options sur actions de 1999 et 2002 sont entièrement exercés et finalisés, et aucun nouveau plan n'est issu durant l'exercice.

### 1.2. Activités

Pour un aperçu des activités principales du Groupe *SIPEF* durant l'exercice 2009, nous vous prions de bien vouloir consulter le Message du Président à la page 13.

### 1.3. Commentaires sur les comptes annuels statutaires

#### 1.3.1. Situation financière au 31 décembre 2009

Les comptes statutaires de SA *SIPEF NV* ont été établis conformément à la législation comptable belge.

Le total du bilan de la Société au 31 décembre 2009 s'élève à KEUR 115.986, comparé à KEUR 125.987 l'année précédente.

La baisse des actifs financiers concerne principalement un remboursement de capital par une entreprise liée. La baisse des actifs courants est due à la poursuite du remboursement d'une créance sur Phu Ben Tea Company et un plus bas niveau des stocks.

Les fonds propres de SA *SIPEF NV* s'élèvent à KEUR 90.672 avant répartition du bénéfice, ce qui correspond à EUR 10,13 par action.

Les résultats statutaires de SA *SIPEF NV* sont dans une large mesure déterminés par les dividendes et les plus/moins-values. Etant donné que toutes les participations ne sont pas détenues directement par SA *SIPEF NV*, le résultat consolidé du Groupe reflète de manière plus fidèle l'évolution économique sous-jacente.



Le résultat statutaire de l'exercice 2009 s'élève à KEUR 2.561 comparé à un profit de KEUR 38.494 l'exercice précédent.

### 1.3.2. Affectation du résultat

Le Conseil d'Administration propose d'affecter le résultat (en KEUR) comme suit:

Bénéfice reporté de l'exercice précédent	33.068
Bénéfice de l'exercice	2.561
Total à affecter	35.629
Dotations à la réserve légale	0
Rémunération du capital	9.847
Bénéfice à reporter	25.782

Le Conseil d'Administration propose de distribuer un dividende de EUR 1,10 brut par action. Après retenue du précompte mobilier, le dividende net s'élève à EUR 0,825 par action, ou EUR 0,935 pour le coupon qui est présenté assorti d'un coupon strip WPR.

Si l'Assemblée Générale Ordinaire approuve cette proposition, le dividende sera mis en paiement à partir du 7 juillet 2010.

## 1.4. Perspectives

Comme les années précédentes, les résultats de l'exercice en cours dépendront dans une large mesure des dividendes qui seront distribués par les sociétés du Groupe.

## 1.5. Communications

### 1.5.1. Faits marquants survenus après la clôture de l'exercice

Depuis la clôture de l'exercice 2009, il ne s'est produit aucun fait marquant susceptible d'avoir une influence majeure sur l'évolution de la Société.

### 1.5.2. Rémunération complémentaire du commissaire

Nous vous informons par ailleurs, conformément à l'article 134, par. 2 et 4 du Code des Sociétés, qu'aucune rémunération complémentaire n'a été payée au commissaire à part de la rémunération normale approuvée par l'Assemblée Générale, et qu'une rémunération de KEUR 26 a été versée à des entreprises liées au commissaire pour des conseils juridiques, comptables et fiscaux.

### 1.5.3. Recherche et développement

La société n'a entrepris aucune activité en matière de recherche et développement.

### 1.5.4. Modification des statuts

Le 29 mai 2009, l'Assemblée Générale Extraordinaire a pris la décision de modifier la seule phrase de l'Article 17 des statuts comme suit:

"En application des conditions établies par le Code des Sociétés, la société peut acquérir et aliéner des actions propres.

Le conseil d'administration de la société ainsi que les conseils d'administration des sociétés dans lesquelles la société possède, exerce ou contrôle directement, seule ou en vertu d'un contrat d'actionnaires, la majorité des droits de vote, ou dans lesquelles la société dispose du droit de nommer directement la majorité des administrateurs ou des gérants, sont autorisés

- à acquérir au maximum un million sept cent nonante mille trois cent quarante-huit (1.790.348) actions propres, soit vingt pour cent (20%) du capital placé, à un prix égal au minimum à un euro (1,00 EUR) et au maximum à la cote de clôture moyenne de l'action pour les trente (30) derniers jours calendrier précédant l'opération, majoré de dix pour cent (10%) et ce, pendant une période de cinq (5) ans à compter de la publication dans les annexes du Moniteur belge de la décision de l'assemblée générale qui aura décidé de cette autorisation;
- en vue d'éviter un préjudice grave imminent pour la société, à acquérir des actions propres de la société et ce, pendant une période de trois (3) ans à compter de la publication dans les annexes du Moniteur belge de la décision de l'assemblée générale qui aura décidé de cette autorisation.

Le conseil d'administration de la société ainsi que les conseils d'administration des sociétés dans lesquelles la société possède, exerce ou contrôle directement, seule ou en vertu d'un contrat d'actionnaires, la majorité des droits de vote, ou dans lesquelles la société dispose du droit de nommer directement la majorité des administrateurs ou des gérants, sont autorisés à aliéner les actions propres de la société que possède la société concernée et qui sont cotée au sens du Code des Sociétés et ce, sans l'autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires.

Une autorisation préalable de l'assemblée générale n'est pas exigée non plus lorsque l'acquisition des actions propres se fait pour les offrir au personnel de la société; les actions propres ainsi acquises doivent alors être transférées dans un délai de douze (12) mois à partir de leur acquisition."

### 1.5.5. Notification en vertu de la Loi du 1 avril 2007 sur les offres publiques

Par moyen d'une lettre datée du 31 août 2009, la Nationale Investeringsmaatschappij (NIM) NV, liée à Ackermans & van Haaren (AvH) NV, et agissant de concert avec le Baron Bracht, Cabra NV en GEDEI NV, a informé l'entreprise qu'ils détiennent ensemble 32,51% du total des droits de vote de SA SIPEF NV.

### 1.5.6. Structures de protection

Lors de sa réunion du 29 mai 2009, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé d'autoriser le Conseil d'Administration d'acquérir ou de vendre des actions de la Société en cas de nécessité et dans le but d'éviter que la Société ne subisse un dommage grave et imminent, et ce pour une période de 5 ans.



## 2. Comptes annuels consolidés

### 2.1. Risques et incertitudes

Suite à la Loi du 13 janvier 2006, modifiant le Code des Sociétés, le rapport annuel doit désormais contenir une description des principaux risques et incertitudes auxquels SA SIPEF NV et le Groupe SIPEF sont confrontés.

Etant donné que le Group SIPEF est investi dans des activités agricoles telles que l'huile de palme, le caoutchouc, le thé et les bananes dans des pays tropicaux (Indonésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Côte d'Ivoire), le chiffre d'affaires et la marge réalisés dépendent dans une certaine mesure des conditions climatiques et des développements géopolitiques.

Dans l'exercice de ses activités le Groupe est principalement exposé à des fluctuations dans les prix du marché des matières premières, à des risques de devises, des taux d'intérêt et de crédit. Des dérivés sont utilisés de manière mesurée afin de limiter pour le Groupe les risques liés aux fluctuations des devises et des taux d'intérêt.

#### 2.1.1. Fluctuations des prix du marché des matières premières

##### - Risques structurels

Le Groupe SIPEF est exposé à des risques structurels des prix des matières premières. Le risque concerne principalement l'huile de palme et l'huile de palmiste. Une modification du prix de l'huile de palme de USD 10 CIF Rotterdam par tonne a un impact d'environ USD 1,2 million par an sur le résultat après impôt. Ce risque est considéré comme un risque d'exploitation.

##### - Risques transactionnels

Le Groupe est confronté à des risques transactionnels sur marchandises vendues. Il s'agit du risque de fluctuation des prix des matières premières vendues aux tiers entre le moment de la détermination du prix avec le client et le moment du dénouement de la transaction. Ce risque est considéré comme un risque d'exploitation.

#### 2.1.2. Risques de devises

Le risque du cours de change auquel le Groupe SIPEF est exposé peut être divisé en trois types: risques structurels, risques transactionnels et risques de conversion:

##### - Risques structurels

Les prix de vente du Groupe étant exprimés pour une grande partie en USD et la plupart des activités se trouvant hors de la zone USD (Indonésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Côte d'Ivoire et Europe), chaque modification du cours de la devise locale par rapport à l'USD exerce une influence considérable sur les résultats de l'entreprise. La plus grande partie de ce risque structurel est considérée comme un risque d'exploitation. Les actions du Groupe SIPEF étant cotées en EUR et les dividendes étant payés en EUR, les dividendes attendus de l'exercice sont couverts trimestriellement à partir de l'USD vers l'EUR, en même temps que les coûts en EUR de la maison mère en Belgique.

##### - Risques transactionnels

Le Groupe est également exposé aux risques transactionnels concernant les devises, c'est-à-dire le risque de fluctuations entre le moment de la fixation du prix avec un client, fournisseur ou entité financière et le moment du déroulement de la transaction. De tels risques, à l'exception d'une couverture naturelle, ne sont pas couverts étant donné la durée relativement courte de la plupart des obligations et créances.

##### - Risques de conversion

Le Groupe SIPEF est une entreprise internationale avec des filiales qui n'ont pas nécessairement un bilan en USD. Lors de la consolidation de ces résultats dans les comptes du Groupe, le montant calculé est exposé à des fluctuations de valeur des devises locales vis-à-vis de l'USD. Ce risque n'a pas été couvert.

#### 2.1.3. Risque de taux d'intérêt

L'exposition du Groupe à des fluctuations d'intérêts se rapporte aux obligations dans le cadre des engagements financiers du Groupe. Dans le cadre du contrôle des coûts de financement global, le Groupe a converti une partie importante de ses obligations en prêts à des taux d'intérêt fixes.

#### 2.1.4. Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une des parties contractantes manque à ses engagements en causant une perte pour l'autre partie. La Direction a élaboré une politique de crédit et l'exposition à ce risque de crédit est suivie de manière continue.

#### 2.1.5. Risque de liquidités

Un manque matériel et incessant de nos flux de trésorerie endommagerait notre solvabilité et la confiance des investisseurs et pourrait limiter le pouvoir du Groupe d'attirer du capital.

Le flux de trésorerie opérationnelle offre les moyens pour financer les passifs financiers et pour améliorer la valeur pour les actionnaires. SIPEF contrôle les risques de liquidités moyennant des estimations à court et à long terme des flux de trésorerie future. SIPEF garde l'accès vers les marchés financiers moyennant des programmes de dettes à court et à long terme.



## 2.2. Commentaires sur les comptes annuels consolidés

Les comptes consolidés portant sur l'exercice 2009 sont établis selon les normes IFRS (International Financial Reporting Standards).

Le total du bilan consolidé au 31 décembre 2009 s'élève à KUSD 423.739, soit une augmentation de 13,5% par rapport au total du bilan de KUSD 373.230 enregistré fin 2008. Cette augmentation doit être attribuée avant tout aux investissements supplémentaires au niveau des plantations et installations, financé par des liquidités générées durant l'exercice. Le solde des liquidités a été utilisé pour le remboursement de dettes financières à court terme. La position financière nette de KUSD 14.454 à la fin de 2008 a encore été renforcée pour atteindre une trésorerie nette de KUSD 36.108 à la fin de 2009.

Les fonds propres consolidés du Groupe *SIPEF*, part du Groupe avant répartition du bénéfice, ont augmenté à KUSD 296.918, ce qui correspond à USD 33,17 par action.

Malgré une baisse considérable du niveau des prix de vente de nos produits principaux, l'huile de palme et le caoutchouc, la combinaison de volumes plus élevés à un coût inférieur, soutenue par un taux de change favorable et des taxes inférieures, a résulté en un "bénéfice de la période activités poursuivies" avant IAS41 de KUSD 58.579, dépassant l'exercice précédent de 16,9%.

Les ajustements IAS41 substituent les charges d'amortissements au niveau des coûts des ventes par une variation dans la valeur des actifs biologiques entre fin 2008 et fin décembre 2009, moins les coûts de plantation et les impôts différés qui y sont associés. La variation brute des actifs biologiques de KUSD 19.209 provient principalement de l'expansion des surfaces plantées en palmiers à huile à *PT UMW* en Indonésie et à *Hargy Oil Palms Ltd* en Papouasie-Nouvelle-Guinée et de l'augmentation sur le long terme des prix moyens des huiles, du caoutchouc et du thé appliqués.

Les coûts de plantation de KUSD 13.208 ont réduit l'impact net avant taxes à KUSD 8.763, base pour des impôts différés moyens de 31,6%. L'impact net positif IAS41, part du Groupe, s'élève à KUSD 5.530.

Les résultats nets IFRS, part du Groupe, après les ajustements IAS41, s'élèvent à KUSD 60.174, dépassant de 2,4% les résultats record de l'année passée.

## 2.3. Faits marquants survenus après la clôture de l'exercice

Comme mentionné dans la presse, la filiale d'assurance *Asco NV* s'est séparée de ses activités en assurance-vie par une transaction avec l'assureur belge *La Patronale*.

Le 9 février, *B.D.M. NV* a vendu sa filiale néerlandaise en assurance voitures *Bruns ten Brink BV* au groupe *SAA*.

Les fonds générés par ces transactions seront plus que probablement réinvestis dans les activités principales d'assurance cargaison et risques industriels.

## 2.4. Recherche et développement

*SA SIPEF NV* et ses participations consolidées n'ont entrepris, en 2009, aucune activité en matière de recherche et développement.

## 2.5. Instruments financiers

A l'intérieur du Groupe *SIPEF* il est fait usage de manière limitée d'instruments financiers pour la gestion des risques. Il s'agit notamment d'instruments financiers visant à atténuer l'effet d'une augmentation des taux d'intérêt sur dettes financières.

Les partenaires de ces instruments financiers sont exclusivement des banques belges de renom avec lesquelles *SA SIPEF NV* a établi une relation à long terme.

## 2.6. Prévisions pour 2010

Les plantations de palmiers au Nord Sumatra traversent une période de recul de production avec moins de fruits dans les arbres, tandis que celle d'Agro Muko dans la Province de Bengkulu est normale. Les plantations de palme en Papouasie-Nouvelle-Guinée souffrent d'un climat exceptionnellement pluvieux avec plus de 2.000 mm de pluie depuis le début de l'année. Ceci a perturbé la récolte et le transport des fruits tant de nos plantations que des fermiers. On s'attend à voir au niveau du Groupe la production d'huile du premier trimestre reculer quelque peu, avant de repartir plus tard dans l'année. La production de caoutchouc et de bananes dépasse à ce jour la production sur la même période de l'année précédente, la cueillette de thé est normale.



Après un départ en force tout en début d'année, suite à la hausse du pétrole brut, le marché a cédé un peu de terrain, dû à la pression des récoltes de soja en Amérique Latine qui s'annoncent bonnes. Une croissance inférieure de la production d'huile de palme et par ailleurs une demande croissante pour du biodiesel en Argentine et au Brésil créent à court terme une situation de stocks précaire. Ceci maintient les prix d'huile de palme aux alentours d'USD 800 CIF Rotterdam. Les prix du caoutchouc restent fermement au-dessus des USD 3.000 la tonne avec un intérêt soutenu de la Chine. Les thés de qualités resteront à des prix élevés suite à une production en baisse au Kenya et les prix des bananes ne semblent pas souffrir des réductions des droits d'importation en Europe.

Dans le cadre de notre politique de production durable nos plantations et usines situées au Nord Sumatra seront soumises aux audits nécessaires pour l'obtention de la certification par le RSPO. Cette certification sera suivie plus tard dans l'année par celle d'Agro Muko afin que d'ici la fin de 2010 toutes les usines de *SIPEF* soient certifiées par le RSPO.

Malgré des conditions climatiques fort éprouvantes en début d'année, nous nous dirigeons à nouveau vers une année satisfaisante avec une expansion de nos activités. Le bénéfice dépendra largement de la vigueur du marché d'huile de palme pendant le restant de l'année, ainsi que du soutien que laissent entrevoir à ce jour les marchés du caoutchouc, du thé et des bananes.

Les cash flows des années précédentes ont mis *SIPEF* dans une position idéale pour continuer son programme d'extension en 2010 avec de nouvelles plantations au Nord Sumatra et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, pour acquérir une participation plus grande dans des opérations existantes et pour continuer la recherche d'opportunités d'investissement dans l'agro-industrie durable en Extrême-Orient.

## 2.7. Déclaration des personnes responsables

Les soussignés déclarent qu'à leur connaissance:

- les comptes consolidés pour l'exercice prenant fin le 31 décembre 2009 sont établis en conformité avec les International Financial Reporting Standards ("IFRS") et donnent une image fidèle de la situation financière consolidée et des résultats consolidés du Groupe *SIPEF* et de ses filiales comprises dans la consolidation;
- le rapport financier donne une image fidèle des événements importants et des transactions significatives avec des parties liées survenus au cours de l'exercice 2009, et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe *SIPEF* est confronté.

Au nom du Conseil d'Administration, le 24 février 2010.

François Van Hoydonck  
Administrateur Délégué

Baron Bracht  
Président





*Cueillette du thé (Cibuni – Indonésie)*





# Corporate Governance

.SIPEF's Corporate Governance Charter est disponible dans la rubrique "Investor Relations" du site internet [www.sipef.com](http://www.sipef.com).

## 1. Généralités

Le 23 novembre 2005, le Conseil d'Administration de SA SIPEF NV a approuvé la première Charte de Corporate Governance (la "Charte"). La Charte a été rédigée conformément aux dispositions du Code belge de Corporate Governance (le "Code") rendu public le 9 décembre 2004 par le Corporate Governance Committee. Cette version de la Charte était déjà en conformité avec divers Décrets Royaux instaurés pour être en concordance avec les lois européennes concernant les abus de marché.

Une modification de la Charte est attendue dans le courant de 2010 suite à la nouvelle version du Code de 2009.

Comme il est stipulé dans le Code, SA SIPEF NV doit consacrer (dans le chapitre "Corporate Governance" de sa brochure) une attention particulière aux informations matérielles relatives à la gouvernance d'entreprise, aux modifications éventuelles apportées à la politique de corporate governance ainsi qu'aux événements pertinents en matière de corporate governance survenus au cours de l'exercice écoulé. Le chapitre "Corporate Governance" contient en outre des explications sur les divergences par rapport aux recommandations du Code, selon le principe "comply or explain".

## 2. Conseil d'Administration

### 2.1. Composition

Le Conseil d'Administration est composé de neuf membres.

	Fin du mandat
Baron Bracht, Président	2010
François Van Hoydonck, Administrateur Délégué	2011
Baron Bertrand, Administrateur	2012
Priscilla Bracht, Administrateur	2010
Jacques Delen, Administrateur	2012
Antoine Friling, Administrateur	2011
Baron de Gerlache de Gomery, Administrateur	2012
Regnier Haegelsteen, Administrateur	2011
Richard Robinow, Administrateur	2011

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale des Actionnaires du 9 juin 2010 le renouvellement des mandats du Baron Bracht et de Priscilla Bracht, Administrateurs non exécutifs, pour une période de 4 ans, venant à expiration en 2014.

Le mandat du Baron Bracht est prolongé d'une année au-delà de la limite d'âge habituelle de 70 ans, pour permettre la poursuite des études des nouveaux investissements que l'entreprise désire réaliser. Mlle Bracht sera également proposée pour une période de 4 ans et devra surtout, avec son expertise en matière de biodiversité, continuer à suivre toutes les activités de durabilité du Groupe SIPEF ainsi que la mise en place de la fondation "Yayasan Sipef Indonesia" de la SIPEF.

### 2.2. Administrateurs non exécutifs et exécutifs

A partir du 1 septembre 2007, François Van Hoydonck est Administrateur Délégué et ne représente pas d'actionnaire de référence. Les huit autres Administrateurs sont des Administrateurs non exécutifs. Les Administrateurs non indépendants le Baron Bracht, Priscilla Bracht et Antoine Friling représentent respectivement les familles Bracht et Friling. Le Baron Bertrand et Jacques Delen représentent Ackermans & van Haaren. Ackermans & van Haaren, liée à la Nationale Investeringsmaatschappij et agissant de concert avec le Baron Bracht, lié à Cabra NV et GEDEI NV, ont déclaré détenir plus de 30% des actions de la SA SIPEF NV.



Les Administrateurs, porteurs de mandats dans d'autres sociétés cotées que celles du Groupe, sont:

Baron Bertrand: Ackermans & van Haaren, Atenor Group et Leasinvest Real Estate;

Baron de Gerlache de Gomery: Floridienne, Leasinvest Real Estate et Texaf;

Jacques Delen: Ackermans & van Haaren;

Regnier Haegelsteen: Atenor Group et Fountain;

Richard Robinow: MP Evans (UK) et REA (UK).

### 2.3. Administrateurs indépendants

Le Baron de Gerlache de Gomery, Regnier Haegelsteen et Richard Robinow siègent en tant qu'Administrateurs indépendants au sens de l'article 524 du Code des Sociétés et répondent en outre à tous les critères d'indépendance au point 2.2.4 de la Charte de la Société. Regnier Haegelsteen répond également aux nouveaux critères d'indépendance de l'article 526ter C. Soc. Le Baron de Gerlache de Gomery et Richard Robinow répondent aux critères de l'article 526ter, à l'exception du 2°, leurs mandats excédant une période de 12 ans.

### 2.4. Rapport d'activités

Le Conseil d'Administration de SA SIPEF NV s'est réuni à cinq reprises en 2009. Le taux moyen de participation s'est élevé à 98%. Le taux de présence individuel s'établit comme suit:

Baron Bracht – Président	5/5
François Van Hoydonck – Administrateur Délégué	5/5
Baron Bertrand	5/5
Priscilla Bracht	5/5
Jacques Delen	4/5
Antoine Friling	5/5
Baron de Gerlache de Gomery	5/5
Regnier Haegelsteen	5/5
Richard Robinow	5/5

Le Conseil d'Administration a suivi en 2009 les résultats du Groupe et le développement des activités des différentes participations au moyen des rapports fournis par le Comité Exécutif. Pendant l'exercice écoulé, le Conseil d'Administration a également pris certaines décisions importantes en matière d'investissement et de désinvestissement.

Une réunion spéciale a été tenue le 27 mai 2009 concernant le développement stratégique du Groupe, basé sur un "business plan" sur 10 ans.

Lors de sa réunion du 25 février 2009, le Conseil d'Administration a discuté, conformément à l'article 2.7 de la Charte et en l'absence de l'Administrateur Exécutif, de la relation entre le Conseil d'Administration et le Comité Exécutif. Les Administrateurs concernés ont exprimé leur satisfaction générale sur la transparence et la bonne coopération entre les deux organes et ont fait, à ce propos, quelques suggestions à l'Administrateur Exécutif.

En outre les Administrateurs ont évalué l'importance, la composition et le fonctionnement du Conseil d'Administration, en portant une attention particulière à la composition actuelle vis-à-vis de la composition souhaitée. Il est également constaté que des compétences spécifiques comme l'interprétation de rapports financiers, la connaissance du secteur, l'expérience en gestion d'une entreprise et le fonctionnement des marchés financiers, sont présentes de manière équilibrée au sein du Conseil d'Administration.

### 2.5. Règles de conduite en matière de conflits d'intérêts

Le Conseil d'Administration a repris dans la Charte (2.9 et 4.7) sa politique concernant les opérations pouvant donner lieu à des conflits d'intérêts (au sens du Code des Sociétés ou autrement). Aucune décision n'a dû être prise pendant l'exercice écoulé.

### 2.6. Règles de conduite en matière de transactions financières

Le Conseil d'Administration a repris dans la Charte (5.) sa politique concernant la prévention des abus de marché.

## 3. Comité d'Audit

### 3.1. Composition

Regnier Haegelsteen, Président et Administrateur indépendant et non exécutif

Priscilla Bracht, Administrateur non exécutif

Baron de Gerlache de Gomery, Administrateur indépendant et non exécutif

Conformément à l'article 526bis C. Soc., il a été confirmé que Regnier Haegelsteen, Président du Comité, a acquis les compétences et l'expertise nécessaires en terme de comptabilité et d'audit. Regnier Haegelsteen répond aux critères d'indépendance mentionnés dans l'article 526ter C. Soc. Le Baron de Gerlache de Gomery répond à tous les critères d'indépendance mentionnés dans l'article 526ter mais excède la période limitée de 12 ans.

### 3.2. Rapport d'activités

Le Comité d'Audit s'est réuni à quatre reprises en 2009. Le taux de participation était de 100,00%. En février et en août le Comité s'est principalement penché, en présence du commissaire, sur l'analyse des rapports financiers annuels et semestriels. Par ailleurs les données de la proposition du communiqué de presse ont été discutées, ainsi que la procédure relative à l'application de la règle dite "one-to-one" visant à garantir l'indépendance du commissaire. Les procédures pour l'évaluation des actifs biologiques dans le cadre de IAS41 ont également été commentées et discutées. Finalement une session privée a été tenue par le Comité avec le commissaire, sans que les membres du Comité Exécutif ne soient présents.

Les Comités de juin et de novembre ont, outre des rapports des comités d'audit interne d'Indonésie et de la branche assurance, discuté d'une analyse des risques pour le Groupe.

Le Président du Conseil d'Administration, l'Administrateur Délégué, le CFO et un représentant d'Ackermans & van Haaren ont assisté à chacun de ces Comités.

## 4. Comité de Rémunération

### 4.1. Composition

Baron Bertrand, Président et Administrateur non exécutif

Baron Bracht, Administrateur non exécutif

Regnier Haegelsteen, Administrateur indépendant et non exécutif

Le Comité de Rémunération est composé d'Administrateurs non exécutifs uniquement, comme stipulé dans les recommandations 5. du Code.

### 4.2. Rapport d'activités

Le Comité de Rémunération s'est réuni à deux reprises en 2009, le 25 février et le 1 décembre. Le taux de participation était de 100%. Le Comité de Rémunération a fait des recommandations au Conseil d'Administration au sujet des rémunérations fixes des Administrateurs et du Président, ainsi qu'au sujet des rémunérations du Comité Exécutif, du calcul des bonus et des bonus individuels pour le Comité Exécutif, de la structure salariale et du calcul des primes de la direction expatriée dans les filiales et les changements proposés par la loi au sujet des rémunérations des Administrateurs Exécutifs démissionnants.

## 5. Comité Exécutif

### 5.1. Composition

François Van Hoydonck, Administrateur Délégué

Matthew T. Adams, Chief Operating Officer

Didier Cruysmans, Directeur Afrique et Amérique du Sud

Bertrand de Decker, Directeur Asie en Océanie

Thomas Hildenbrand, Directeur Marketing Bananes/Fleurs

Johan Nelis, Chief Financial Officer

Paul Nellens, Directeur Marketing Commodities

Le 1 janvier 2010, Bertrand de Decker a quitté l'Entreprise pour prendre sa retraite. Au nom du Conseil d'Administration et du Comité Exécutif nous remercions Bertrand de Decker pour sa contribution et son dévouement à la gestion journalière et à l'expansion du Groupe pendant de longues années.

Le Baron Bracht, Président du Conseil d'Administration, et Priscilla Bracht, Administrateur non exécutif, ont assisté régulièrement aux réunions en tant qu'observateurs.

### 5.2. Rapport d'activités

Sauf circonstances imprévues, le Comité Exécutif se réunit une fois par semaine. Le Comité Exécutif est en outre responsable de la gestion journalière du Groupe et prépare toutes les décisions qui doivent être prises par le Conseil d'Administration.



## 6. Rapport des rémunérations

### 6.1. Procédure pour l'élaboration d'une politique de rémunération et pour la fixation du niveau de rémunération

La rémunération des Administrateurs non exécutifs se compose uniquement d'une rémunération fixe. Cette rémunération fixe se compose d'une rémunération de base et, le cas échéant, d'une rémunération complémentaire selon que l'Administrateur en question est membre d'un comité déterminé.

La rémunération des Administrateurs non exécutifs est évaluée périodiquement par le Comité de Rémunération. Les modifications proposées par le Comité de Rémunération sont soumises pour approbation à l'Assemblée Générale.

Les membres du Comité Exécutif reçoivent une rémunération fixe et une prime qui est proportionnelle au résultat consolidé récurrent du Groupe *SIPEF*. Des plans d'options sur actions ne sont plus accordés depuis 2002, mais ils sont prévus dans la Charte.

Les membres du Comité Exécutif disposent en outre d'une voiture de société et bénéficient d'une assurance groupe (constitution de pension, couverture du risque de décès, couverture invalidité), de chèques-repas, d'une assurance d'assistance mondiale et d'une assurance hospitalisation. L'assurance groupe est du type "cotisation fixe".

Ces composantes sont évaluées chaque année, en général lors d'une réunion en novembre ou décembre, par le Comité de Rémunération, lequel vérifie si elles sont conformes au marché. Cette vérification est effectuée à partir de données publiques (p. ex. données de rémunération reprises dans les rapports annuels d'autres sociétés cotées comparables) et d'études salariales. Les modifications proposées par le Comité de Rémunération sont soumises pour approbation au Conseil d'Administration.

### 6.2. Politique de bonus

Les membres du Comité Exécutif entrent en considération pour l'attribution d'un bonus dont le montant dépend du résultat consolidé récurrent du Groupe *SIPEF*.

### 6.3. Rémunération des Administrateurs exécutifs et non exécutifs

Pour l'exercice 2009, les émoluments des Administrateurs ont été fixés à un montant annuel fixe de KEUR 18 pour le Président et KEUR 15 par Administrateur. Ces montants sont inchangés comparé à ceux de l'exercice précédent. Les Administrateurs démissionnant ou nouvellement nommés sont rémunérés au pro rata de la durée de leur mandat dans le courant de l'exercice. De plus un montant annuel fixe de KEUR 4 est accordé aux membres du Comité d'Audit et de KEUR 2 aux membres du Comité de Rémunération. Les montants ne sont pas liés à l'ampleur des résultats et peuvent donc être assimilés à une rémunération fixe non liée aux prestations et attribuée pendant l'année.

Les rémunérations individuelles des Administrateurs, effectivement payés en 2009 à titre de rémunération pour l'année 2009 sont:

	En KEUR
Baron Bracht – Président	19
François Van Hoydonck, Administrateur Délégué	15
Baron Bertrand	17
Priscilla Bracht	19
Jacques Delen	15
Antoine Friling	15
Baron de Gerlache de Gomery	19
Regnier Haegelsteen	21
Richard Robinow	15

### 6.4. Rémunération des membres du Comité Exécutif

La rémunération fixe et variable ainsi que les autres avantages accordés en 2009, directement ou indirectement, par *SA SIPEF NV* et par ses filiales, aux membres du Comité Exécutif peuvent être résumés comme suit:

En KEUR	CEO	Autres membres Comité Exécutif	Total	Part relative
Rémunération fixe	206	1.060	1.266	50,62%
Rémunération variable	221	439	660	26,39%
Assurance Groupe	194	359	553	22,11%
Avantages en nature (voiture)	2	20	22	0,88%
	623	1.878	2.501	100,00%

Après 2002 aucun plan d'option sur actions n'a été mis en place ou attribué et les dernières options exerçables ont été finalisées en 2007.

### 6.5. Principales conditions contractuelles

L'Administrateur Délégué est soumis au statut des personnes indépendantes et détient un contrat de durée indéterminée. L'Administrateur Délégué peut mettre fin unilatéralement à son contrat moyennant la notification d'un délai de 6 mois. La période de préavis à respecter par la Société est entre 18 et 24 mois, dépendant du moment de résiliation du contrat. La période de préavis peut être prolongée de 12 mois dans le cas d'une notification du contrat suite à un changement du contrôle de la Société et du remplacement de plus de la moitié des Administrateurs, et des restrictions importantes des pouvoirs essentiels imposés de manière unilatérale par la Société. Cette dernière clause a été approuvée dans le cadre de l'article 556 du Code des Sociétés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 décembre 2007.

Les contrats des autres membres du Comité Exécutif sont soumis au statut d'employés et contiennent les dispositions usuelles en matière de rémunération (fixe et variable) et assurances. Les contrats ont une durée indéterminée. Chaque membre du Comité Exécutif peut mettre fin à son contrat de manière unilatérale moyennant la notification d'un délai de 6 mois. La Société peut mettre fin, de manière unilatérale, au contrat de chaque membre du Comité Exécutif, moyennant la notification d'un délai de préavis à déterminer selon les règles et usages liés au statut des employés.

Aucun contrat n'a été conclu après le 1 juillet 2009.

## 7. Audit interne et externe

Le commissaire de la Société est Deloitte Bedrijfsrevisoren BV o.v.v.e. CVBA, représentés par Philip Maeyaert.

Le commissaire assure l'audit externe, tant sur les chiffres consolidés que sur les chiffres statutaires du Groupe *SIPEF* et fait rapport deux fois par an au Comité d'Audit et au Conseil d'Administration.

Le commissaire a été nommé lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 juin 2008. Son mandat arrive à échéance en juin 2011.

La rémunération annuelle du commissaire pour le contrôle des comptes statutaires et consolidés de *SA SIPEF NV* s'élève à KEUR 65. Par ailleurs, un montant supplémentaire de KEUR 26 a été payé pour des opérations juridiques, comptables et fiscales à une société liée professionnellement au commissaire. Ces rémunérations ont été approuvées par le Comité d'Audit, qui reçoit un aperçu de ces honoraires à chaque réunion.

Les frais totaux d'audit externe du Groupe *SIPEF* s'élevaient à KEUR 271 et le montant des honoraires pour des conseils du même commissaire et des entreprises liées s'élevait à KEUR 67.

En Indonésie l'audit interne est structuré dans un département d'audit avec un comité qui analyse les rapports d'audit interne quatre fois par an. Le Comité d'Audit de *SA SIPEF NV* reçoit un résumé des travaux avec une qualification et une estimation de l'impact possible des conclusions, afin d'être en mesure de se faire une opinion des travaux du département d'audit local. Dans les autres filiales l'audit interne est effectué par le directeur financier. Vu l'ampleur moins importante de ces entreprises, le Comité d'Audit estime que l'organisation d'un département séparé n'est pas requise.



## 8. Structure de l'actionariat

Comme il est mentionné dans la note 17 des annexes aux comptes consolidés trois actionnaires ont déclaré avoir une participation de plus de 5% dans notre Société. La Société n'a pas connaissance d'accords conclus entre actionnaires, ni de l'existence de comités d'actionnaires ou d'Administrateurs, à l'exception de la déclaration commune du 12 février 2007, également reprise dans l'annexe 17.

A cette date, la Nationale Investeringsmaatschappij (NIM) NV, liée à Ackermans & van Haaren (AvH) NV, et agissant de concert avec le Baron Bracht, Cabra NV et GEDEI NV, a informé l'Entreprise d'un accord entre actionnaires en vue de la création d'un actionariat stable de SA SIPEF NV pour favoriser le développement équilibré et la croissance rentable de SA SIPEF NV et ses filiales. Cet accord entre actionnaires, conclu pour une période de 15 ans, concerne e.a. des conventions de vote pour la nomination d'Administrateurs et des conventions pour le transfert d'actions.

Un aperçu de la structure de l'actionariat est également disponible sur le site web de la Société ([www.sipef.be](http://www.sipef.be)).

## 9. Plan d'options sur actions

Pendant l'exercice 2007, tous les warrants des plans sur actions exerçables ont été exercés. Après 2002 aucun nouveau plan d'option sur actions n'a été mis en place.

## 10. Concordance avec le code belge de gouvernance d'entreprise – Comply or Explain

Le Charte de SA SIPEF NV ne déroge aux recommandations du Code que sur un nombre limité de points.

### 10.1. Composition du Comité de Nomination

Conformément à la recommandation 5.3.1. de l'Annexe D du Code, le Comité de Nomination doit être constitué d'une majorité d'Administrateurs indépendants non exécutifs. Le Comité de Nomination de SA SIPEF NV est constitué de tous les membres du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration n'étant composé que pour un tiers d'Administrateurs indépendants non exécutifs, la Charte déroge au Code sur ce point.

Le Conseil d'Administration estime toutefois que cette divergence se justifie, compte tenu du fait que sa taille relativement réduite (neuf membres) ne nuit en rien à l'efficacité des délibérations et de la prise de décision et que le Conseil d'Administration en tant qu'ensemble est plus à même d'évaluer la taille, la composition et la planification de la succession du Conseil d'Administration.

### 10.2. Composition du Comité de Rémunération

Conformément à la recommandation 5.4.1. de l'Annexe E du Code, le Comité de Rémunération doit être constitué uniquement d'Administrateurs non exécutifs. Au moins la majorité des membres de ce Comité doivent être indépendants.

Le Comité de Rémunération de SA SIPEF NV est entièrement constitué d'Administrateurs non exécutifs. Seulement un tiers étant des membres indépendants, la Charte déroge au Code sur ce point.

Le Conseil d'Administration estime toutefois que cette divergence se justifie, compte tenu du fait que les deux Administrateurs dépendants représentent des actionnaires différents, et qu'un Administrateur indépendant est présent, de manière telle qu'un avis équilibré puisse être donné au Conseil d'Administration.

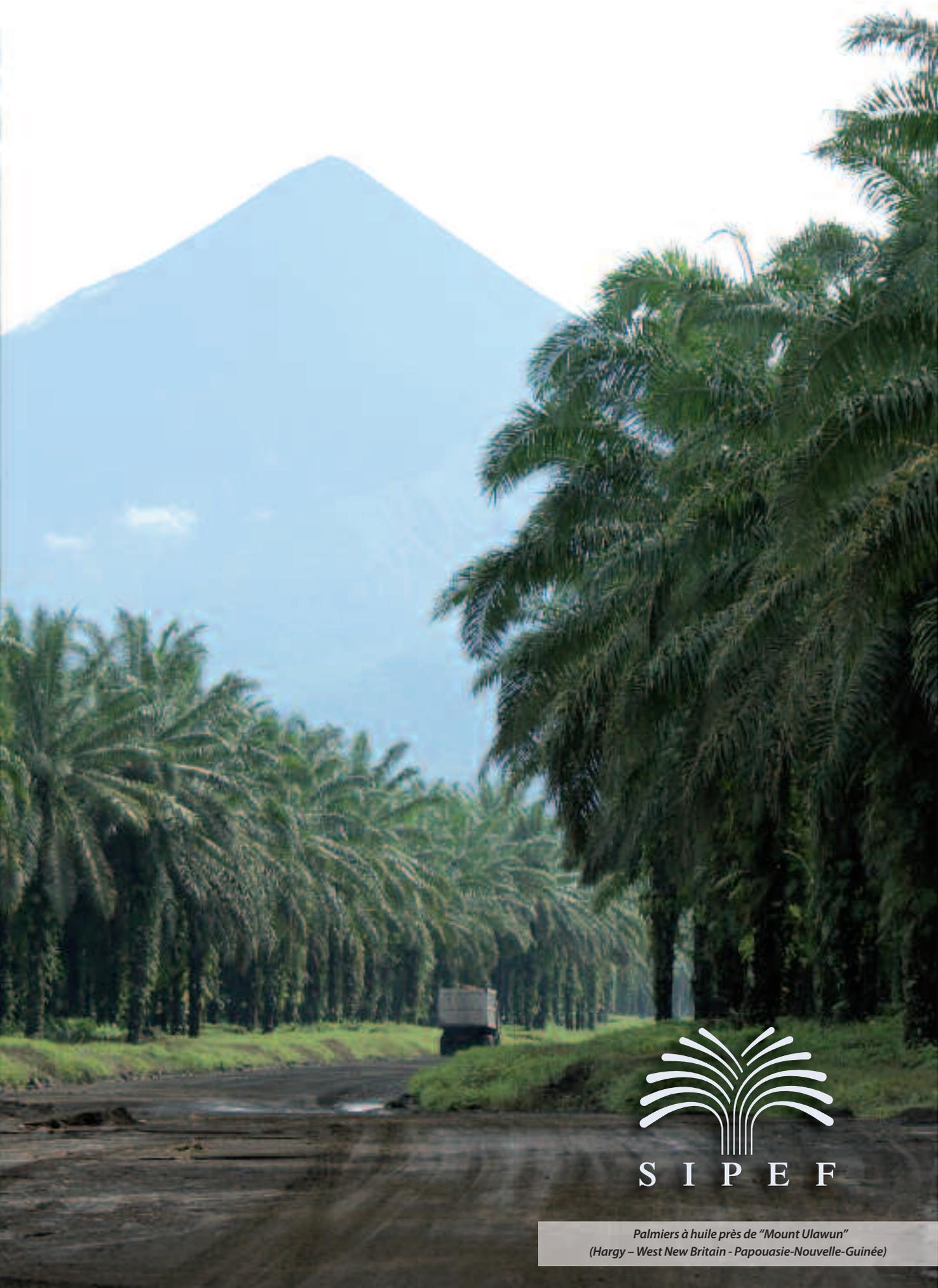
### 10.3. Présentation de propositions devant l'Assemblée Générale

Conformément à la recommandation 8.9 du Code, le pourcentage minimum d'actions qu'un actionnaire doit nécessairement détenir pour pouvoir présenter des propositions devant l'Assemblée Générale, ne doit pas dépasser 5% du capital.

Le Conseil d'Administration a décidé de ne pas suivre cette recommandation.

Les actionnaires de SA SIPEF NV peuvent, lors de l'Assemblée Générale, poser aux Administrateurs et au commissaire des questions ayant trait aux points figurant à l'ordre du jour.





*Palmiers à huile près de "Mount Ulawun"  
(Hargy - West New Britain - Papouasie-Nouvelle-Guinée)*



*Usine d'huile de palme (Bukit Maradja - Indonésie)*

# Rapport de gestion par produit

## Huile de palme

Par rapport aux soubresauts que nous avons connus en 2008, le marché de l'huile de palme fut quelque peu moins volatile. Après avoir touché un plancher fin 2008, des événements positifs sont venus à la rescousse du marché.

Les récoltes de soja d'Amérique du Sud ont commencé l'année dans de mauvaises conditions. L'Argentine en particulier a été sévèrement frappée par des conditions atmosphériques défavorables et la récolte s'est avérée beaucoup plus faible que prévu. En même temps les achats de la Chine et de l'Inde restaient soutenus, un signe clair que la demande en produits alimentaires de ces pays est en augmentation. Ces régions ont importé de grandes quantités de soja, et elles ont aussi activement acheté de l'huile de palme. En conséquence, nous avons vu grimper les prix de l'huile de palme de USD 570 à USD 800 la tonne CAF Rotterdam pendant la première moitié de 2009.

En milieu d'année, des doutes concernant la vigueur de la reprise économique mondiale ont tempéré les optimismes et nous avons vu reculer la plupart des prix des matières premières, y compris ceux des huiles végétales. Toutefois, pendant le dernier trimestre, suite à une mousson insuffisante en Inde et à des craintes d'une mauvaise récolte de soja aux Etats-Unis, une nouvelle vague de demandes est apparue sur le marché et les prix ont repris une tendance haussière, regagnant tout le retard perdu, pour clôturer l'année à USD 800 la tonne CAF Rotterdam.

Le prix moyen de l'huile de palme s'est établi à USD 683 la tonne CAF Rotterdam contre USD 949 en 2008.

Les perspectives et les prix de l'huile de palme ont été également influencés par le secteur du biodiesel et en conséquence par les prix du pétrole brut, ceux-ci dépendant à leur tour de la vigueur de la reprise économique.

On prévoit que la demande pour les produits alimentaires demeure ferme dans les pays à forte population comme la Chine et l'Inde, et la plupart des observateurs croient également que la reprise économique, bien que lente, devrait progresser et donc soutenir le marché des huiles végétales en 2010.

## Huile de palmiste

La situation du marché des huiles lauriques est passée d'un déficit dans la première moitié de 2009 à de fortes productions. D'importantes exportations ont exercé une haute pression sur le prix. La prime pour l'huile de palmiste par rapport à l'huile de palme s'est contractée en cours d'année et les prix des deux huiles sont devenus très proches.

Commençant l'année à USD 570 la tonne CAF Rotterdam, les prix se sont redressés à USD 825 au milieu du deuxième trimestre, puis ont régressé à nouveau à USD 640 avant de terminer l'année à USD 860.

Au cours des derniers mois nous avons vu une forte progression de la demande de la part de l'industrie oléo-chimique et l'on prévoit une croissance de la consommation mondiale en huiles lauriques de 5% en 2010.

Le prix moyen de l'huile de palmiste s'est établi à USD 694 la tonne CAF Rotterdam contre USD 1.130 en 2008.

## Caoutchouc

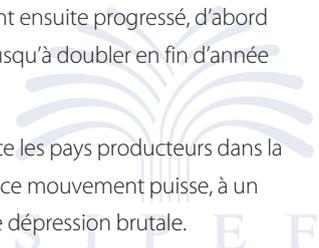
Le marché du caoutchouc a commencé l'année dans de mauvaises conditions. La dépression du secteur automobile a affecté la demande et l'industrie a souffert de nombreuses annulations de contrats et demandes d'ajournement de livraisons. C'est seulement au cours du deuxième trimestre que sont apparus les premiers signes d'amélioration qui ne sont cependant pas venus d'Europe ni des Etats-Unis, mais d'Extrême-Orient.

C'est l'industrie automobile chinoise, premier producteur mondial devant la production des Etats-Unis, qui est venue à la rescousse du caoutchouc naturel et nous avons vu les prix du caoutchouc s'améliorer de façon constante.

Au dernier trimestre de 2009, avec la baisse des productions de caoutchouc naturel dans les principaux pays producteurs et avec l'augmentation des prix du pétrole brut, le marché a connu une accélération de la hausse des prix.

Au premier trimestre, les prix du RSS3 sont restés stables aux alentours d'UScts 145 le kg; ils ont ensuite progressé, d'abord lentement, puis brusquement jusqu'à doubler en fin d'année pour atteindre UScts 290.

Cette progression rapide inquiète les pays producteurs dans la mesure où elle fait craindre que ce mouvement puisse, à un certain moment, être suivi d'une dépression brutale.



Néanmoins, nous continuons de penser que des fondamentaux positifs et une demande soutenue maintiendront les prix à un niveau élevé dans les mois à venir.

Le prix moyen du caoutchouc RSS3 sur la bourse des valeurs de Singapour s'est établi à UScts 192,10 le kg contre UScts 261,90 en 2008.

## Thé

Après avoir traversé une période de faiblesse en 2008, les prix du thé ont progressé de manière importante pendant l'exercice 2009 en faisant même mieux que rattraper les valeurs perdues. De longs mois de sécheresse sur les plantations du Kenya, et également au Sri Lanka, ont réduit considérablement les productions de feuilles vertes.

Le déficit global croissant entre l'offre et la demande a principalement réduit la disponibilité des thés de qualité supérieure, ce qui a relancé les prix sur les grandes places mondiales.

La pénurie de thé de qualité a constitué un avantage certain pour nos productions indonésiennes de Melania, le marché percevant clairement son excellente qualité constante sur toute l'année.

La reprise des pluies au Kenya devrait favoriser la récolte et donc augmenter le volume mis sur le marché, mais vu les conditions climatiques imprévisibles il faudra rester attentif.

Les perspectives pour 2010 demeurent prometteuses.

## Commercialisation de fruits et de fleurs

### Bananes

Nous avons cette année maintenu les volumes traditionnels importés sur le continent européen avec 29.081 tonnes de fruits produits en Côte d'Ivoire. Nos fournisseurs sont les filiales du Groupe, *Plantations J. Eglin SA* (10.860 tonnes) et *Société Bananière de Motobé SA (SBM SA)* (6.948 tonnes), le solde provenant d'un fidèle producteur qui nous approvisionne depuis de nombreuses années.

Notre stratégie commerciale est identique au passé, la plupart des fruits étant vendus contractuellement en Angleterre. Nous continuons à développer les marchés de niche, avec des fruits préemballés à l'origine, destinés au commerce de la grande distribution. Nous restons actifs sur les autres marchés européens, tout particulièrement en France, en Allemagne et en Espagne.

La crise financière n'a pas perturbé notre commerce, la banane restant un produit basique du panier de la ménagère. La consommation générale européenne est restée stable même si certains pays, comme l'Allemagne, ont enregistré une baisse de 9%.

Les prix de vente ont été corrects au premier semestre. Des volumes importants de bananes d'Amérique Centrale au cours de la seconde partie de l'année ont fini par mettre le marché non contractuel sous tension. 2009 fut une année de grande disponibilité de bananes, toutes origines confondues; contrairement aux années précédentes, les productions mondiales n'ont pas subi les effets de conditions climatiques défavorables tels que cyclones, inondations ou autres.

En fin d'année, comme on pouvait s'y attendre, l'Union Européenne (UE) a finalement cédé à la pression des états producteurs de bananes-dollars et un accord a été trouvé à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) le 14 décembre, entre l'UE, les USA, les pays latino-américains et des représentants de certains pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP). Cet accord porte sur une forte baisse du droit de douane, qui s'établira comme suit: EUR 148 la tonne en 2010 au lieu des EUR 176 la tonne actuellement appliqué aux importations de bananes latino-américaines.

Parallèlement, sous la pression des pays ACP, appuyés par les producteurs européens de bananes, l'UE envisage de dégager des financements spécifiques, pour compenser les pertes de recettes que ces pays subiront du fait de la baisse des prix qui ne manquera pas de se produire sur le marché européen. Ainsi, l'UE a-t-elle proposé aux pays ACP fournisseurs traditionnels de bananes un financement d'EUR 200 millions sur 3 ans (la quote-part pour la Côte d'Ivoire étant d'EUR 25 millions), pour renforcer durablement la compétitivité des producteurs des pays ACP.

### Fleurs

Le commerce des ananas fleurs – produit tropical par excellence – fut difficile, en raison de la crise économique et financière qui a réduit le pouvoir d'achat des ménages. Les quantités vendues sont restées toutefois identiques à celles de l'année passée mais la tendance s'est portée sur l'achat de fleurs de plus petit calibre, moins chères. Notre chiffre d'affaires s'est réduit sans que les coûts de production ne le soient pour autant.

Les fleurs de Lotus, de meilleure qualité que la concurrence asiatique, sont récoltées dans nos réserves naturelles d'eau et ont bénéficié d'un commerce stable.

Le développement de feuillage d'ornement en complément de la gamme commerciale de produits horticoles fournis à nos clients a poursuivi le programme prévu. Les premières exportations de tiges de feuillage de *Dracaena* et *Cordyline* ont démarré dans le courant de la seconde partie de l'année. Une fusariose sur la variété *Cordyline* nous a occasionné des soucis qualitatifs que nous avons finalement solutionnés.



*Usine à caoutchouc (Agro Muko - Indonésie)*



SIPEF

*Trémie de réception de régimes de palme (Perlabian – Indonésie)*





Régime de bananes (Côte d'Ivoire)

# Rapport de gestion par pays

## Indonésie

Après les défis de l'année 2008 qui vit exploser les prix des denrées alimentaires et une inflation au-delà des 11%, l'année 2009 fut particulièrement focalisée sur les élections présidentielles qui eurent lieu en juillet.

Le président sortant Susilo Bambang Yudhoyono fut réélu avec plus de 60% des suffrages dès le premier tour avec son colistier et ancien gouverneur de la Bank Indonesia Boediono. Cette réélection a été favorablement accueillie et a permis de maintenir la stabilité dans le pays. On attend de ce deuxième mandat présidentiel, qui se termine en 2014, une poursuite du développement de l'économie du pays et une lutte contre la corruption.

Fin 2008, le ralentissement de la croissance au quatrième trimestre et l'inquiétude au sujet de la capacité du gouvernement indonésien à refinancer ses dettes extérieures ont mené à un affaiblissement de la rupiah indonésienne face au dollar américain. Au fur et à mesure que les prévisions électorales évoluaient à l'avantage du président sortant, la tendance à un renforcement du cours de change de la monnaie nationale était claire: la rupiah est passée d'un niveau de IDR 10.950 / USD à son cours de clôture de IDR 9.400.

L'Indonésie, comme la plupart des pays asiatiques, n'a pas véritablement souffert de la crise économique qui a surtout touché les milieux bancaires en Amérique et en Europe. La plupart des banques avaient déjà été assainies dans une large mesure lors de la crise asiatique de 1997/98 et s'étaient concentrées sur leur métier de base, ainsi l'impact de mauvais placements dans les produits dérivés est resté limité.

L'économie indonésienne a progressé de 4,3% (6,1% en 2008) et l'inflation s'est limitée à 2,8% contre 11,1% l'année précédente. La balance commerciale a été largement positive et la dette extérieure est restée constante en chiffres absolus, mais a diminué à concurrence de 29,9% du PIB. Ces chiffres démontrent que les bases de l'économie indonésienne sont fondamentalement saines, ce qui se traduit par des taux d'intérêt en baisse et une valeur croissante de la rupiah face au dollar américain.

La production d'huile de palme de l'ensemble du Groupe SIPEF en Indonésie a été significativement meilleure qu'en 2008 avec une hausse générale de 11,84 % pour les plantations du Nord et du Sud Sumatra et de presque 15% pour les activités de la province de Bengkulu. Cette hausse de production a été obtenue grâce à

une meilleure coordination entre les services des plantations et ceux des usines en créant des réunions de planification régulières au cours desquelles les prévisions sont ajustées.

En hausse de 7% par rapport à l'année 2008, la production de fruits de palme dans les plantations du Nord Sumatra a atteint un volume record de 304.073 tonnes. Des récoltes particulièrement abondantes ont été enregistrées au cours du premier semestre, tandis que la quantité de fruits disponibles fut moindre en fin d'année. La productivité journalière par récolteur s'est améliorée de 6%, soit de 1,92 tonne à 2,04 tonnes.

Les programmes d'épandage d'engrais ont été adaptés avec un soin particulier; mécanisation, installation de chemins de collecte en interlignes et travaux en groupe. Une attention particulière a également été consacrée à l'efficacité dans l'entretien des champs, ce qui, conjugué à la baisse des prix des engrais et des carburants, a conduit à la baisse générale du coût de production des fruits de 10% par rapport à 2008 qui fut une année particulièrement onéreuse.

Depuis novembre 2008, suite à une modification dans le système de rémunération, la qualité des fruits récoltés a été attentivement contrôlée et une prime complémentaire pour la collecte des fruits détachés a été instaurée, ce qui fait que l'approvisionnement des usines en fruits se fait maintenant dans des conditions optimales.

Le pourcentage d'extraction des 5 usines sous la direction de la SIPEF s'est amélioré en moyenne de plus de 1% par rapport à 2008 et l'usine de Bukit Maradja a atteint la meilleure moyenne annuelle du Groupe avec 23,53%. Cette hausse globale est à imputer intégralement à la qualité des fruits et à une bonne fluidité à l'usinage grâce à un entretien plus efficace et à une maîtrise des coûts. Le coût de production des 2 usines au Nord Sumatra a ainsi diminué de 14,75% en 2009.

Dans l'Ouest de Sumatra, *PT Agro Muko*, malgré un début d'année difficile, a également enregistré des récoltes record en 2009.

Le groupe, qui réunit 8 plantations dans la même région, a atteint un total de 328.262 tonnes de fruits traités dans ses 2 usines. Le programme d'investissement destiné à l'amélioration du réseau routier interne a été sensiblement accéléré en 2009 avec l'empierrement de 403 km, pour porter la totalité actuelle des nouvelles routes à 789 km. Grâce à cette mesure, les fruits peuvent être évacués vers les usines en temps utile, même aux pires moments de la saison des pluies, ce qui profite à la qualité de l'huile produite.



Dans les usines d'Agro Muko, nous avons noté une hausse sensible des pourcentages d'extraction grâce aux primes complémentaires payées pour la collecte des fruits détachés, mais aussi grâce à des intervalles de récolte plus courts et à des évacuations plus rapides des fruits vers les usines en raison du réseau routier amélioré. Contrairement à 2008, où les pluies exceptionnelles au quatrième trimestre avaient rendu difficile l'épandage des engrais, le programme de l'année a été réalisé entièrement. Cette évolution nous fait croire qu'Agro Muko verra sa compétitivité augmenter dans les années à venir par la venue à maturité des jeunes cultures et la replantation progressive, à partir de 2012, des plus vieilles parcelles pour lesquelles nous disposerons de semences plus performantes et nous planterons en terrasses les terres pentues.

Les récoltes de caoutchouc ont été en dessous de nos espérances. Dans le Nord Sumatra, les plantations de *PT Bandar Sumatra* et de *PT Timbang Deli* se sont bien remises de la taille sévère, mais la saignée sur les panneaux inférieurs de l'arbre a produit moins de latex. La production de la plantation de *PT Melania* a été inférieure aux volumes attendus en raison d'une période d'hivernage, sans précipitations, qui s'est prolongée de juin à septembre. Ce n'est qu'en fin d'année que les productions se sont améliorées. Les volumes de caoutchouc de *PT Agro Muko* ont également été faibles suite à de fortes pluies et la délocalisation des hévéas vers une autre zone qui est encore en replantation. Nous espérons néanmoins que cette centralisation des plantations dans une région à pluviométrie plus modérée permettra à ces jeunes cultures, qui totalisent déjà 552 hectares, de trouver une rentabilité meilleure dans des conditions optimales pour de nombreuses années à venir.

La production de 3.121 tonnes de thé a été similaire aux années précédentes. Nous avons clairement fait le choix de la qualité au détriment de la quantité. Le passé a démontré que nous obtenions d'excellents prix pour des thés de qualité que nous pouvions produire toute l'année durant dans l'usine CTC. Malgré une sécheresse de longue durée en milieu d'année, les pluies furent abondantes à partir du mois de novembre, une bonne chose pour la production de feuilles vertes.

La crise mondiale, qui a fait baisser la plupart des prix des matières premières, a réduit la pression sur le marché et tant les engrais que les salaires, le transport, et l'énergie ont connu une évolution baissière comparée à une année 2008 exceptionnelle. Tous ces éléments, ainsi que des volumes de production sensiblement meilleurs et un affaiblissement de la monnaie locale au premier semestre de 2009, ont conduit à une baisse générale des coûts de production en USD, tant pour l'huile de palme que pour le caoutchouc et le thé.

Malgré la baisse des prix de l'énergie, nous avons continué en 2009 à nous concentrer sur l'utilisation de sources d'énergie alternatives. La plantation de thé à Java fait un usage optimal de la rivière Cibuni pour produire l'électricité nécessaire via des turbines hydrauliques modernes. L'énergie supplémentaire nécessaire au séchage des feuilles est générée par notre centrale à vapeur. Depuis 2009 également, une chaudière, et sa turbine, alimentées par les coques de palmistes et les fibres de fruits de palme est opérationnelle à l'usine de Muko Muko, et produit l'énergie nécessaire à l'usine de caoutchouc et aux habitations des travailleurs environnantes. L'énergie solaire est utilisée sur plusieurs plantations pour fournir en électricité les habitations des travailleurs et les postes de sécurité éloignés. Un projet de centrales hydrauliques reste à l'étude à *PT Agro Muko*.

Les usines de Perlavian et de Bukit Maradja au Nord Sumatra ont depuis 2008 couvert leurs étangs de décantation pour récupérer le gaz méthane qui est alors brûlé. Nos efforts pour la diminution d'émission de gaz à effet de serre ont ainsi été récompensés en novembre 2009 par la reconnaissance par l'UNFCCC de nos 2 projets. Cet enregistrement officiel nous donnera maintenant l'occasion d'acquérir des crédits carbone qui pourront être négociés sur le marché mondial. En collaboration avec notre partenaire AEV-Agriverde, nous avons l'intention d'équiper dans les plus brefs délais les 2 usines d'Agro Muko de la même installation.

Nos plantations de thé proches de Bandung à Java ainsi que nos plantations de palmiers à Bengkulu et notre terminal huilier de Padang ont à nouveau été touchés par des séismes, avec pour conséquence des dommages aux bâtiments. Dans la ville de Padang, la plupart des grands bâtiments et hôtels ont été endommagés ou se sont effondrés. Nous constatons qu'à l'instar d'autres installations, notre terminal de stockage a bien résisté à ce terrible tremblement de terre. Ces catastrophes naturelles se suivent maintenant avec régularité depuis quelques années et produisent à chaque fois un réel traumatisme sur nos employés. Pour y remédier nous avons adapté la structure des maisons pour qu'elles soient résistantes aux secousses sismiques.

Le projet mis en place en 2008 pour l'optimisation des ateliers d'entretien du parc automobile a été poursuivi. Les ateliers de Perlavian et de Melania sont devenus des projets pilotes pour l'amélioration des systèmes de gestion des pièces de rechange et d'entretien des véhicules. Lorsqu'en 2009 il est apparu que l'organisation de l'atelier central d'Agro Muko avait permis de diminuer les frais et d'optimiser la durée des dépannages des véhicules, ce modèle a été mis en place dans toutes nos plantations du Nord Sumatra.

Après une période de conflits sociaux et de grèves en 2007, et la pression exercée sur le personnel en 2008 par les syndicats qui tentaient d'attirer nos travailleurs à récolter pour leur compte suite à des prix exceptionnellement bons, l'exercice écoulé a été socialement calme. La nouvelle culture d'entreprise, apparue après la procédure de licenciement de plus de 800 employés a, dans le Nord Sumatra, stabilisé une main-d'œuvre vivant essentiellement sur les plantations, maintenant des contacts constructifs avec les syndicats locaux. En raison de la croissance générale des plantations dans la province de Bengkulu, il y a plus de difficultés à trouver de la main-d'œuvre de qualité en suffisance pour *PT Agro Muko*, et nous avons donc commencé à transférer et former des ouvriers agricoles en provenance d'autres îles d'Indonésie. Tous nos ouvriers ont entretemps été initiés par les équipes de formation en durabilité aux Principes et Critères du "Roundtable on Sustainable Palm Oil" (RSPO) et sont mentalement prêts pour les audits qui commenceront début 2010.

Après des changements importants à la tête du management de nos activités indonésiennes, nous avons créé une équipe stable de managers malais, européens et indonésiens qui dirigent ensemble nos succursales. Ce mélange de cultures et de formations constitue la garantie d'une administration équilibrée avec comme objectif la rentabilité dans un environnement durable. La formation de nos jeunes cadres se fait dans notre centre de formation au Nord Sumatra et des cours pratiques sont donnés sur le terrain. Le nouveau système d'évaluation utilisant des indices qualitatifs pour évaluer et améliorer le rendement du personnel moyennant un "Indicateur Clé de Performance" a été mis en vigueur et, combiné avec l'introduction du système de "Bonne Pratique Agricole" dans les plantations, conduira à une meilleure efficacité de la gestion.

Après plus de 15 ans de gestion par la *SIPEF* des 4 plantations au Nord Sumatra du groupe MP Evans PLC, ces derniers ont décidé il y a 2 ans de créer leur propre structure administrative et de gérer leurs nouvelles plantations à Kalimantan et à Bangka, ainsi que les plantations existantes. En parfaite collaboration, nous avons procédé à un transfert progressif des connaissances et d'une partie du personnel de l'agence pour assurer que cette procédure soit finalisée à la fin de 2009.

Nous remercions la direction du groupe MP Evans PLC pour la confiance à la *SIPEF* dont elle a toujours fait preuve et nous leur souhaitons une excellente poursuite de leurs activités.

Cette transaction nous donne l'opportunité de mieux nous concentrer sur nos propres projets en cours dont les replantations que nous effectuons partout de manière systématique, mais aussi la recherche de développements futurs. A *PT Umbul Mas Wisesa (UMW)* et *PT Toton Usaha Mandiri (TUM)*, nos récentes acquisitions

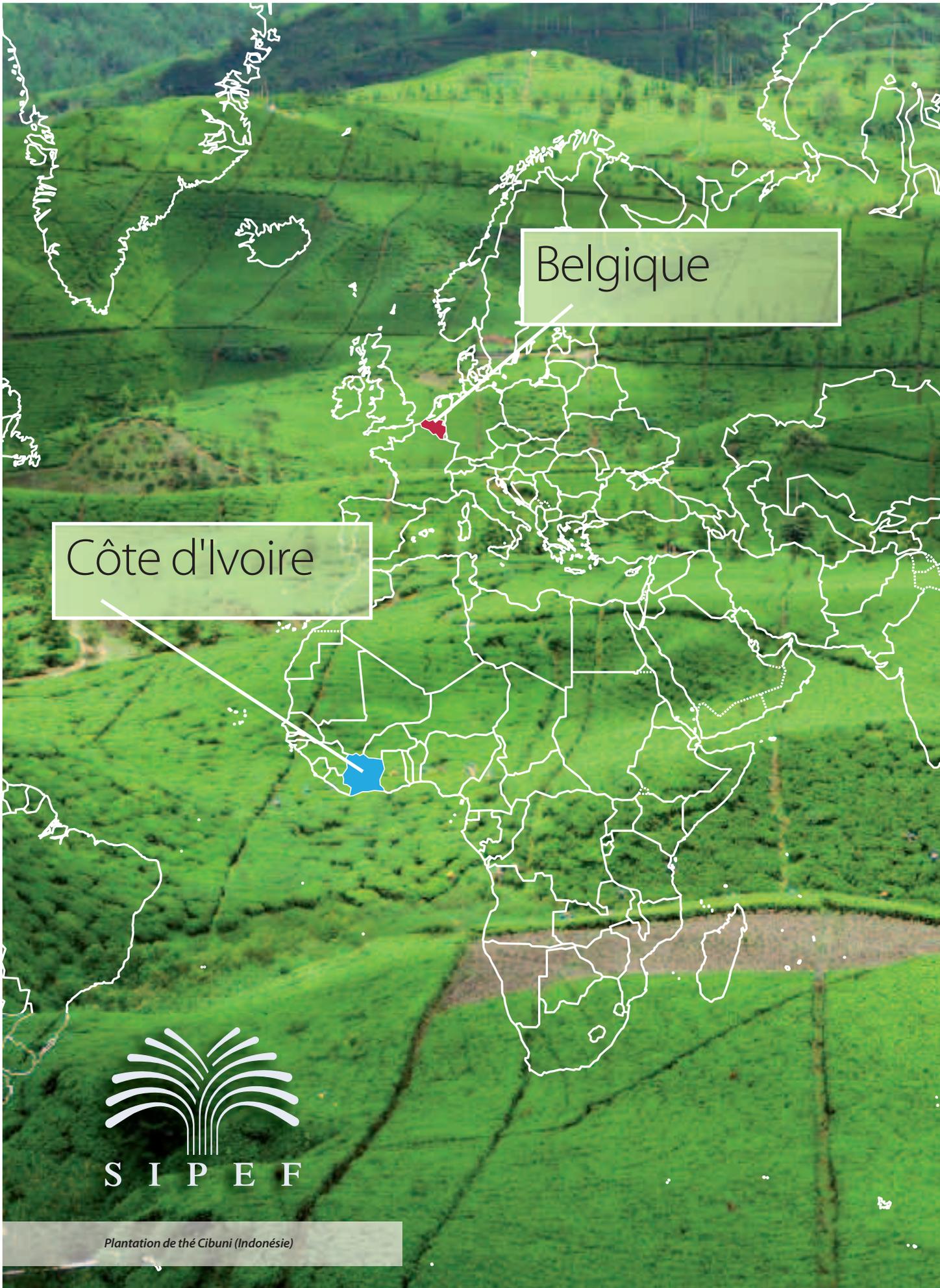
dans la province du Nord Sumatra, les extensions ont été poursuivies avec la mise en place de 1.852 hectares de palmiers à huile, de telle sorte que les nouvelles superficies plantées s'élèvent maintenant à 7.507 hectares.

Nous continuerons la plantation en 2010 pour atteindre une taille d'environ 10.000 hectares. Les programmes de plantation progressent en fonction des procédures de compensation avec les squatters présents sur le terrain, et que nous dédommageons pour les cultures installées. La construction de la nouvelle usine de traitement est dans sa phase de développement et les premiers travaux débuteront probablement fin 2010 ou début 2011 en même temps que la construction des logements pour la main-d'œuvre des plantations et de l'usine.

Le management a consacré de gros efforts à la recherche de nouvelles terres pour une expansion de nos activités dans le palmier à huile et le caoutchouc en Indonésie. Malgré l'avis des médias qui estiment que suffisamment de superficies seraient encore disponibles pour de nouveaux développements agricoles, nous pensons qu'il est difficile de trouver des terrains de bonne qualité et d'une taille importante, qui répondent aux critères du RSPO, sans tourbe et non classés "Réserve Naturelle" (HCVF) et sans problème domanial ou de droits fonciers. Nous poursuivons nos recherches dans les meilleures zones agricoles d'Indonésie, sans baisser nos critères de qualité.

Comme communiqué dans le chapitre au sujet de l'agriculture durable, nous avons l'année dernière préparé nos employés à l'audit du RSPO et à la certification ISO 14001:2004 EMS qui auront lieu pour toutes les plantations en 2010. Bien que les procédures que nous pratiquons sur le terrain concordent déjà dans une large mesure avec les conditions exigées par ces systèmes de certification, il reste cependant des ajustements importants à réaliser pour passer cet audit. Cette certification va de pair avec le respect des standards dans le domaine de l'environnement et de la sécurité, mais aussi dans le domaine des services sociaux (logement, infrastructures, énergie, scolarité, soins médicaux) et donne une garantie au niveau de la qualité générale des activités. Bien qu'aucune certification spécifique ne soit attribuée pour les plantations de caoutchouc et de thé en Indonésie, nous suivons les mêmes standards que ceux du RSPO.



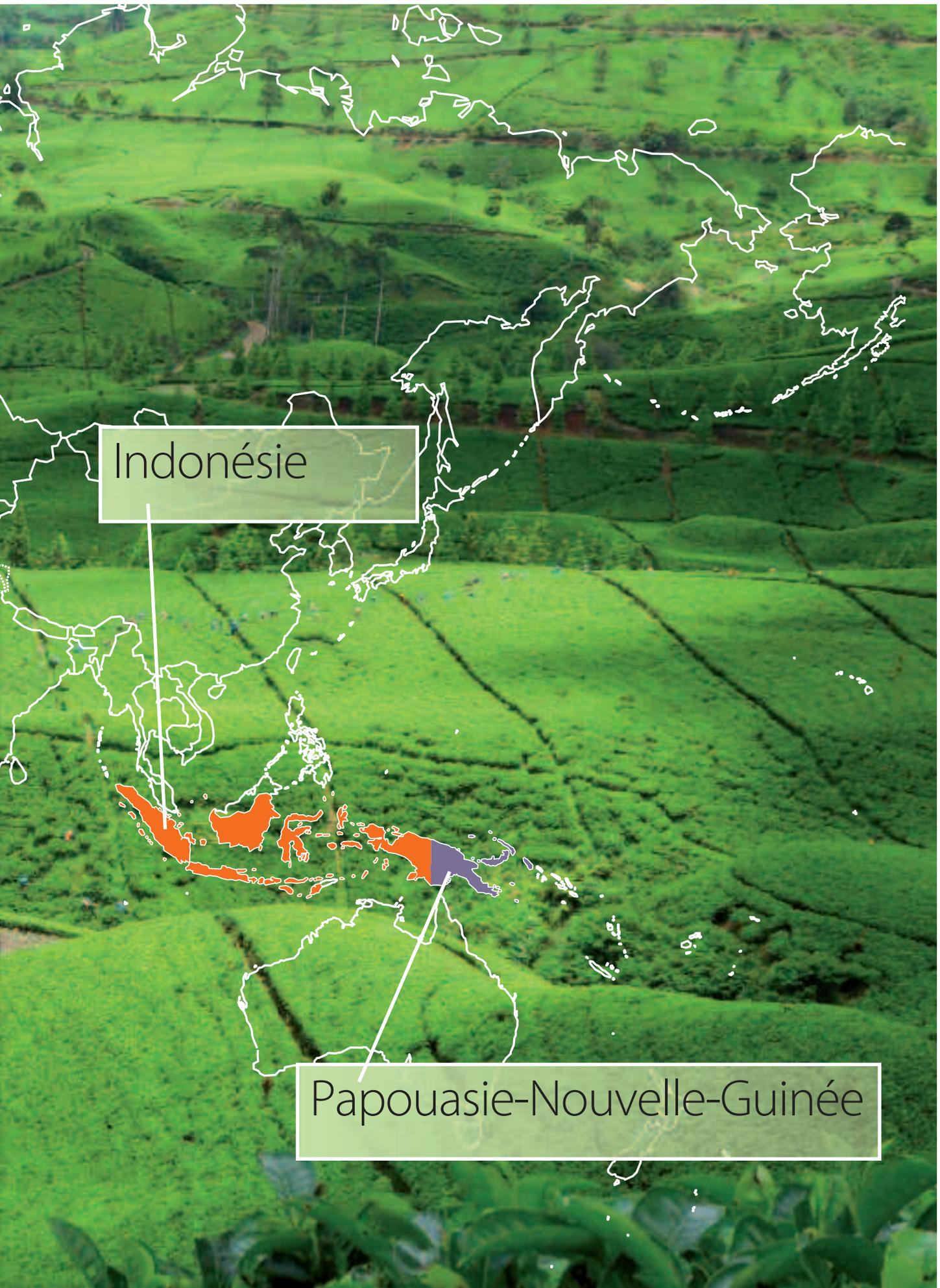


Belgique

Côte d'Ivoire



Plantation de thé Cibuni (Indonésie)



Indonésie

Papouasie-Nouvelle-Guinée

## Papouasie-Nouvelle-Guinée

La situation politique en Papouasie-Nouvelle-Guinée reste stable et il est probable que le gouvernement élu en 2007 remplira l'entièreté de son mandat. En novembre 2009, celui-ci a donné via le document "Papua New Guinea Vision 2050" sa vision à long terme de l'avenir du pays.

La croissance économique est intégralement basée sur le développement du projet d'Exxon Mobil LNG qui, après de longues négociations, a obtenu le feu vert et fixe à l'horizon 2014 sa première expédition maritime. Un second projet LNG d'Interoil et Petromin est déjà sur les rails. Ces deux projets, avec le secteur des mines et l'agriculture, fourniront une importante contribution au PIB national pour les 30 années à venir.

Pour nos projets agricoles produisant de l'huile de palme et du caoutchouc, nous craignons que ce développement industriel s'accapare la main-d'œuvre disponible et engendre un effet inflationniste sur nos activités.

L'inflation, qui fut de 7,4% en 2009, est d'ores et déjà budgétée à 9,5% pour 2010 en raison de la hausse des dépenses de l'Etat nécessaires au financement du terminal LNG. En 2009, la Papouasie-Nouvelle-Guinée n'a pas été sujette à la crise mondiale. L'économie nationale a connu une croissance de 4,5%, soutenue essentiellement par les développements du secteur minier et dans une moindre mesure du secteur agricole qui, suite aux prix des matières premières, n'a progressé que de 2,3%. La monnaie locale, le kina, est restée stable face à un dollar US faiblissant.

Nous suivons avec satisfaction les activités de nos plantations de palmiers de *Hargy Oil Palms Ltd* dans la province de West New Britain. La production cumulée d'huile de palme et d'huile de palmistes a passé pour la première fois le cap de 102.000 tonnes, une progression de 23,26% par rapport à la production annuelle de 2008. Pour les 3 plantations Hargy, Barema et Navo, malgré un début d'année difficile en raison de pluies abondantes qui ont perturbé les récoltes et les évacuations vers les usines, la production de fruits de nos plantations a suivi cette tendance à la hausse.

L'empiérement de 17 km du réseau routier interne de la plantation de Hargy donne un meilleur accès aux fruits et nous a permis de réaliser entièrement le programme d'épandage des engrais. Les superficies disponibles à Barema de 2.096 hectares ont été maintenant presque entièrement plantées. Un développement supplémentaire de 150 hectares est envisagé mais requiert un drainage important. Les premières superficies sont en production après une période de 28 mois et les productions dépassent les attentes. Une partie de la plantation de Navo a atteint l'âge de la replantation et 2.000 hectares seront replantés dans un délai de 3 ans. Grâce à la maturité croissante de Barema, la replantation de Navo n'aura pas d'effet sur le niveau des productions de Hargy.

Les achats aux planteurs environnants ont dépassé les volumes de 2008 de 22,88%. Des tours de récolte plus nombreux et un système de paiement plus efficace encouragent les petits planteurs à récolter plus régulièrement leurs fruits. Le programme engrais démarré en 2009 et l'effort d'entretien des routes devraient constituer la garantie que cette progression se poursuive en 2010. Malgré la disponibilité de crédit, un retard a été pris dans le programme de replantation des palmeraies des fermiers locaux. L'entreprise travaille conjointement avec les organisations gouvernementales pour activer la certification RSPO des productions des petits planteurs.

Le fonctionnement des 2 usines a été satisfaisant et le pourcentage d'extraction sur fruits a dépassé les 23%, mais ce chiffre a été plus bas que l'année passée. Des travaux d'entretien des stériliseurs, des ruptures d'usinage et le ralentissement du programme d'investissements ont conduit à une baisse de capacité de production. Une collaboration plus étroite avec nos ingénieurs indonésiens contribuera à améliorer l'efficacité des 2 usines.

A côté du déclin des prix mondiaux des engrais et du pétrole brut, l'attention permanente du management porté sur la recherche d'une meilleure efficacité des processus de transformation, a fait baisser les coûts de production de 16% pour les huiles de palme et de palmistes par rapport à 2008. Le programme d'extension à proximité de la plantation de Navo doublera dans les prochaines années les superficies plantées pour les porter à 20.000 hectares. L'approche des propriétaires et l'obtention des licences gouvernementales requises, de même que l'exécution des études environnementales et sociales nécessaires préalablement au début des travaux dans le cadre des principes du RSPO, ont été faits pour entamer dès 2010 les travaux d'infrastructure et la plantation des premiers 1.500 hectares qui seront suivis par un programme accéléré les années ultérieures.

Le programme d'investissement 2009 avait été orienté essentiellement sur l'amélioration des moyens de transport, de l'infrastructure et des logements pour 180 ouvriers qui ont bénéficié d'une nouvelle habitation. Cet effort sera poursuivi en 2010; ensuite l'attention sera portée aux extensions. La perspective d'un bon habitat, de soins médicaux et de scolarisation des enfants restent des facteurs essentiels face à l'augmentation des besoins en main-d'œuvre nécessaire au programme d'extension.

Malgré les résultats favorables des audits externes effectués dans le cadre de la certification RSPO en 2008, il aura fallu attendre avril 2009 pour que soit obtenu l'enregistrement officiel de notre activité. La certification court jusqu'en avril 2014 et entretemps des audits annuels auront lieu. La certification vaut pour l'ensemble de la production de nos 2 usines, tant en provenance de nos plantations propres que pour celles des planteurs environnants. Cette reconnaissance de durabilité est extrêmement importante pour le positionnement de notre entreprise sur le marché européen, où notre huile est essentiellement vendue.

Les productions de caoutchouc de *Galley Reach Holdings Ltd* sur l'île principale de Papouasie-Nouvelle-Guinée ont été, dans une large mesure, comparables aux années précédentes, mais les prix de vente du caoutchouc naturel ont néanmoins connu une baisse importante durant le premier semestre de 2009, ce qui fait que les résultats financiers de l'année n'ont pas égalé le record de 2008.

Notre production est restée identique, mais les achats aux tiers ont diminué de 14% suite à une concurrence accrue d'acquéreurs de caoutchouc asiatiques dans les régions de Moreguina et d'Upulima. Grâce au traitement des stocks de caoutchouc bruts, la production totale de l'usine est restée en ligne avec celle de l'année précédente. Entretemps les prix du caoutchouc ont fortement augmenté, ce qui nous fait croire qu'en 2010 la concurrence pour le caoutchouc brut sera importante, mais notre stratégie d'achat avec paiement comptant et moyens de transport rapides nous permet d'acquérir environ 60% du caoutchouc disponible et de l'acheminer vers notre usine. Pour les achats de caoutchouc aux tiers, nous portons également notre attention sur des zones plus éloignées, qui ne sont pas sollicitées aujourd'hui par d'autres acheteurs.

De faibles prix du pétrole brut et des engrais, conséquence d'une consommation mondiale ralentie, ainsi qu'une amélioration de nos prix de revient, ont réduit nos coûts de 20% après une augmentation considérable en 2008. Vu la moyenne d'âge avancée des superficies de nos plantations de caoutchouc, il avait été décidé, il y a quelques années, d'entamer un programme de replantations à moyen terme. En raison d'une disponibilité souvent restreinte des graines et des périodes de sécheresse marquées, les programmes n'ont pas toujours pu être réalisés dans les délais, mais entretemps 867 hectares de jeunes cultures sont en place, ce qui représente 23% de la superficie plantée. Nous avons l'intention de poursuivre ce rythme encore quelques années pour assurer les volumes de production. Une attention particulière a également été consacrée au drainage par la construction de plus de 17 km de nouveaux drains, à proximité des superficies les plus productives.

Les budgets d'investissement des années précédentes ont été axés sur la replantation, la remise à jour de l'usine et la construction d'habitations nouvelles pour la main-d'œuvre, avec de meilleurs équipements d'utilité publique et un confort accru; cet effort sera poursuivi en 2010. Des habitations de qualité, la scolarisation et les soins médicaux sont autant de conditions essentielles pour attirer les familles de travailleurs qui assurent la continuité des récoltes de nos hévéas dans cette région.

Après l'acquisition des intérêts minoritaires dans *Sipef Pacific Timbers Ltd (SPT)*, créée à l'époque pour le projet "rubber wood", une fusion fiscalement intéressante avec une des sociétés de caoutchouc a été réalisée fin 2009, et *SPT* disparaîtra définitivement du cercle de consolidation.

## Côte d'Ivoire

Reportées depuis 2005, les élections présidentielles sont sensées avoir lieu au cours du premier semestre 2010. Cette incertitude persistante détériore un climat politique et social déjà fragilisé par la crise financière et économique mondiale. Le ralentissement de la croissance du PIB constitue un réel handicap pour lutter efficacement contre la pauvreté dans les pays de l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine).

Dans le secteur des services, la Côte d'Ivoire continue d'offrir des avantages en matière d'infrastructures par rapport à ses voisins de la sous-région. En matière agricole, la filière café-cacao souffre du vieillissement de ses vergers, mais continue de faire tourner l'économie ivoirienne et, par extension, de très nombreuses entreprises du secteur.

Notre filiale *SIPEF-CI SA*, dans laquelle nous détenons une participation minoritaire de 32%, est investie exclusivement dans le palmier à huile. A fin 2009, elle dispose de 8.842 hectares de plantations industrielles en rapport et de 2.793 hectares immatures, répartis sur 3 entités agricoles distinctes.

Un vaste réseau de planteurs environnants participe pour 57% à l'apport des fruits de palme aux deux sites industriels de Bolo et Ottawa. 1.888 hectares de jeunes cultures ainsi que des pépinières pour couvrir 1.840 hectares de replantation en 2010 ont été mises en place cette année. La *SIPEF-CI SA* développe également un vaste programme pour fournir en plants de bonne qualité les villageois désireux de renouveler leurs vergers hélas vieillissants; celui-ci porte en 2010 sur 1.420 hectares.

Les usines ont bénéficié d'importantes rénovations et innovations améliorant les taux d'extraction d'huile dont les effets seront sensibles sur les résultats d'usinage de l'importante récolte de ce début d'année. Elles ont produit ensemble 56.778 tonnes d'huile de palme et 9.531 tonnes d'amandes palmistes en 2009, soit 7% de plus qu'en 2008.

L'usine de Bolo subit actuellement une transformation qui portera sa capacité de traitement de 45 tonnes à 60 tonnes de fruits à l'heure.

Un effort important a été fait en matière d'entretien des pistes pour assurer un apport de fruits de qualité aux usines et permettre l'évacuation des récoltes.

Le dialogue social, la politique sanitaire, la réhabilitation progressive des logements du personnel, de bonnes relations avec les communautés villageoises et les autorités régionales garantissent la paix sociale et le bien-être des populations laborieuses de notre environnement.



### **Plantations J. Eglin SA / Société Bananière de Motobé SA (SBM SA)**

Le climat en Côte d'Ivoire n'a pas été favorable en 2009. Il a perturbé notre productivité, sans pour autant avoir d'effet défavorable sur la qualité exportée de nos fruits. La saison des pluies diluviennes et les quantités d'eau ont été largement supérieures aux moyennes des dernières années. Il s'en est suivi une période fraîche et sèche ayant entraîné un rallongement des cycles de production.

En fonction des zones de production, les conséquences furent différentes: sur *SBM SA*, où nous travaillons sur des sols lourds et plats, les rendements au second semestre furent très bas et toute la marge que nous avons accumulée en début d'année fût perdue en fin d'année. A Agboville, où les sols sont graveleux et pentus, nous n'avons pas subi d'effet direct, mais nos réserves d'eau ont été fortement mises à contribution à partir de septembre/octobre qui correspond à une importante période d'irrigation, ce qui a fait démarrer la saison sèche début 2010 avec des réserves relativement faibles.

Malgré ces conditions climatiques particulières, nous avons globalement réalisé nos objectifs de production. Les quantités exportées en Europe et dans la sous-région ont été de 20.575 tonnes, dépassant de 15% les volumes de l'année précédente.

Si la productivité a été bonne, il faut signaler que les performances globales ont été principalement favorisées par un commerce rémunérateur: les ventes FOB moyennes de l'année d'EUR 479 par tonne de bananes vendue sur l'Europe, ont été supérieures de 19% comparativement à l'exercice écoulé. Les ventes FOB dans la sous-région, en Mauritanie et au Sénégal, se sont réalisées à un niveau correct pour ces destinations. Tous nos fruits furent exportés par conteneur réfrigéré, et les contrats divers d'affrètement et de logistique de l'année passée furent renouvelés et améliorés. Nous travaillons également à optimiser d'autres postes de charges pour améliorer notre compétitivité.

Le secteur horticole fut restructuré en fin d'exercice et nous limitons actuellement notre production d'ananas fleurs à la stricte demande du marché, laquelle est statistiquement inférieure de 20% sur les 3 dernières années. Nos coûts d'exploitation diminueront en conséquence, et nous sommes confiants d'aboutir à une contribution positive en 2010.

Dans notre domaine de l'activité fruitière, nous restons très actifs sur tous les aspects environnementaux, éthiques, hygiène et sécurité alimentaire. Les certifications Globalgap / Tesco sont renouvelées chaque année et nos efforts se sont concentrés sur l'amélioration de l'habitat et des ressources en eau potable qui aujourd'hui couvre tous les besoins de nos collaborateurs travaillant dans les plantations.

Les conditions de logement évoluent et grâce au soutien de l'Union Européenne, nos programmes de construction et de réhabilitation d'habitations sont en voie d'achèvement. Les aides communautaires ATF (Assistance Technique et Financière) des années 2007 et 2008, même si elles ont été décalées, contribuent au soutien de nos investissements sociaux et opérationnels.

Après l'acquisition de *SBM SA* fin 2008, nous avons fusionné cette société avec *Plantations J. Eglin SA*, cette opération en cours s'achèvera courant 2010. Nous nous sommes désolidarisés du groupement d'exportation Banador en Côte d'Ivoire pour exporter les productions du groupe. Tous ces changements nous permettent de réduire nos coûts et d'améliorer fortement nos performances opérationnelles.

Le début de l'année 2010 est prometteur; les conditions climatiques sont bonnes, accompagnées de productions qui dépassent les prévisions des trois sites rodés avec un encadrement motivé, qui nous permettra de maintenir, si pas dépasser nos performances de l'an passé.

## **Brésil**

Nos filiales *Senor Ltda* et *Bonal SA* sont en phase finale de vente à un investisseur brésilien.

Le transfert des actions devrait intervenir dans le courant du premier semestre 2010.

## **Europe**

### **Jabelmalux SA**

*Jabelmalux SA* est la maison mère de *PT Melania*, *PT Umbul Mas Wisesa (UMW)*, *Toton Usaha Mandiri (TUM)* et de *PT Citra Sawit Mandiri (CSM)* en Indonésie.

Lorsque les réglementations locales le permettront ces filiales seront transférées à la *SA SIPEF NV*.

Dans notre "rapport de gestion par pays" vous trouverez des détails concernant les activités opérationnels de ces filiales.

## Assurances

### **Asco NV / B.D.M. NV**

Le groupe d'assurances *Asco NV – B.D.M. NV* se focalise essentiellement sur l'assurance maritime et entreprises via des courtiers professionnels. *B.D.M. NV* est un souscripteur qui souscrit, pour le compte d'*Asco NV* et d'autres assureurs importants et internationaux, des risques dans des marchés de niche. La présence d'*Asco NV* parmi les assureurs pour lesquels *B.D.M. NV* souscrit présente des atouts majeurs: elle représente une plus grande stabilité pour *B.D.M. NV*, renforce sa capacité de souscription via l'accès direct au marché de la réassurance et permet aux actionnaires de participer aux résultats techniques du groupe.

Comme attendu, l'année 2009 fut une année difficile pour le secteur de l'assurance. L'impact de la crise financière qui éclata en 2008 se fit pleinement ressentir en 2009 car la diminution de l'activité économique se traduisit par une diminution du volume de prime.

*B.D.M. NV* clôtura l'année avec un encaissement stable qui monta à KEUR 49.000 (+0,5 %): la croissance en branche maritime (6%) fut neutralisée par une perte d'encaissement dans les branches auto et responsabilité civile.

La compagnie d'assurances *Asco NV* a maintenu son niveau d'encaissement de primes à KEUR 20.000. Les résultats techniques furent négativement influencés par un nombre inattendu et élevé de sinistres moyens et importants dans le portefeuille incendie et une diminution du portefeuille auto. Les bons résultats du portefeuille maritime purent partiellement compenser ces pertes.

Dans la seconde moitié de l'année, le nouveau team de direction entama une réflexion sur le positionnement stratégique du groupe. Avec le conseil d'administration, elle opta pour un grand focus sur les activités de base, soit le maritime et l'assurance dommage ("property" et "casco automobile").

Dans ce contexte, quelques grandes étapes furent franchies vers la fin de l'année. La compagnie d'assurance *Asco-Life NV* fut vendue (40% de participation *Asco NV*). Il fut également décidé de vendre *Brun ten Brink Assuradeuren BV* (appartenant à *B.D.M. NV* à 100%) en raison de sa focalisation sur les risques de masse. Cette vente en ce début d'année 2010 permit de réaliser une belle plus-value. Ces deux transactions fournissent les moyens de continuer à développer les activités-clés de la société.

*Asco NV* a également repris le portefeuille "dommages" de l'assureur A.P.A. et donna des pouvoirs de souscription aux souscripteurs Unireas-Hayen et Almarisk.

L'année 2010 sera caractérisée par une croissance des activités de transport (*B.D.M. NV*), soutenue par une hausse de la rétention (*Asco NV*). En même temps la gamme des produits et services sera renouvelée.



*Plantation de palmiers de Tolan (Tolan Tiga – Indonésie)*



# Productions du Groupe (en tonnes)

Production totale des entreprises consolidées (≠ part du Groupe)

	2009			2008		
	Propres	Tiers	Totales	Propres	Tiers	Totales
<b>Huile de palme</b>	<b>196.368</b>	<b>50.489</b>	<b>246.857</b>	<b>169.514</b>	<b>39.353</b>	<b>208.867</b>
Indonésie	147.373	4.316	151.689	130.079	1.268	131.347
<i>Groupe Tolan Tiga</i>	72.197	-	72.197	64.462	-	64.462
<i>Groupe Agro Muko</i>	75.176	4.316	79.492	65.617	1.268	66.885
Papouasie-Nouvelle-Guinée	48.995	46.173	95.168	39.435	38.085	77.520
<b>Amandes de palmistes</b>	<b>35.198</b>	<b>994</b>	<b>36.192</b>	<b>31.380</b>	<b>273</b>	<b>31.653</b>
Indonésie	35.198	994	36.192	31.380	273	31.653
<i>Groupe Tolan Tiga</i>	17.977	-	17.977	16.569	-	16.569
<i>Groupe Agro Muko</i>	17.221	994	18.215	14.811	273	15.084
<b>Huile de palmistes</b>	<b>3.771</b>	<b>3.506</b>	<b>7.277</b>	<b>2.871</b>	<b>2.725</b>	<b>5.596</b>
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3.771	3.506	7.277	2.871	2.725	5.596
<b>Caoutchouc</b>	<b>8.633</b>	<b>1.727</b>	<b>10.360</b>	<b>9.026</b>	<b>2.276</b>	<b>11.302</b>
Indonésie	6.003	0	6.003	6.529	332	6.861
<i>Groupe Tolan Tiga</i>	4.782	-	4.782	5.031	-	5.031
<i>Groupe Agro Muko</i>	1.221	-	1.221	1.498	332	1.830
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.289	1.727	4.016	2.192	1.944	4.136
Brésil	341	-	341	305	-	305
<b>Thé</b>	<b>3.121</b>	<b>0</b>	<b>3.121</b>	<b>6.600</b>	<b>818</b>	<b>7.418</b>
Indonésie	3.121	-	3.121	3.079	-	3.079
Vietnam	-	-	0	3.521	818	4.339
<b>Ananas fleurs (par 1.000 pièces)</b>	<b>824</b>	<b>0</b>	<b>824</b>	<b>811</b>	<b>0</b>	<b>811</b>
Côte d'Ivoire	824	-	824	811	-	811
<b>Bananes</b>	<b>20.575</b>	<b>0</b>	<b>20.575</b>	<b>11.046</b>	<b>0</b>	<b>11.046</b>
Côte d'Ivoire	20.575	-	20.575	11.046	-	11.046
<b>Goyave</b>	<b>689</b>	<b>0</b>	<b>689</b>	<b>627</b>	<b>0</b>	<b>627</b>
Brésil	689	-	689	627	-	627
<b>Poivre</b>	<b>26</b>	<b>0</b>	<b>26</b>	<b>44</b>	<b>0</b>	<b>44</b>
Brésil	26	-	26	44	-	44

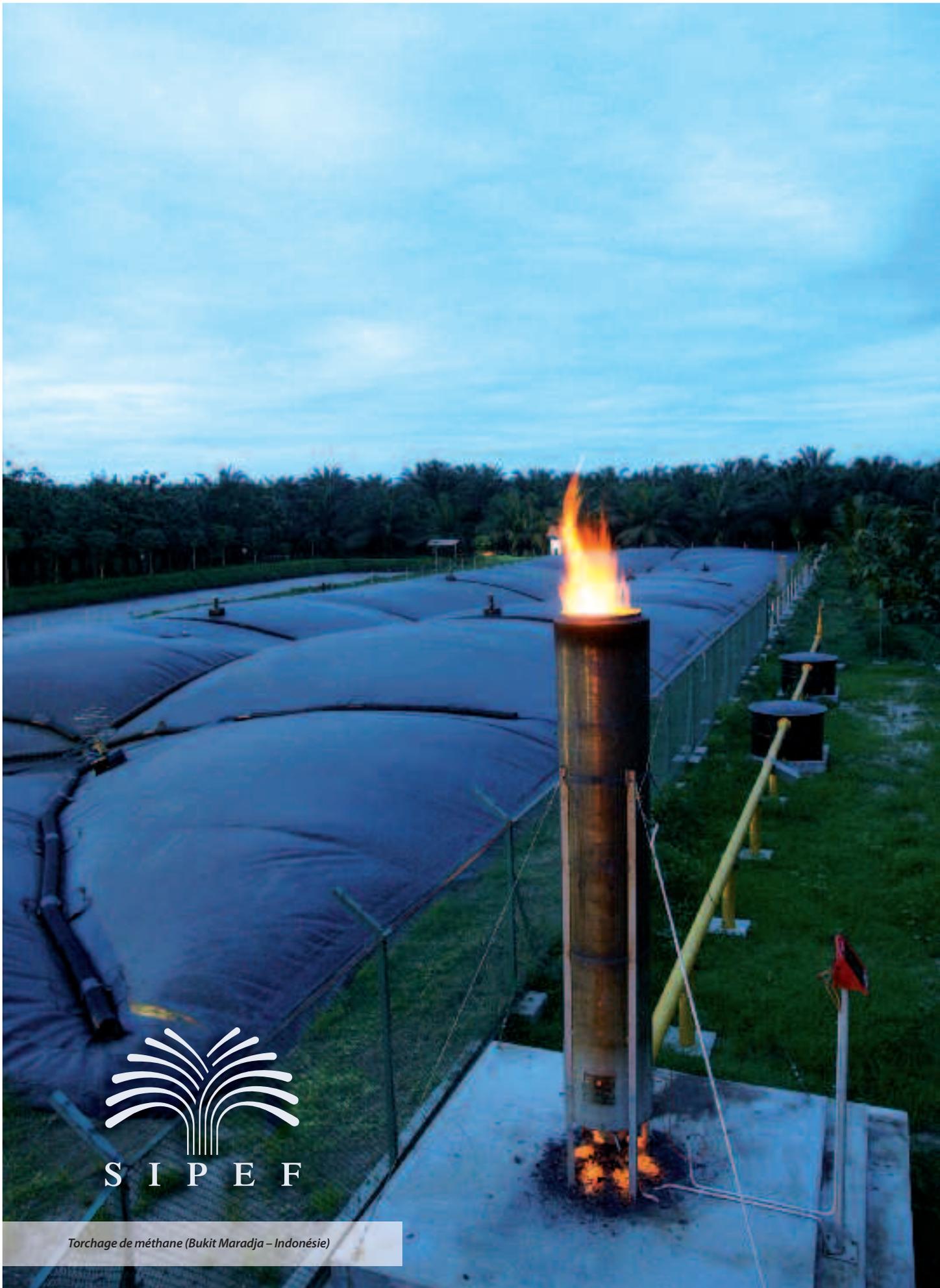
# Hectares plantés\* (en hectares)

Total des hectares plantés dans les entreprises consolidées (≠ part du Groupe)

	2009							2008						
	Mature	%	Immature	%	Planté	%	Total %	Mature	%	Immature	%	Planté	%	Total %
<b>Palmiers à huile</b>	<b>38.062</b>	<b>77</b>	<b>11.138</b>	<b>23</b>	<b>49.200</b>	<b>100</b>	<b>79</b>	<b>35.729</b>	<b>77</b>	<b>10.901</b>	<b>23</b>	<b>46.630</b>	<b>100</b>	<b>78</b>
Indonésie	30.831	78	8.764	22	39.595	100	80	29.052	78	8.245	22	37.297	100	80
<i>Groupe Tolan Tiga</i>	13.320		913		14.233			12.891		1.347		14.238		
<i>Groupe Umbul Mas Wisesa</i>	1.185		6.322		7.507			850		4.856		5.706		
<i>Groupe Agro Muko</i>	16.326		1.529		17.855			15.311		2.042		17.353		
Papouasie-Nouvelle-Guinée	7.231	75	2.374	25	9.605	100	20	6.677	72	2.656	28	9.333	100	20
<b>Caoutchouc</b>	<b>8.012</b>	<b>78</b>	<b>2.297</b>	<b>22</b>	<b>10.309</b>	<b>100</b>	<b>17</b>	<b>8.081</b>	<b>78</b>	<b>2.254</b>	<b>22</b>	<b>10.335</b>	<b>100</b>	<b>18</b>
Indonésie	4.735	76	1.534	24	6.269	100	61	4.789	74	1.674	26	6.463	100	63
<i>Groupe Tolan Tiga</i>	3.447		982		4.429			3.229		1.187		4.416		
<i>Groupe Agro Muko</i>	1.288		552		1.840			1.560		487		2.047		
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.520	77	763	23	3.283	100	32	2.535	81	580	19	3.115	100	30
Brésil	757	100	0	-	757	100	7	757	100	0	-	757	100	7
<b>Thé</b>	<b>1.742</b>	<b>97</b>	<b>45</b>	<b>3</b>	<b>1.787</b>	<b>100</b>	<b>3</b>	<b>1.741</b>	<b>97</b>	<b>46</b>	<b>3</b>	<b>1.787</b>	<b>100</b>	<b>3</b>
Indonésie	1.742	97	45	3	1.787	100		1.741	97	46	3	1.787	100	
<b>Ananas fleurs</b>	<b>36</b>	<b>42</b>	<b>50</b>	<b>58</b>	<b>86</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>40</b>	<b>49</b>	<b>42</b>	<b>51</b>	<b>82</b>	<b>100</b>	<b>0</b>
Côte d'Ivoire	36	42	50	58	86	100		40	49	42	51	82	100	
<b>Bananes</b>	<b>512</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>512</b>	<b>100</b>	<b>1</b>	<b>502</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>502</b>	<b>100</b>	<b>1</b>
Côte d'Ivoire	512	100	0	-	512	100		502	100	0	-	502	100	
<b>Goyave</b>	<b>214</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>214</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>214</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>214</b>	<b>100</b>	<b>0</b>
Brésil	214	100	0	-	214	100		214	100	0	-	214	100	
<b>Poivre</b>	<b>28</b>	<b>90</b>	<b>3</b>	<b>10</b>	<b>31</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>28</b>	<b>90</b>	<b>3</b>	<b>10</b>	<b>31</b>	<b>100</b>	<b>0</b>
Brésil	28	90	3	10	31	100		28	90	3	10	31	100	
<b>Sylviculture</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>238</b>	<b>100</b>	<b>238</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>238</b>	<b>100</b>	<b>238</b>	<b>100</b>	<b>0</b>
Brésil	0	-	180	100	180	100		0	-	180	100	180	100	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0	-	58	100	58	100		0	-	58	100	58	100	
<b>Total</b>	<b>48.606</b>	<b>78</b>	<b>13.771</b>	<b>22</b>	<b>62.377</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>46.335</b>	<b>77</b>	<b>13.484</b>	<b>23</b>	<b>59.819</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

\* = hectares effectivement plantés.





Torchage de méthane (Bukit Maradja – Indonésie)

# Développement Agricole Durable

## Politique

Les sociétés de plantations sont confrontées au défi d'associer efficacité et profitabilité avec leurs responsabilités sociales et environnementales, telles que la diminution de la pauvreté, le développement durable et la nécessité de satisfaire une demande en constante augmentation de la consommation mondiale.

La croissance permanente de la population mondiale et de meilleures conditions de vie créent une plus forte demande des ressources de notre planète et exige une extension rapide de terres cultivables au détriment de nos forêts, ce qui menace les écosystèmes et la biodiversité et crée parfois des conflits sociaux au sein des communautés locales.

SIPEF a une vue à long terme sur ses investissements en plantations et il est donc nécessaire que la productivité de celles-ci soit durable grâce à une gestion efficace des ressources du Groupe ainsi qu'au respect de l'environnement qui est la base de nos opérations.

Le Conseil d'Administration et la Direction de SIPEF sont conscients de la nécessité de maintenir le critère de durabilité au niveau le plus élevé possible et sont convaincus que l'attention du Groupe à ces aspects essentiels est une force et un facteur de différenciation. Des départements spécifiques à l'environnement ont ainsi été créés au sein de chacune de nos filiales pour suivre cette politique. Nous faisons certifier progressivement toutes nos opérations aux standards ISO dans une logique de cohérence de gestion.

L'engagement de SIPEF dans le développement durable est basé sur les Principes et Critères (P&C) du "Round Table for Sustainable Palm Oil" (RSPO). Le RSPO est une association réunissant l'industrie, des organisations non gouvernementales, des institutions financières, des fabricants et des détaillants de biens de consommation, qui se sont réunis pour la première fois en 2004 pour développer une méthode structurée de production et de consommation de l'huile de palme durable. Le programme est résumé en 39 critères présentant sur 8 principes qui couvrent un large éventail de questions sociales et environnementales telles que la transparence, la conformité légale, les bonnes pratiques agronomiques, la responsabilité sociale et environnementale, le développement responsabilisé des superficies et une recherche continue de perfection.

Parallèlement aux engagements pris par la SIPEF à l'égard du RSPO, nous poursuivons une politique environnementale et sociale stricte relative à nos productions de caoutchouc, de thé et de bananes, en nous assurant que les objectifs repris ici plus haut soient atteints.

SIPEF est membre de KAURI asbl. KAURI est le réseau et le centre d'information belge pour la Responsabilité Sociétale des Entreprises et leur caractère durable.

## Terrains et Durabilité

Tous les titres de propriété ou d'emphytéose de nos plantations sont délivrés par les gouvernements des pays où nous travaillons dans un but exclusif de développer l'agriculture.

Depuis de nombreuses années, SIPEF ne plante plus dans les réserves naturelles (HCVF- "High Conservation Value Forest") ou les forêts primaires ("Primary / Virgin Rainforest") comme requis par le RSPO. Nos nouveaux développements (p. ex. en Papouasie-Nouvelle-Guinée) sont en forêt dégradée ou éclaircie et doivent être effectués en respectant les réglementations locales, les P&C de RSPO, et après avoir effectué une étude préliminaire sérieuse sur l'impact environnemental et social. Le principe du "Free, Prior and Informed Consent" est appliqué afin que les communautés puissent prendre des décisions avisées quant à leur futur. Ce principe est d'une grande importance pour maintenir des relations harmonieuses à long terme avec les communautés avec lesquelles nous opérons.

SIPEF pratique la politique du "Zero burning" en accord avec la "Asean Zero Burning Policy". L'incendie des résidus végétaux dans les parcelles à planter est la cause principale des fumées saisonnières qui envahissent le Sud-Est Asiatique et contribue fortement aux émissions de CO<sub>2</sub>. Notre pratique actuelle consiste à entasser les arbres abattus dans les interlignes pour les laisser se décomposer. Cette technique augmente la fertilité du sol par l'apport de matières organiques et en modifiant les qualités physiques de celui-ci. Les palmiers sont hachés afin de minimiser la propagation des coléoptères *Oryctes rhinoceros*.

Afin de préserver la fertilité du sol dès le début, des plantes de couverture, principalement le *Mucuna bracteata*, sont installées afin de couvrir le sol d'un épais feuillage qui fixe l'azote, préserve l'humidité et la fraîcheur du sol, et empêche l'érosion et la prolifération de plantes nuisibles.



Afin de réduire les problèmes d'érosion, les terrains escarpés sont aménagés en terrasses en suivant les courbes de niveaux. Dans certaines parcelles, des graminées telles que le *Vetiver* et le *Guatamala* sont plantées le long des terrasses afin de les renforcer et de les empêcher de se dégrader lors de fortes pluies. Dans nos plantations indonésiennes, les pneus usés ne sont plus simplement jetés, mais utilisés à la prévention contre l'érosion des sols par l'écoulement des eaux.

Afin de protéger et d'encourager la biodiversité et la faune, des réserves naturelles sont préservées sur la plupart des plantations. A *PT Agro Muko*, par exemple, le Groupe possède 2.305 hectares de zones réservées à la vie sauvage. Cette superficie représente 10% du total de la concession.

Plus de cinquante de nos employés en plantations de palmiers en Indonésie ont été formés comme des "Government Conservation Auxiliaries", et sont responsables pour l'amélioration de la conscience et de la protection de l'environnement.

Sur toutes nos plantations, la forêt est conservée si les pentes ont plus de 25° ainsi que les abords des cours d'eau afin de préserver la faune et la flore, de créer des passages pour le gibier, de préserver la qualité de l'eau et empêcher l'érosion.

Nos plantations ont établi des pépinières de diverses essences forestières et fruitières à planter autour des habitations de la main-d'œuvre et en lisière des forêts comme source de nourriture. A *PT Agro Muko* par exemple, nous entretenons environ 4.000 jeunes plants d'une essence locale (*kepahyang*), dont le fruit est traditionnellement utilisé par la population locale comme source d'huile comestible, et nous considérons qu'il est important de préserver ces connaissances.

Nos plantations en Indonésie participent au projet gouvernemental "One Man, One Tree". Des cérémonies de plantation ainsi que des séances de prise de conscience sur l'écologie sont régulièrement organisées sur nos sites d'activité.

## Gestion phytosanitaire

Afin de réduire l'impact négatif des produits chimiques sur l'environnement, tout en maintenant de bons niveaux de productivité, le Groupe a développé depuis longtemps le système appelé "Integrated Pest Management" (IPM).

Ce système (IPM) est basé sur des observations fréquentes et strictes dans les champs, et combine les méthodes de contrôle des nuisances chimiques comme naturelles. Certains parasites seront éradiqués, alors que d'autres seront conservés à des niveaux tels qu'ils n'affectent pas significativement les récoltes. Le but ultime est d'utiliser un minimum de produits chimiques pour exposer le moins possible les travailleurs en champs, réduire l'impact potentiellement dangereux pour l'écologie, et également réduire les coûts aux stricts besoins nécessaires.

Une formation régulière est donnée aux employés pour maintenir une bonne capacité de prévention.

Voici quelques exemples de méthodes écologiques destinées à réduire l'usage de pesticides:

- Le contrôle des populations de rats par l'introduction de la chouette effraie (*Tyto alba*) et la mise en place temporaire de hauts perchoirs dans les zones de replantation afin d'augmenter la présence de rapaces diurnes. Les rats peuvent être la cause d'importantes pertes de production dans les parcelles à maturité et de dégâts substantiels dans les jeunes palmiers.
- L'introduction de plantes telles que le *Turnera subulata*, l'*Antigonon leptopus*, l'*Europhobia heterophylla* et le *Cassia carbonensis* comme mesure de prévention et de contrôle des diverses espèces de chenilles. Ces plantes attirent des parasites qui agressent les chenilles et établissent ainsi un équilibre écologique.
- L'usage de produits bio-chimiques tels que le *Bacillus thuringiensis* pour le contrôle des chenilles. Ce produit cible de manière spécifique les chenilles et épargne les prédateurs naturels qui peuvent proliférer.
- L'introduction du cynips sud-américain (*Procecidochares connexa*) membre de la famille des mouches à fruits, afin de réduire la prolifération de l'herbacée du Siam (*Chromolaena odorata*) Eupatorium, très nuisible dans les plantations de palmiers.
- L'utilisation de la phéromone pour la capture des *Oryctes rhinoceros* dont les larves se nourrissent du cœur des jeunes palmiers.



## Engrais et herbicides

L'utilisation de produits chimiques, rendue coûteuse par la hausse des prix du pétrole, est une source de pollution potentielle. Les applications d'engrais sont constamment contrôlées et étudiées afin d'obtenir un rendement maximal. Des analyses foliaires sont faites régulièrement dans certains blocs sélectionnés dans les plantations et sont suivies de visites sur le terrain d'agronomes expérimentés afin de faire des recommandations précises sur les quantités et les types d'engrais à utiliser.

L'usage des engrais chimiques est limité dans la mesure du possible. Comme alternative, les matières organiques comme les rafles de régime de fruits (EFB) sont, grâce à leur décomposition qui produit de la matière nutritive, utilisées comme compost dans les plantations de palmiers.

En lieu et place d'une intervention uniquement chimique, nous suivons une politique spécifique de désherbage et d'irrigation, en ce compris l'utilisation contrôlée du goutte à goutte, l'emploi de brumisateurs "micron-herbi", de pulvérisateurs à bas volume et le nettoyage mécanique des sentiers des coupeurs de fruits, constitue autant de mesures destinées à réduire l'utilisation d'herbicides au sein du Groupe.

## Usines d'extraction d'huile de palme

Une usine bien gérée est autosuffisante en besoins énergétiques. Les coques et fibres des régimes de fruits (FFB) sont utilisées comme combustibles dans les chaudières afin de produire la vapeur nécessaire à la production d'électricité et à la stérilisation des fruits.

Le procédé de production d'huile de palme brute par pressage mécanique des FFB génère deux sous-produits: les rafles après égrappage des fruits (EFB – "Empty Fruit Bunches") et les effluents (POME – "Palm Oil Mill Effluent").

A part le fait d'être riches en éléments nutritifs, les rafles, qui sont utilisées comme engrais dans nos plantations, améliorent les qualités physiques et chimiques du sol.

Les effluents (POME) sont le sous-produit d'un processus d'usinage qui n'utilise pas de produits chimiques. POME est constitué d'eau provenant du procédé d'extraction, avec des résidus solubles et solides du fruit de palme. Cependant, de par son acidité élevée, le POME a besoin d'un apport élevé en oxygène (BOD) et ne peut dès lors être directement rejeté dans un cours d'eau. Des réglementations strictes en Indonésie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée fixent les caractéristiques et l'utilisation du POME et elles sont suivies par nos unités opérationnelles.

Les effluents bruts (POME) sont généralement traités en utilisant un système de décantation en lagons. Le processus dure 90 jours, n'est pas sensible aux variations environnementales et garantit une biodégradation effective à plus de 95%. Le POME est utilisé comme engrais organique dans certaines parties de nos plantations.

Le lagunage du POME, bien que standard industriel, relâche dans l'atmosphère du gaz méthane, à effet de serre. En 2008, SIPEF a installé des systèmes de captage et de brûlage dans ses deux usines du Nord Sumatra pour atténuer les émissions de gaz méthane et à demandé la certification du "Clean Development Mechanism Board" (CDM) sous l'égide du Protocole de Kyoto. Les deux projets ont été approuvés par le Comité Exécutif du "United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC)" en novembre 2009, et sont susceptibles de percevoir dès lors des crédits de "Carbon Emission Reductions" (CER).

Nos deux usines de *PT Agro Muko* ont fait les modifications nécessaires pour suivre le même chemin. Les usines d'Hargy et de Navo en PNG étudient la mise en place de projets CDM plus avancés où les gaz sont réintroduits dans la chaîne de fabrication pour la production d'électricité. L'industrie de l'huile de palme dans la province de West New Britain travaille sur ce projet dans le but de pouvoir augmenter l'approvisionnement en électricité dans de plus nombreuses parties reculées de la région.

Le Groupe a l'intention d'être un des pionniers de ce système de certification des Nations Unies afin d'attirer davantage l'attention des communautés et des usiniers en Indonésie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée sur les problèmes du réchauffement climatique.

## Usines à caoutchouc et à thé

Les déchets de l'usinage du caoutchouc et du thé sont plus faciles à traiter que ceux des usines d'extraction de l'huile de palme. En caoutchouc, un système de lagons moins extensif suffit à la biodégradation des effluents. Les solides sont entièrement récupérés dans le procédé de traitement et ont un degré plus faible de BOD au point de décharge.

Les déchets dans le traitement du thé sont utilisés comme engrais naturels dans les champs.



## Sources d'énergies alternatives

Les sources d'énergies alternatives sont exploitées et développées là où elles sont disponibles. Les sources durables d'énergie propre permettent au Groupe de limiter l'utilisation d'un pétrole onéreux et de réduire les coûts mais également la pollution.

Sur notre plantation de thé de Cibuni à Java, nous utilisons la force hydraulique de la rivière Cibuni pour produire l'électricité nécessaire à notre usine à thé et aux logements de la main-d'œuvre. Un réaménagement récent de nos turbines et des points de collecte de l'eau a amélioré la disponibilité annuelle de cette source d'énergie.

Sur nos plantations indonésiennes, des panneaux solaires sont utilisés pour l'éclairage de postes de garde et de maisons ouvrières dans les endroits les plus isolés. Nos plantations de caoutchouc en PNG fournissent également partiellement l'électricité des campements de travailleurs. Il est prévu d'étendre cet excellent système alternatif d'énergie dès que les essais seront concluants à plus long terme.

## Adhésion aux standards internationaux

SIPEF est soumis aux pratiques du développement durable et poursuit toute opportunité qui se présente à participer aux standards de durabilité industriels. En ce qui concerne l'huile de palme, notre engagement est d'appliquer les principes et critères du RSPO (Round Table on Sustainable Palm Oil). La procédure de certification RSPO exige les membres à se soumettre à un audit sur toutes les opérations (usine et chaîne d'approvisionnement) là où ils possèdent une majorité d'intérêts. SIPEF opère actuellement 6 usines d'huile de palme dans 2 pays et s'est engagée sur un programme d'audit planifié dans le temps pour l'ensemble de celles-ci d'ici la fin 2010.

La première plantation répondant aux standards RSPO fut la plantation *Hargy Oil Palms Ltd* en Papouasie-Nouvelle-Guinée: elle fut auditée par le "British Standard Institute" (une institution de certification reconnue par le RSPO) et officiellement certifiée en avril 2009.

*Hargy Oil Palms Ltd* comprend 2 usines qui traitent la production de 3 plantations et de 3.700 petits planteurs récoltant une superficie de 14.700 ha de palmiers avec le support de nos services et de nos infrastructures.

Nos 4 usines en Indonésie se préparent activement à leurs audits RSPO en 2010. Ces 4 usines sont approvisionnées par 12 plantations couvrant 32.000 hectares.

Dès que ces unités opérationnelles auront été auditées avec succès, 100% de notre production en huile de palme sera certifiée RSPO.

Notre plantation et notre usine à thé en Indonésie ont obtenu la certification ISO 9001:2000 pour les systèmes de gestion qualitative en démontrant leur capacité à fournir les produits sollicités par leur clientèle. Leur but est d'améliorer la satisfaction du client en améliorant les systèmes et en donnant une assurance de conformité avec les règlements en vigueur. Notre usine à caoutchouc à *PT Agro Muko* a également été certifiée ISO9001.

SIPEF adhère au principe du système de gestion environnemental ISO14001. Dans le cadre de ces normes, les usines et plantations doivent mettre en place des mesures environnementales certifiées par des experts indépendants. Le critère ISO14001 est considéré comme la référence internationale d'excellence en matière de gestion environnementale. Notre filiale *Hargy Oil Palms Ltd* en PNG a déjà acquis cette certification en octobre 2005. Depuis, des audits de contrôle ont eu lieu et la certification ISO14001:2004 EMS a été renouvelée pour trois ans à la suite d'un audit mené en septembre 2008. Nos 4 usines d'huile de palme en Indonésie sont en cours de préparation pour la même certification au début de 2010. Les plantations suivront en 2011.

Depuis 2006, nos bananeraies en Côte d'Ivoire sont certifiées EUROGAP/GLOBALGAP (GAP est une abréviation de "Good Agricultural Practices"). Il s'agit d'un standard de gestion de plantation créé par des techniciens des chaînes de supermarchés qui, avec les conseils des principaux producteurs, ont standardisé les règles à suivre par les planteurs. Des auditeurs externes suivent les unités de production qualifiées et des audits de contrôle annuels sont effectués. GLOBALGAP est actuellement la référence la plus utilisée pour son excellence en matière de produits agricoles.



## Engagement social de l'Entreprise

L'agriculture tropicale requiert une main-d'œuvre importante et le Groupe emploie plusieurs milliers de personnes à travers le monde. La grande majorité de nos ouvriers vivent avec leurs familles en communauté en plantation. Le Groupe promeut et développe leur bien-être en mettant à leur disposition habitations, équipements, services médicaux, écoles, aires de sport, lieux de rassemblement et de culte. Un centre permanent fut construit sur une de nos plantations indonésiennes pour la formation de nos cadres; il est non seulement axé sur les problèmes opérationnels mais il recherche également une plus grande prise de conscience des critères RSPO. L'éducation des enfants étant indispensable au progrès des communautés, *SIPEF* subsidie les écoles primaires en plantation, fournit une assistance financière pour l'éducation secondaire et octroie des bourses aux étudiants méritants.

Les villages, souvent isolés et situés aux alentours des plantations, bénéficient également d'opportunités d'emplois, source d'amélioration du niveau de vie et du bien-être économique et social. En tant qu'investisseurs à long terme, nous cherchons à entretenir les meilleures relations possibles avec les communautés avec lesquelles nous opérons. Le CSR ("Corporate Social Responsibility") fournit l'assistance financière nécessaire à la construction de bâtiments publics, de lieux de culte et d'écoles dans les villages retirés.

Nos plantations constituent des centres d'activité pour la région, en PNG et en Côte d'Ivoire en particulier. Nos sociétés entretiennent les réseaux routiers locaux et les ponts afin de sécuriser l'accessibilité aux milliers de petits planteurs qui vivent aux alentours de nos plantations. Dans le Nord Sumatra, nos cadres et nos ouvriers représentent la quatrième génération des pionniers de l'aire des plantations, et jouissent d'une qualité de vie bien supérieure à celle de leurs prédécesseurs.

## Développements récents et particuliers à nos projets:

- La création de la Fondation *SIPEF* ("Yayasan *SIPEF*") en Indonésie. La Fondation *SIPEF* a pour but d'améliorer la protection de régions écologiquement importantes en Indonésie. Un premier projet est en cours à Mukomuko, afin de protéger les zones tampons du "Kerinci Seblat National Park". Ces zones constituent encore l'habitat du tigre de Sumatra (*Panthera tigris S.*), espèce en danger.
- La création de 34 "Kebun Masyarakat Desa" (KMD) dans la province de Bengkulu à Sumatra. Dès l'an 2000, des blocs de 15 hectares de palmiers villageois ont été établis à proximité de *PT Agro Muko*. Le financement du projet s'effectue par le biais de crédits renouvelables octroyés par la société. La gestion des KMD est transparente et participative, avec des garde-fous nécessaires à prévenir la mauvaise utilisation des profits. 24 KMD sont déjà en production et les participants bénéficient du produit net de la vente de leurs fruits.
- Dans le cadre du système de crédit d'impôts en PNG, 3 projets ont été complétés (construction de l'école primaire d'Ibana, remplacement et amélioration de l'approvisionnement en électricité du centre médical d'Ulamona et rénovation des bâtiments de la police à Bialla). Des projets additionnels seront exécutés en 2010.

## Défis pour l'avenir

Dans ses efforts de bonne gouvernance, *SIPEF* s'assurera que les projets sous sa responsabilité soient pertinents et bénéfiques dans le cadre de la production durable.

Dans les programmes de développement des communautés, *SIPEF* continuera d'identifier et de s'occuper des besoins prioritaires de celles-ci afin de créer une atmosphère de confiance parmi tous les participants.

En ce qui concerne la conservation et l'attention apportée à l'environnement, notre défi majeur sera de réduire les dommages environnementaux laissés par les activités opérationnelles et par les programmes d'extension du Groupe, et de conserver les ressources naturelles et la biodiversité au sein des plantations.

*SIPEF* à l'intention de laisser un héritage positif pour les générations futures et cela n'est possible que par une gestion environnementale durable.





*Usine de Navo (Papouasie-Nouvelle-Guinée)*





Pépinière pour plante de couverture *Mucuna Bracteata*

# Etats financiers consolidés

<b>Etats financiers consolidés</b>	<b>59</b>
Etat consolidé de la situation financière	60
Compte de résultats consolidé	62
Etat consolidé du résultat global	63
Tableau des flux de trésorerie consolidé	64
État consolidé des variations des capitaux propres	65
Notes aux états financiers consolidés	66
1. Identification	66
2. Déclaration de conformité	66
3. Méthodes comptables	66
4. Utilisation d'estimations comptables	70
5. Sociétés consolidées/périmètre de consolidation	71
6. Révision chiffres des années précédentes	72
7. Cours de change	72
8. Information sectorielle	73
9. Immobilisations incorporelles	77
10. Actifs biologiques	78
11. Immobilisations corporelles	80
12. Immeubles de placement	81
13. Actifs financiers	81
14. Autres créances non-courantes	82
15. Stocks	82
16. Autres actifs courants et autres passifs courants	83
17. Capitaux propres du Groupe	83
18. Intérêts non contrôlant	84
19. Provisions	84
20. Obligations en matière de pensions	85
21. Actifs/(passifs) financiers nets	86
22. Dettes commerciales et autres dettes >1 an	87
23. Actifs/passifs non courants détenus en vue de la vente	87
24. Résultat non-récurrent	87
25. Résultat financier	88
26. Impôts sur les résultats	88
27. Quote-part dans le résultat des entreprises associées	90
28. Activités abandonnées	90
29. Instruments financiers	90
30. Co-entreprises	95
31. Contrats de location simple	95
32. Contrats de location-financement	95
33. Tableau des flux de trésorerie - regroupements d'entreprises et cessions	96
34. Engagements et passifs éventuels	96
35. Information relative aux parties liées	97
36. Résultat par action (de base et dilué)	97
37. Evénements postérieurs à la date de clôture	98
38. Modifications récentes des IFRS	98
39. Développements récents	98
40. Prestations fournies par l'auditeur et honoraires afférents	98
Rapport du commissaire	99
<b>Comptes annuels abrégés de la société mère</b>	<b>101</b>



## Etat consolidé de la situation financière

KUSD	Note	2009	2008	2007 Révisé
<b>Actifs non-courants</b>		<b>307.853</b>	<b>285.456</b>	<b>259.272</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>	9	<b>15.018</b>	<b>12.609</b>	<b>9.428</b>
<b>Actifs biologiques</b>	10	<b>203.134</b>	<b>184.956</b>	<b>162.952</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>	11	<b>74.981</b>	<b>69.662</b>	<b>64.768</b>
<b>Immeubles de placement</b>	12	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>2.369</b>
<b>Actifs financiers</b>	13	<b>12.191</b>	<b>11.644</b>	<b>17.315</b>
Participations dans des entreprises associées		7.881	6.698	15.920
Autres participations		0	0	754
Autres actifs financiers		4.310	4.946	641
<b>Créances &gt; 1 an</b>		<b>2.526</b>	<b>6.582</b>	<b>2.440</b>
Autres créances	14	1.820	5.780	1.469
Actifs d'impôt différé	26	706	802	971
<b>Actifs courants</b>		<b>115.886</b>	<b>87.774</b>	<b>83.535</b>
<b>Stocks</b>	15	<b>24.366</b>	<b>27.753</b>	<b>21.300</b>
<b>Créances commerciales et autres créances</b>		<b>36.077</b>	<b>23.032</b>	<b>25.646</b>
Créances commerciales	29	18.674	12.064	21.141
Autres créances	16	17.403	10.968	4.505
<b>Investissements</b>		<b>10.315</b>	<b>4.985</b>	<b>5.270</b>
Instruments financiers et placements	21	10.315	4.985	5.270
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	21	<b>42.122</b>	<b>30.920</b>	<b>30.083</b>
<b>Autres actifs courants</b>	16	<b>936</b>	<b>1.084</b>	<b>1.236</b>
<b>Actifs non courants détenus en vue de la vente</b>	23	<b>2.070</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total des actifs</b>		<b>423.739</b>	<b>373.230</b>	<b>342.807</b>

KUSD	Note	2009	2008	2007 Révisé
<b>Total capitaux propres</b>		<b>318.529</b>	<b>265.936</b>	<b>214.552</b>
<b>Capitaux propres du groupe</b>	17	<b>296.918</b>	<b>247.140</b>	<b>199.420</b>
Capital souscrit		45.819	45.819	45.819
Primes d'émission		21.502	21.502	21.502
Réserves		242.889	193.083	144.861
Écarts de conversion		-13.292	-13.264	-12.762
<b>Intérêts non contrôlants</b>	18	<b>21.611</b>	<b>18.796</b>	<b>15.132</b>
<b>Passifs non-courants</b>		<b>59.911</b>	<b>60.934</b>	<b>66.562</b>
<b>Provisions &gt; 1 an</b>		<b>41.709</b>	<b>37.974</b>	<b>38.402</b>
Provisions	19	177	175	477
Passifs d'impôt différé	26	41.532	37.799	37.925
<b>Dettes commerciales et autres dettes &gt; 1 an</b>	22	<b>144</b>	<b>139</b>	<b>147</b>
<b>Passifs financiers &gt; 1 an (y compris les instruments dérivés)</b>	21	<b>8.847</b>	<b>14.512</b>	<b>18.597</b>
<b>Obligations en matière de pensions</b>	20	<b>9.211</b>	<b>8.309</b>	<b>9.416</b>
<b>Passifs courants</b>		<b>45.299</b>	<b>46.360</b>	<b>61.693</b>
<b>Dettes commerciales et autres dettes &lt; 1 an</b>		<b>31.947</b>	<b>34.964</b>	<b>29.075</b>
Dettes commerciales		9.525	13.630	10.160
Acomptes reçus		314	88	602
Autres dettes	16	12.136	11.634	13.704
Impôts sur le résultat		9.972	9.612	4.609
<b>Passifs financiers &lt; 1 an</b>		<b>8.280</b>	<b>7.953</b>	<b>25.379</b>
Partie à court terme des dettes > 1 an	21	5.645	5.765	9.581
Dettes financières	21	1.837	1.175	15.455
Instruments financiers dérivés	29	798	1.013	343
<b>Autres passifs courants</b>	16	<b>4.667</b>	<b>3.443</b>	<b>7.239</b>
<b>Passifs liés aux actifs non courants détenus en vue de la vente</b>	23	<b>405</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total des capitaux propres et des passifs</b>		<b>423.739</b>	<b>373.230</b>	<b>342.807</b>

# Compte de résultats consolidé

	Note	2009			2008			2007 Révisé		
		Avant IAS41	IAS41	IFRS	Avant IAS41	IAS41	IFRS	Avant IAS41	IAS41	IFRS
KUSD										
Chiffre d'affaires	8	237.829		237.829	279.402		279.402	207.292		207.292
Coût des ventes	8, 10	-148.134	2.762	-145.372	-187.174	2.122	-185.052	-130.495	1.877	-128.618
<b>Bénéfice brut</b>	8	<b>89.695</b>	<b>2.762</b>	<b>92.457</b>	<b>92.228</b>	<b>2.122</b>	<b>94.350</b>	<b>76.797</b>	<b>1.877</b>	<b>78.674</b>
Variation actifs biologiques	10		19.209	19.209		22.812	22.812		24.726	24.726
Coûts de plantation (nets)	10		-13.208	-13.208		-17.646	-17.646		-14.377	-14.377
Coûts commerciaux et administratifs		-17.814		-17.814	-20.156		-20.156	-16.704		-16.704
Autres produits/(charges) opérationnel(le)s 24		2.027		2.027	1.994		1.994	1.563		1.563
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>73.908</b>	<b>8.763</b>	<b>82.671</b>	<b>74.066</b>	<b>7.288</b>	<b>81.354</b>	<b>61.656</b>	<b>12.226</b>	<b>73.882</b>
Produits financiers		540		540	1.851		1.851	1.847		1.847
Charges financières		-1.530		-1.530	-2.506		-2.506	-2.871		-2.871
Différences de changes		881		881	1.860		1.860	1.523		1.523
<b>Résultat financier</b>	25	<b>-109</b>	<b>0</b>	<b>-109</b>	<b>1.205</b>	<b>0</b>	<b>1.205</b>	<b>499</b>	<b>0</b>	<b>499</b>
<b>Bénéfice avant impôts</b>		<b>73.799</b>	<b>8.763</b>	<b>82.562</b>	<b>75.271</b>	<b>7.288</b>	<b>82.559</b>	<b>62.155</b>	<b>12.226</b>	<b>74.381</b>
Charge d'impôts	26, 10	-16.133	-2.768	-18.901	-25.502	2.843	-22.659	-18.938	-3.768	-22.706
<b>Bénéfice après impôts</b>		<b>57.666</b>	<b>5.995</b>	<b>63.661</b>	<b>49.769</b>	<b>10.131</b>	<b>59.900</b>	<b>43.217</b>	<b>8.458</b>	<b>51.675</b>
<b>Quote-part dans le résultat des entreprises associées</b>										
	27	<b>913</b>	<b>0</b>	<b>913</b>	<b>328</b>	<b>0</b>	<b>328</b>	<b>1.776</b>	<b>0</b>	<b>1.776</b>
Assurances		913		913	-2.230		-2.230	1.059		1.059
Sipef-CI SA		0		0	2.558		2.558	717		717
<b>Résultat des activités poursuivies</b>		<b>58.579</b>	<b>5.995</b>	<b>64.574</b>	<b>50.097</b>	<b>10.131</b>	<b>60.228</b>	<b>44.993</b>	<b>8.458</b>	<b>53.451</b>
<b>Résultat des activités abandonnées</b>	28	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3.942</b>	<b>-260</b>	<b>3.682</b>	<b>-866</b>	<b>-593</b>	<b>-1.459</b>
<b>Bénéfice de la période</b>		<b>58.579</b>	<b>5.995</b>	<b>64.574</b>	<b>54.039</b>	<b>9.871</b>	<b>63.910</b>	<b>44.127</b>	<b>7.865</b>	<b>51.992</b>
<b>Attribuable aux:</b>										
Intérêts non contrôlant	18	3.935	465	4.400	3.323	1.822	5.145	3.638	1.065	4.703
Détenteurs des capitaux propres de la société mère		54.644	5.530	60.174	50.716	8.049	58.765	40.489	6.800	47.289

USD

## Résultat par action

### Activités poursuivies et abandonnées

Résultat de base par action	36		6,72		6,56		5,34
Résultat dilué par action	36		6,72		6,56		5,30

### Activités poursuivies

Résultat de base par action	36		6,72		6,17		5,47
Résultat dilué par action	36		6,72		6,17		5,43

# Etat consolidé du résultat global

KUSD	2009			2008			2007 Révisé		
	Avant IAS41	IAS41	IFRS	Avant IAS41	IAS41	IFRS	Avant IAS41	IAS41	IFRS
<b>Bénéfice de la période</b>	<b>58.579</b>	<b>5.995</b>	<b>64.574</b>	<b>54.039</b>	<b>9.871</b>	<b>63.910</b>	<b>44.127</b>	<b>7.865</b>	<b>51.992</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>									
- Différences de change sur la conversion d'activités à l'étranger	364	0	364	-931	0	-931	1.476	0	1.476
- Ajustements de reclassification	-392	0	-392	429	0	429	0	0	0
- Impôts sur le résultat lié aux autres éléments du résultat global	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Autres éléments du résultat global de l'exercice</b>	<b>-28</b>	<b>0</b>	<b>-28</b>	<b>-502</b>	<b>0</b>	<b>-502</b>	<b>1.476</b>	<b>0</b>	<b>1.476</b>
<b>Autres éléments du résultat global de l'exercice attribuable aux:</b>									
- Intérêts non contrôlant	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Détenteurs des capitaux propres de la société mère	-28	0	-28	-502	0	-502	1.476	0	1.476
<b>Résultat global de l'exercice</b>	<b>58.551</b>	<b>5.995</b>	<b>64.546</b>	<b>53.537</b>	<b>9.871</b>	<b>63.408</b>	<b>45.603</b>	<b>7.865</b>	<b>53.468</b>
<b>Autres éléments du résultat global de l'exercice attribuable aux:</b>									
- Intérêts non contrôlant	3.935	465	4.400	3.323	1.822	5.145	3.638	1.065	4.703
- Détenteurs des capitaux propres de la société mère	54.616	5.530	60.146	50.214	8.049	58.263	41.965	6.800	48.765

# Tableau des flux de trésorerie consolidé

KUSD	Note	2009	2008	2007 Révisé
<b>Activités opérationnelles</b>				
<b>Bénéfice avant impôts</b>		<b>82.562</b>	<b>82.559</b>	<b>74.381</b>
<b>Résultat activités abandonnées avant impôts</b>		<b>0</b>	<b>5.459</b>	<b>-1.498</b>
<b>Ajustements pour:</b>				
Amortissements	8	8.178	8.410	7.467
Variation de provisions	19	889	-1.373	236
Résultats de change non-réalisés		0	0	0
Variation de juste valeur des actifs biologiques	10	-6.001	-4.846	-9.663
Autres résultats sans incidence sur la trésorerie		-337	730	-2.003
Intérêts perçus - payés		989	655	1.176
Moins-values sur créances		-175	-1.134	-940
Résultat sur cessions d'immobilisations corporelles		69	-5.126	691
Résultat sur cessions d'actifs financiers		-884	-408	-395
<b>Flux de trésorerie des activités opérationnelles avant variation du fonds de roulement</b>		<b>85.290</b>	<b>84.926</b>	<b>69.452</b>
Variation fonds de roulement		-2.464	-1.761	3.348
<b>Flux de trésorerie des activités opérationnelles après variation du fonds de roulement</b>		<b>82.826</b>	<b>83.165</b>	<b>72.800</b>
Impôts payés	26, 10	-18.426	-20.872	-9.019
<b>Flux de trésorerie des activités opérationnelles</b>		<b>64.400</b>	<b>62.293</b>	<b>63.781</b>
<b>Activités d'investissement</b>				
Acquisition d'immobilisations incorporelles	8	-2.705	-3.297	-2.064
Acquisition d'actifs biologiques	8	-13.615	-17.934	-14.640
Acquisition d'immobilisations corporelles	8	-14.527	-14.903	-14.724
Acquisition d'immeubles de placement	8	0	0	-95
Acquisition d'actifs financiers	33	0	-544	-202
Dividendes perçus d'entreprises associées	13	0	0	276
Ventes d'immobilisations corporelles		797	7.984	522
Ventes d'actifs financiers	33	243	2.210	395
<b>Flux de trésorerie des activités d'investissement</b>		<b>-29.807</b>	<b>-26.484</b>	<b>-30.532</b>
<b>Flux de trésorerie disponible</b>		<b>34.593</b>	<b>35.809</b>	<b>33.249</b>
<b>Activités de financement</b>				
Augmentation de capital	17	0	163	1.850
Augmentation/(diminution) d'emprunts à long terme	21	-5.784	-7.824	12.383
Augmentation/(diminution) dettes financières à court terme	21	698	-14.677	-25.465
Dividendes de l'exercice précédent, payés durant l'exercice		-10.367	-10.542	-4.651
Distribution de dividendes par les filiales aux minoritaires	18	-1.463	-1.644	-2.350
Intérêts perçus - payés		-1.146	-730	-1.176
<b>Flux de trésorerie des activités de financement</b>		<b>-18.062</b>	<b>-35.254</b>	<b>-19.409</b>
<b>Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	21	<b>16.531</b>	<b>555</b>	<b>13.840</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie (en début d'exercice)	21	35.903	35.353	21.500
Impact des variations de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	21	3	-5	13
Trésorerie et équivalents de trésorerie (en fin d'exercice)	21	52.437	35.903	35.353

# État consolidé des variations des capitaux propres

KUSD	Capital souscrit SA SIPEF NV	Prime d'émission SA SIPEF NV	Réserves	Ecarts de conversion	Capitaux propres du Groupe	Intérêts non contrôlant	Total capitaux propres
<b>1<sup>er</sup> janvier 2009</b>	<b>45.819</b>	<b>21.502</b>	<b>193.083</b>	<b>-13.264</b>	<b>247.140</b>	<b>18.796</b>	<b>265.936</b>
Résultat global			60.174	-28	<b>60.146</b>	4.400	<b>64.546</b>
Paiements de dividendes de l'exercice précédent			-10.368		<b>-10.368</b>		<b>-10.368</b>
Autres					<b>0</b>	-1.585	<b>-1.585</b>
<b>31 décembre 2009</b>	<b>45.819</b>	<b>21.502</b>	<b>242.889</b>	<b>-13.292</b>	<b>296.918</b>	<b>21.611</b>	<b>318.529</b>
<b>1<sup>er</sup> janvier 2008</b>	<b>45.819</b>	<b>21.502</b>	<b>147.492</b>	<b>-12.762</b>	<b>202.051</b>	<b>15.132</b>	<b>217.183</b>
Révision			-2.631		<b>-2.631</b>		<b>-2.631</b>
<b>1<sup>er</sup> janvier 2008 Révisé</b>	<b>45.819</b>	<b>21.502</b>	<b>144.861</b>	<b>-12.762</b>	<b>199.420</b>	<b>15.132</b>	<b>214.552</b>
Résultat global			58.765	-502	<b>58.263</b>	5.145	<b>63.408</b>
Paiements de dividendes de l'exercice précédent			-10.543		<b>-10.543</b>		<b>-10.543</b>
Autres					<b>0</b>	-1.481	<b>-1.481</b>
<b>31 décembre 2008</b>	<b>45.819</b>	<b>21.502</b>	<b>193.083</b>	<b>-13.264</b>	<b>247.140</b>	<b>18.796</b>	<b>265.936</b>

# Notes aux états financiers consolidés du Groupe SIPEF

## 1. Identification

SA SIPEF NV (ou la "Société") est une société anonyme de droit belge et son siège social est situé à 2000 Antwerpen, Entrepotkai 5.

Les états financiers consolidés clôturés au 31 décembre 2009 comprennent SA SIPEF NV et ses filiales (l'ensemble étant désigné par la suite sous la dénomination 'SIPEF' ou 'le Groupe'). Les chiffres comparatifs portent sur les exercices 2008 et 2007.

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par les administrateurs lors du Conseil d'Administration du 24 février 2010 et seront approuvés par les actionnaires à l'Assemblée Générale du 9 juin 2010. La liste des administrateurs et du commissaire ainsi qu'une description des activités principales du Groupe, sont présentées dans la section non financière de ce rapport annuel.

## 2. Déclaration de conformité aux IFRS

Les états financiers consolidés ont été préparés en conformité avec les Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) comme acceptées dans l'Union Européenne.

En 2009 l'IASB n'a pas publié de nouvelles normes ou interprétations ayant un impact significatif sur les états financiers de SIPEF.

Le Groupe a choisi de ne pas appliquer de façon anticipée les normes et interprétations nouvelles suivantes émises avant la date d'autorisation de publication de ces états financiers mais non encore entrées en vigueur à la date de clôture:

- IFRS 3 *Regroupements d'entreprises* (révisée en 2008) (applicable à la comptabilisation des regroupements d'entreprises pour lesquels la date de l'accord est à compter du commencement de la première période annuelle ouverte à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009). Cette norme remplace IFRS 3 *Regroupements d'entreprises* telle qu'issue en 2004;
- IFRS 9 *Instruments financiers* (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013);
- Améliorations aux IFRS (2008-2009) (normalement applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010);
- Amendements à IFRS 1 *Première adoption des IFRS – Exemptions additionnelles* (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2010);
- Amendements à IFRS 1 *Première adoption des IFRS – Exemptions liées à IFRS 7* (normalement applicable prospectivement pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010);
- Amendements à IFRS 2 *Paiement fondé sur des actions* (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010);
- Amendements à IAS 24 *Informations relative aux parties liées* (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011). Cette norme remplace IAS 24 *Informations relative aux parties liées* publié en 2003;
- Amendements à IAS 27 *Etats financiers consolidés et individuels* (révisée en 2008) (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009). Cette norme remplace IAS 27 *Etats financiers consolidés et individuels* (révisée en 2003);
- Amendements à IAS 32 *Instruments financiers: Présentation – Classement des émissions de droits* (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> février 2010);
- Amendements à IAS 39 *Instruments financiers: Comptabilisation et évaluation – Eléments de couverture éligibles* (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009);
- IFRIC 15 *Contrats liés à la construction d'immeubles* (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010);
- IFRIC 17 *Distribution d'actifs non monétaires aux propriétaires* (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009);
- IFRIC 19 *Eteindre des passifs financiers avec des instruments de capitaux propres* (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2010);
- Amendements à IFRIC 14 IAS 19 – *Le plafonnement d'un actif au titre des prestations définies, les obligations de financement minimum et leur interaction – Avances d'une obligation de financement minimum* (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011).

A ce moment le Groupe n'estime pas que l'application de ces normes et interprétations aurait un effet matériel. La présentation des états financiers pourraient être influencées par l'application de IAS 1 "Présentation des états financiers", IFRS 7 – "Instruments financiers: Informations à fournir – Améliorer les informations à fournir" et IFRS 8 "Secteurs opérationnels" et les amendements à IAS 27 "Etats financiers consolidés et individuels" et la première application de IFRS 3 "Regroupements d'entreprises" pourraient avoir un impact sur la première consolidation des acquisitions futures.

## 3. Méthodes comptables

### Base d'établissement des états financiers

Depuis 2007 les états financiers consolidés sont présentés en US dollar (jusqu'en 2006 ils l'étaient en euro), arrondis au millier le plus proche (KUSD).

Ce changement est une conséquence de l'application d'une politique différente en matière de gestion des liquidités et des dettes depuis la fin 2006 par laquelle la monnaie fonctionnelle de la plupart des filiales a été convertie de la devise locale en US dollar.

Les états financiers consolidés sont établis selon la convention du coût historique, à l'exception des éléments suivants de l'actif et du passif qui sont

comptabilisés à leur juste valeur: instruments financiers dérivés, investissements disponibles à la vente et actifs biologiques.

Les méthodes comptables ont été appliquées de manière uniforme par les entités du Groupe et sont comparables à celles appliquées l'année précédente.

### Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'une acquisition est mesuré comme étant le total des justes valeurs, à la date de l'acquisition, des actifs remis, des instruments de capitaux propres émis et des passifs encourus ou assumés. Les coûts directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en résultat.

### Acquisition en étapes

Des variations dans la quote-part du groupe dans une filiale sans perte de contrôle sont comptabilisées en tant que transactions portant sur des capitaux propres. Les valeurs comptables des quotes-parts du Groupe et des intérêts non contrôlant sont ajustées afin de refléter les changements de leurs quotes-parts relatives dans la filiale. Toute différence entre le montant de l'ajustement appliqué aux intérêts non contrôlant et la juste valeur de la contrepartie payée ou reçue doit être comptabilisée directement et attribuée aux propriétaires de la société mère.

### Principes de consolidation

#### *Filiales*

Les filiales sont des entités contrôlées par la Société. Par contrôle, on entend le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date de prise de contrôle effective jusqu'à la fin de la période de contrôle (ou une date approximative).

#### *Entreprises associées*

Les entreprises associées sont celles dans lesquelles le Groupe a une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, sans pour autant en détenir le contrôle. Les états financiers consolidés incluent la quote-part du Groupe dans le total des bénéfices et pertes réalisés par les entreprises associées, selon la méthode de la mise en équivalence, à compter de la date à laquelle l'influence notable a commencé jusqu'au jour de la cessation effective (ou une date approximative). Lorsque le total des pertes du Groupe dépasse la valeur de la participation, cette valeur est réduite à néant et la prise en compte des pertes à venir s'interrompt, sauf dans la mesure où le Groupe a contracté des obligations par rapport à ces entreprises.

#### *Co-entreprises*

Les co-entreprises ou joint ventures sont des entreprises sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint établi selon un accord contractuel. Les états financiers consolidés incluent la partie proportionnelle des actifs, passifs, produits et charges de l'entreprise qui revient au Groupe depuis la date (ou une date proche) à laquelle le contrôle conjoint commence jusqu'au moment où il cesse.

#### *Elimination de transactions aux fins de consolidation*

Les soldes, les transactions et les profits non réalisés intragroupe sont éliminés. Les plus-values latentes dérivées de transactions conclues avec les entreprises associées sont éliminées à hauteur de la participation du Groupe dans ces entreprises sur l'investissement de la Société dans ces entreprises. Les moins-values latentes sont éliminées selon les mêmes principes, à condition toutefois qu'il n'y ait pas d'indice de perte de valeur.

### Conversion des devises

#### *Transactions impliquant des devises étrangères*

Les transactions effectuées en monnaies étrangères par les différentes entreprises du Groupe sont converties au cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les écarts de conversion constatés sont comptabilisés dans le compte de résultats annuel sous la rubrique résultat financier. Les actifs et passifs non monétaires libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de transaction.

#### *Etats financiers des établissements étrangers*

Monnaie fonctionnelle: les états financiers de chaque entité du Groupe sont établis dans la devise représentant au mieux la substance économique des événements et circonstances sous-jacents à cette entité (la monnaie fonctionnelle). A partir de 2007, les états financiers consolidés sont présentés en USD, la devise fonctionnelle de la plupart des sociétés du Groupe.

Pour les besoins de la consolidation du Groupe et de ses filiales, les états financiers sont convertis comme suit:

- Les actifs et passifs au cours de clôture;
- Les produits et les charges au cours moyen de l'année;
- Les éléments des capitaux propres au cours de change historique.

Les différences de change résultant de la conversion des investissements nets dans les filiales, joint-ventures et entreprises associées à l'étranger au cours de clôture sont comptabilisées dans les capitaux propres, sous la rubrique "Ecart de conversion". Quand une filiale étrangère est vendue, de telles différences de change sont comptabilisées dans le compte de résultats en tant que partie du gain ou de la perte réalisé(e) sur la vente.

Le goodwill et l'évaluation à leur juste valeur des actifs et passifs provenant de l'acquisition d'entités étrangères sont traités comme des actifs et passifs en devise locale de l'entité étrangère concernée et sont convertis au cours de clôture.

### Actifs biologiques

En conformité avec IFRS les activités agricoles sont comptabilisées suivant le principe de la juste valeur (IAS 41).

A partir de 2006, SIPEF comptabilise les actifs biologiques à la valeur confirmée par des rapports d'évaluation internes (auparavant sur base de modèles externes). Ces évaluations sont principalement basées sur un modèle de l'actualisation des flux de trésorerie futurs (DCF).

Les variables principales de ces modèles concernent:

Variable	Commentaire						
Monnaie d'évaluation	USD						
Volumes produits	Estimés sur base des données historiques par rapport au rendement/ha des superficies concernées ou similaires.						
Prix de vente	Estimé sur base de la moyenne historique du prix du marché mondial sur 20 ans: <table border="0" style="margin-left: 20px;"> <tr> <td>Huile de palme:</td> <td>498 USD/tonne CIF Rotterdam</td> </tr> <tr> <td>Caoutchouc:</td> <td>1.240 USD/tonne FOB Singapore</td> </tr> </table>	Huile de palme:	498 USD/tonne CIF Rotterdam	Caoutchouc:	1.240 USD/tonne FOB Singapore		
Huile de palme:	498 USD/tonne CIF Rotterdam						
Caoutchouc:	1.240 USD/tonne FOB Singapore						
Prix de revient	Estimé sur base d'un prix de revient actuel ('adjusted current year cost price')						
Coûts de plantation	Les coûts estimés pour le développement des superficies immatures seront déduits.						
Investissements de remplacement	Les coûts estimés pour les investissements de remplacement futurs nécessaires (véhicules, maisons, infrastructure...) seront également déduits.						
Taux d'actualisation	Selon la localité des actifs sous-jacents, les flux de trésorerie futurs sont actualisés selon les taux d'actualisation suivants: <table border="0" style="margin-left: 20px;"> <tr> <td>Palmiers à huile:</td> <td>15%</td> </tr> <tr> <td>Caoutchouc:</td> <td>16%</td> </tr> <tr> <td>Thé:</td> <td>16%</td> </tr> </table>	Palmiers à huile:	15%	Caoutchouc:	16%	Thé:	16%
Palmiers à huile:	15%						
Caoutchouc:	16%						
Thé:	16%						

Les actifs biologiques ou la produit agricole sont comptabilisés par SIPEF uniquement dans la mesure où SIPEF contrôle l'actif du fait d'événements passés, qu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à SIPEF et que la juste valeur ou le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Le profit ou la perte résultant de la variation de la juste valeur diminuée des coûts estimés d'un actif biologique au point de vente est inclus dans le résultat net de la période pendant laquelle il se produit.

### Goodwill

Le goodwill représente l'excédent du coût d'un regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis lors du regroupement d'entreprises. Le goodwill n'est pas amorti, mais soumis au moins annuellement à un test de dépréciation. Pour les besoins du test de dépréciation, le goodwill est affecté aux sociétés opérationnelles, ce qui correspond au niveau le plus bas auquel le goodwill est suivi pour des besoins de gestion interne (i.e. unité génératrice de trésorerie). Les pertes de valeur sont comptabilisées immédiatement en résultat et ne sont pas reprises ultérieurement.

Le goodwill est négatif si, au moment de l'acquisition, la part du Groupe dans la juste valeur des actifs nets identifiables acquise dépasse le coût de l'acquisition. Le goodwill négatif est comptabilisé immédiatement en compte de résultats.

### Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent des listes de clients qui ont été acquises lors d'un regroupement d'entreprises, ainsi que des logiciels, des licences et des concessions. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à l'actif et amorties sur leur durée d'utilité attendue en utilisant la méthode linéaire.

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, y compris les immeubles de placement, sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeurs éventuelles. Les coûts d'emprunts attribuables à la construction ou la production d'un actif éligible sont comptabilisés dans le coût de cet actif.

Les dépenses pour les réparations d'immobilisations corporelles sont directement comptabilisées dans le compte de résultats. Le cas échéant, les immobilisations corporelles détenues en vue de la vente sont comptabilisées au plus faible de la valeur comptable et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente. Les amortissements sont calculés en utilisant la méthode linéaire sur base de la durée d'utilité attendue des actifs concernés:

Immeubles	5 à 30 ans
Infrastructure	5 à 25 ans
Installations et machines	5 à 30 ans
Matériel roulant	3 à 20 ans
Matériel de bureau et mobilier	5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	2 à 20 ans

Les terrains ne sont pas amortis.

## Dépréciation d'actifs

Les immobilisations corporelles, actifs financiers et les autres actifs non-courants sont soumis à un test de dépréciation chaque fois qu'un événement ou un changement de circonstance indique que la valeur recouvrable de l'actif est inférieure à sa valeur comptable. Une perte de valeur est comptabilisée à concurrence du montant pour lequel la valeur comptable excède sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur d'un actif diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs sont regroupés au niveau du plus petit regroupement d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes. Lorsque, en raison d'un recouvrement de la juste valeur ou de la valeur d'utilité, la perte de valeur n'est plus justifiée au cours des périodes ultérieures, la perte de valeur est reprise.

## Instruments financiers

### 1. Instruments financiers dérivés

Le Groupe recourt essentiellement à des instruments financiers dérivés pour la gestion des risques de change et de taux d'intérêt découlant de ses activités opérationnelles, de financement et d'investissement. Aucun dérivé n'est émis ni détenu à des fins de transactions commerciales. Le Groupe n'a pas recours à des transactions de couverture spécifiques selon l'IAS 39 – "*Instruments financiers: comptabilisation et évaluation*".

Les dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur. Tous les profits ou pertes résultant des variations de la juste valeur sont comptabilisés directement dans le compte de résultats de la période en cours.

### 2. Créances et dettes

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale, diminuée des dépréciations de valeur appropriées pour les créances douteuses. Les créances et les dettes libellées dans une monnaie autre que la devise de la filiale sont converties en utilisant le cours de change du Groupe déterminé à la date de clôture.

### 3. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évaluées à leur valeur nominale et comprennent les fonds en caisse et les dépôts à vue qui ont une échéance originale inférieure ou égale à trois mois. Les découverts sont comptabilisés en dettes.

### 4. Emprunts productifs d'intérêts

Les emprunts sont initialement comptabilisés à la valeur des montants perçus, nets des coûts de transaction encourus. Les différences éventuelles entre le coût d'acquisition et la valeur de remboursement sont portées au compte de résultats selon la méthode d'intérêts effective.

### 5. Actifs financiers disponibles à la vente

Des actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur.

Les gains et pertes à la suite de variations de juste valeur sont comptabilisés en autres éléments du résultat global. Lorsque la juste valeur d'un actif financier ne peut être déterminé de façon fiable, l'actif financier sera évalué au coût amorti.

Dans le cas où un déclin de la juste valeur d'un actif financier disponible à la vente est comptabilisé en autres éléments du résultat global et une indication objective de dépréciation existe, les pertes cumulées comptabilisées auparavant en capitaux propres sont repris en résultat.

## Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de leur valeur nette de réalisation.

Concernant le stock de produits finis contenant des actifs biologiques, la juste valeur de ces actifs biologiques est augmentée par le coût de production.

Les stocks font l'objet de dépréciations qui sont évaluées au cas par cas lorsque la valeur nette de réalisation descend en dessous de la valeur comptable des stocks. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Lorsque les circonstances qui justifiaient la dépréciation des stocks cessent d'exister, le montant de la dépréciation fait l'objet d'une reprise.

## Capitaux propres

Les dividendes de la société mère relatifs aux actions ordinaires en circulation sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils ont été déclarés.

Les coûts engagés pour l'émission d'instruments de capitaux propres sont repris en diminution des capitaux propres.

## Intérêts non contrôlant

Les intérêts non contrôlant représentent la quote-part attribuable aux actionnaires minoritaires dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables, comptabilisés lors de l'acquisition d'une filiale, ainsi que la proportion appropriée des profits et pertes réalisés ultérieurement.

Dans le compte de résultats, les intérêts non contrôlant dans le bénéfice ou la perte de la société sont présentés séparément de la part du Groupe dans le résultat consolidé.

## Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle, légale ou implicite résultant d'un événement passé, qu'il soit probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour régler l'obligation ainsi que le montant de l'obligation puisse être estimé de manière fiable.

**Pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi**

Les sociétés du Groupe ont plusieurs plans de pension conformément aux conditions et pratiques en vigueur dans les pays dans lesquels elles conduisent leurs opérations. Les régimes à prestations définies ne sont généralement pas financés par des contributions. Une provision est établie afin de couvrir la totalité de l'obligation sur base de la méthode des unités de crédit projetés 'Projected Unit Credit Method' ce qui représente la valeur actuelle des obligations de paiements futures.

Le Groupe paie également des cotisations définies dans le cadre de plans d'assurance du régime public ou privé. Les cotisations sont prises en charge lorsqu'elles sont encourues et sont incluses dans les charges opérationnelles.

**Chiffre d'affaires**

Les produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue pour les ventes de biens et prestations de services, nette des taxes sur la valeur ajoutée, des remises et après avoir éliminé les ventes internes au Groupe. Le chiffre d'affaires provenant de la vente de biens est comptabilisé lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens. Le chiffre d'affaires provenant des prestations de services est comptabilisé en fonction du degré d'avancement déterminé sur base des services rendus à la date considérée et exprimé en pourcentage du total des services à exécuter. Les intérêts sont comptabilisés en fonction du temps écoulé en tenant compte du rendement effectif de l'actif. Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire de percevoir le paiement est établi.

**Coût des ventes**

Les approvisionnements sont comptabilisés nets des escomptes, des autres remises obtenues des fournisseurs et des autres compensations. Le coût des ventes comporte tous les coûts associés à la récolte, à la transformation et au transport.

**Charges commerciales, générales et administratives**

Les charges commerciales, générales et administratives comprennent les charges des départements marketing et financier ainsi que des charges générales de gestion.

**Impôts sur le résultat**

Les impôts sur les résultats perçus sur les bénéfices ou pertes de l'exercice regroupent les impôts exigibles et différés. Ils sont inscrits au compte de résultats sauf s'ils portent sur des éléments repris dans les capitaux propres, auquel cas ils sont comptabilisés dans les capitaux propres.

Les impôts exigibles désignent les impôts à payer sur le revenu imposable de l'exercice, calculés selon les taux d'imposition en vigueur ou promulgués à la date de clôture du bilan, ainsi que les redressements relatifs aux exercices antérieurs.

Des actifs et passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale et sont ultérieurement ajustés pour toute modification dans le taux d'impôt attendu à laquelle la différence s'inversera.

Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que dans la mesure où leur réalisation, dans un avenir prévisible, est probable.

**4. Utilisation d'estimations comptables.**

L'établissement des états financiers consolidés de SIPEF conformément au référentiel IFRS a amené le Groupe à avoir recours à des estimations et à faire des hypothèses qui pourraient avoir un impact sur les montants des actifs et passif présentés ainsi que sur les montants présentés en charges et produits de la période. Les résultats réels pourraient s'avérer différents de ces estimations.

Les domaines principaux pour lesquels des estimations ont été utilisées, sont:

- Obligations liées aux pensions (note 20)
- Actifs d'impôts différés (note 26)
- Provisions pour litiges
- Juste valeur des actifs biologiques (note 10)
- Dépréciation d'actifs

## 5. Sociétés consolidées / périmètre de consolidation

La société mère du Groupe, SA SIPEF NV, Antwerpen/Belgique, est la société mère des entreprises suivantes:

	Siège	% de contrôle	% d'intérêts
<b>Sociétés consolidées (consolidation intégrale)</b>			
PT Tolan Tiga	Medan / Indonésie	95,00	95,00
PT Eastern Sumatra	Medan / Indonésie	95,00	90,25
PT Kerasaan	Medan / Indonésie	57,00	57,00
PT Bandar Sumatra	Medan / Indonésie	95,00	95,00
PT Timbang Deli	Medan / Indonésie	95,00	95,00
PT Melania	Jakarta / Indonésie	95,00	73,53
PT Umbul Mas Wisesa	Medan / Indonésie	95,00	73,53
PT Citra Sawit Mandiri	Medan / Indonésie	95,00	73,53
PT Toton Usaha Mandiri	Medan / Indonésie	100,00	77,40
Hargy Oil Palms Ltd	Bialla / Papouasie N.G.	100,00	100,00
Galley Reach Holdings Ltd	Port Moresby / Papouasie N.G.	100,00	100,00
Sipef Pacific Timbers Pty Ltd	Port Moresby / Papouasie N.G.		(fusionnée avec GRH en 2009)
Plantations J. Eglin SA	Azaguïé / Côte d'Ivoire	100,00	100,00
Société Bananière de Motobé SA	Grand Bassam / Côte d'Ivoire	100,00	100,00
Sipef Guinée SA	Conackry / Guinée		(vendue en 2009)
Bonal SA	Rio Branco / Brésil	100,00	100,00
Senor Ltd	Açailandia / Brésil	97,29	97,29
Jabelmalux SA	Luxembourg / G.D. Luxembourg	77,40	77,40
<b>Co-entreprises (consolidation proportionnelle)</b>			
PT Agro Muko	Jakarta / Indonésie	40,48	38,45
<b>Entreprises associées (méthode de la mise en équivalence)</b>			
B.D.M. NV	Antwerpen / Belgique	50,00	50,00
Bruns ten Brink BV	Wormer / Pays-Bas	50,00	50,00
Asco NV	Antwerpen / Belgique	50,00	50,00
Asco Life NV	Antwerpen / Belgique	20,00	20,00
<b>Entreprises non consolidées</b>			
SIPEF-CI SA	San Pedro / Côte d'Ivoire	32,01	32,01
Agridus NV	Antwerpen / Belgique		(liquidée en 2009)
Horikiki Development Cy Ltd	Honiara / Solomon Islands	90,80	90,80
Sograkin SA	Kinshasa / Congo	50,00	50,00
Yayasan Sipef Indonesia	Medan / Indonésie	100,00	0,00

En Décembre 2009, Sipef Pacific Timbers Pty Ltd fut fusionnée avec Galley Reach Holdings Ltd.

Toutes les parts dans Sipef Guinée SA furent cédées le 1<sup>er</sup> janvier 2009 (note 33).

Suite aux modifications dans l'actionnariat et dans la direction de Sipef-CI SA en juin 2008, la fiabilité des informations financières ne pouvaient plus être garantie, et il a donc été décidé que la méthode de mise en équivalence n'était plus appropriée à partir du second semestre 2008.

Malgré la détention de la majorité des droits de vote par le groupe, celui-ci ne contrôle pas les sociétés non consolidées, parce qu'elles sont établies dans des régions inaccessibles (Horikiki et Sograkin).

La fondation Sipef "Yayasan Sipef Indonesia" ASBL fut créée courant 2009. Cette ASBL a pour mission l'amélioration de la protection de larges zones écologiques en Indonésie.

Les entreprises non consolidées sont considérées comme des actifs financiers non courants disponibles à la vente.

## 6. Révision chiffres des années précédentes

### IAS 8: Changements d'estimations comptables et erreurs

Au cours du premier semestre de 2008 le Groupe a découvert une erreur dans les déclarations de TVA des années antérieures à Hargy Oil Palms/ Papouasie-Nouvelle-Guinée (2003-2007). SIPEF a décidé d'introduire une déclaration complémentaire spontanée de TVA et de retraiter les bilans et comptes de résultats des années précédentes conformes à IAS 8, avec les répercussions suivantes:

KUSD	TVA	Impôt	Total
2003	-534	152	-382
2004	-765	217	-548
2005	-812	230	-582
2006	-466	132	-334
2007	-1.096	311	-785
<b>Total</b>	<b>-3.673</b>	<b>1.042</b>	<b>-2.631</b>

### IFRS 5: Activités abandonnées

Suite à la vente de Phu Ben Tea Cy et à la dissolution de Franklin Falls Timber, Inc en 2008, la présentation des chiffres des années précédentes a été retravaillée afin de faciliter la comparaison entre les différentes années, avec les impacts suivants:

#### Etat consolidé de la situation financière

	2007 - KUSD		
	Publié	Révision IAS 8	Révisé
Autres créances	7.563	-3.058	4.505
Capitaux propres du Groupe	202.051	-2.631	199.420
Passifs d'impôt différé	38.967	-1.042	37.925
Autres dettes	13.089	615	13.704

#### Compte de résultats

	2007 - KUSD			
	Publié	Révision IAS 8	Révision IFRS 5	Révisé
Chiffre d'affaires	209.489		-2.197	207.292
Coût de ventes	-129.912	-1.096	2.390	-128.618
<b>Bénéfice brut</b>	<b>79.577</b>	<b>-1.096</b>	<b>193</b>	<b>78.674</b>
Actifs biologiques	9.663		686	10.349
Frais/produits opérationnels	-15.461		320	-15.141
Résultat financier	200		299	499
Charge d'impôts	-22.979	311	-38	-22.706
Activités abandonnées			-1.459	-1.459
<b>Bénéfice après impôts</b>	<b>52.777</b>	<b>-785</b>	<b>0</b>	<b>51.992</b>
Attribuable aux:				
Intérêts non contrôlant	4.703	0	0	4.703
Part du Groupe	48.074	-785	0	47.289

## 7. Cours de change

Suite à une modification de la méthode de gestion des liquidités et des dettes, la monnaie fonctionnelle, à dater, du 1<sup>er</sup> janvier 2007, est désormais le US dollar pour la plupart des filiales.

Les filiales suivantes ont néanmoins une autre monnaie fonctionnelle:

Plantations J. Eglin SA	EUR
SBM SA	EUR
B.D.M. NV	EUR
Bruns ten Brink BV	EUR
Asco NV	EUR
Asco Life NV	EUR

Les cours mentionnés ci-après ont été utilisés pour convertir les bilans et les résultats de ces entités en US dollar (monnaie utilisée par le Groupe dans son rapport annuel).

	Cours de clôture			Cours moyen		
	2009	2008	2007	2009	2008	2007
EUR	0,6942	0,7185	0,6793	0,7181	0,6780	0,7250
CFA	455,37	471,37	445,62	472,36	447,00	476,36

## 8. Information sectorielle

La publication des informations sectorielles s'effectue selon deux formats. Le premier est utilisé pour décrire le secteur d'activité - produits palmier, caoutchouc, thé, fruits exotiques & plantes et assurance - ce qui représente la structure d'organisation du Groupe.

Le second sert à la présentation des zones géographiques dans lesquelles le Groupe opère. La marge brute par zone géographique correspond aux revenus moins les coûts des ventes par origine des produits vendus.

Le résultat sectoriel correspond aux produits et charges résultant des activités opérationnelles d'un secteur qui sont directement attribuables à ce secteur, et la partie pertinente des résultats pouvant raisonnablement être affectée à un secteur.

Les résultats des entreprises associées comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence sont immédiatement détaillés selon leur origine (assurance/Europe et produits palmier/Côte d'Ivoire) dans le compte de résultats.

### Bénéfice brut par type de produit

	Chiffre d'affaires	Coût des ventes	Bénéfice brut avant IAS41	IAS41	Bénéfice brut IFRS	% du total
2009 - KUSD						
Palmier	175.966	-102.376	73.590	2.207	75.797	81,98
Caoutchouc	20.856	-13.520	7.336	389	7.725	8,36
Thé	10.434	-6.835	3.599	25	3.624	3,92
Fruits exotiques et plantes	27.411	-24.125	3.286	58	3.344	3,62
Corporate	2.006	0	2.006	0	2.006	2,17
Autres	1.156	-1.278	-122	83	-39	-0,04
<b>Total</b>	<b>237.829</b>	<b>-148.134</b>	<b>89.695</b>	<b>2.762</b>	<b>92.457</b>	<b>100,00</b>
2008 - KUSD						
Palmier	197.426	-124.471	72.955	1.576	74.531	78,99
Caoutchouc	31.342	-18.054	13.288	388	13.676	14,49
Thé	13.503	-11.295	2.208	25	2.233	2,37
Fruits exotiques et plantes	34.082	-31.938	2.144	45	2.189	2,32
Corporate	1.838	0	1.838	0	1.838	1,95
Autres	1.211	-1.416	-205	88	-117	-0,12
<b>Total</b>	<b>279.402</b>	<b>-187.174</b>	<b>92.228</b>	<b>2.122</b>	<b>94.350</b>	<b>100,00</b>

Après avoir mis fin aux activités fruits tropicaux en septembre 2008, le département "fruits et plantes tropicales" ne concerne plus qu'exclusivement les bananes et les plantes.

Le segment "corporate" comprend les honoraires de gestion perçus auprès des entités extérieures du Groupe.

Les actifs biologiques ne sont plus amortis sous IFRS (IAS41).

**Bénéfice brut par secteur géographique**

	Chiffre d'affaires	Coût des ventes	Autres	Bénéfice brut avant IAS41	IAS41	Bénéfice brut IFRS	% du total
2009 - KUSD							
Indonésie	114.204	-59.479	867	55.592	925	56.517	61,13
Papouasie-Nouvelle-Guinée	91.555	-62.006	0	29.549	1.638	31.187	33,73
Vietnam	0	0	0	0	0	0	0,00
Côte d'Ivoire	27.391	-24.119	0	3.272	58	3.330	3,60
Europe	0	-4	1.289	1.285	0	1.285	1,39
Autres	2.523	-2.526	0	-3	141	138	0,15
<b>Total</b>	<b>235.673</b>	<b>-148.134</b>	<b>2.156</b>	<b>89.695</b>	<b>2.762</b>	<b>92.457</b>	<b>100,00</b>
2008 - KUSD							
Indonésie	129.095	-74.217	1.046	55.924	855	56.779	60,18
Papouasie-Nouvelle-Guinée	99.221	-66.605	0	32.616	1.071	33.687	35,70
Vietnam	6.023	-5.732	0	291	0	291	0,31
Côte d'Ivoire	35.956	-33.934	0	2.022	45	2.067	2,19
Europe	0	7	1.080	1.087	0	1.087	1,15
Autres	6.981	-6.693	0	288	151	439	0,47
<b>Total</b>	<b>277.276</b>	<b>-187.174</b>	<b>2.126</b>	<b>92.228</b>	<b>2.122</b>	<b>94.350</b>	<b>100,00</b>

**Chiffre d'affaires par siège des débiteurs**

	2009	2008
KUSD		
Singapour	69.255	79.782
Indonésie	35.851	37.190
Royaume-Uni	30.881	30.659
Pays-Bas	29.718	40.662
Allemagne	20.802	32.925
Suisse	12.783	0
France	10.325	17.788
Belgique	9.136	12.485
Pakistan	6.309	6.387
Autres	5.780	4.223
États-Unis	4.199	7.544
Côte d'Ivoire	2.010	2.261
Espagne	780	2.410
Inde	0	5.086
<b>Total</b>	<b>237.829</b>	<b>279.402</b>

De plus amples informations concernant la juste valeur et la variation des actifs biologiques se trouvent dans la note sur ces actifs. Les actifs et les passifs sectoriels sont les actifs et passifs qui sont directement attribuables à ce secteur ou qui peuvent raisonnablement lui être affectés.

Etant donné que la partie des passifs à affecter est négligeable, les passifs n'ont pas été affectés (les passifs concernent essentiellement la maison-mère).

La rubrique "non affectées" contient essentiellement des placements de trésorerie et de la trésorerie pour 41.442 KUSD de la SA SIPEF NV.

### Information sectorielle par type de produit

	Palmier	Caoutchouc	Thé	FE&P	Assurance	Non affectées	Total
2009 - KUSD							
Immobilisations incorporelles						15.018	<b>15.018</b>
Actifs biologiques	187.670	11.811	1.741	1.912			<b>203.134</b>
Immobilisations corporelles	63.366	4.373	3.049	3.633		560	<b>74.981</b>
Immeubles de placement						3	<b>3</b>
Participations dans des entreprises associées					7.881		<b>7.881</b>
Autres créances	146		1.674				<b>1.820</b>
Stocks	10.095	1.693	1.046	736		10.796	<b>24.366</b>
Créances commerciales	13.625	941	789	2.733		586	<b>18.674</b>
Autres actifs courants						936	<b>936</b>
Non affectées						76.926	<b>76.926</b>
<b>Total des actifs</b>	<b>274.902</b>	<b>18.818</b>	<b>8.299</b>	<b>9.014</b>	<b>7.881</b>	<b>104.825</b>	<b>423.739</b>
% du total des actifs	64,88%	4,44%	1,96%	2,13%	1,86%	24,74%	<b>100,00%</b>
<b>Total des passifs</b>							<b>423.739</b>
Investissements sectoriels:							
Immobilisations incorporelles						2.705	<b>2.705</b>
Actifs biologiques	12.154	1.231	68	9		153	<b>13.615</b>
Immobilisations corporelles	13.191	328	145	685		178	<b>14.527</b>
<b>Total des investissements</b>	<b>25.345</b>	<b>1.559</b>	<b>213</b>	<b>694</b>	<b>0</b>	<b>3.036</b>	<b>30.847</b>
Amortissements sectoriels:							
Immobilisations incorporelles						232	<b>232</b>
Immobilisations corporelles	5.963	585	416	768		214	<b>7.946</b>
Stocks							<b>0</b>
<b>Total des amortissements</b>	<b>5.963</b>	<b>585</b>	<b>416</b>	<b>768</b>	<b>0</b>	<b>446</b>	<b>8.178</b>
2008 - KUSD							
Immobilisations incorporelles						12.609	<b>12.609</b>
Actifs biologiques	167.723	12.450	1.803	1.743		1.237	<b>184.956</b>
Immobilisations corporelles	56.522	4.991	3.368	3.621		1.160	<b>69.662</b>
Immeubles de placement						3	<b>3</b>
Participations dans des entreprises associées					6.698		<b>6.698</b>
Autres créances	146		5.015			619	<b>5.780</b>
Stocks	12.899	2.037	1.169	531		11.117	<b>27.753</b>
Créances commerciales	4.861	1.614	766	3.604		1.219	<b>12.064</b>
Autres actifs courants						1.084	<b>1.084</b>
Non affectées						52.621	<b>52.621</b>
<b>Total des actifs</b>	<b>242.151</b>	<b>21.092</b>	<b>12.121</b>	<b>9.499</b>	<b>6.698</b>	<b>81.669</b>	<b>373.230</b>
% du total des actifs	64,88%	5,65%	3,25%	2,55%	1,79%	21,88%	<b>100,00%</b>
<b>Total des passifs</b>							<b>373.230</b>
Investissements sectoriels:							
Immobilisations incorporelles						3.297	<b>3.297</b>
Actifs biologiques	15.931	1.676	277	9		41	<b>17.934</b>
Immobilisations corporelles	12.526	1.232	149	670		326	<b>14.903</b>
<b>Total des investissements</b>	<b>28.457</b>	<b>2.908</b>	<b>426</b>	<b>679</b>	<b>0</b>	<b>3.664</b>	<b>36.134</b>
Amortissements sectoriels:							
Immobilisations incorporelles						181	<b>181</b>
Immobilisations corporelles	5.839	551	859	436		305	<b>7.990</b>
Stocks	239						<b>239</b>
<b>Total des amortissements</b>	<b>6.078</b>	<b>551</b>	<b>859</b>	<b>436</b>	<b>0</b>	<b>486</b>	<b>8.410</b>

## Information sectorielle par secteur géographique

	Indonésie	PNG	Vietnam	Côte d'Ivoire	Europe	Autres	Total
2009 - KUSD							
Immobilisations incorporelles	14.360			1	657		<b>15.018</b>
Actifs biologiques	152.392	48.829		1.913			<b>203.134</b>
Immobilisations corporelles	28.919	42.214		3.633	215		<b>74.981</b>
Immeubles de placement					3		<b>3</b>
Participations dans des entreprises associées					7.881		<b>7.881</b>
Autres actifs	33.102	17.831		2.461	67.247	2.081	<b>122.722</b>
<b>Total des actifs</b>	<b>228.773</b>	<b>108.874</b>	<b>0</b>	<b>8.008</b>	<b>76.003</b>	<b>2.081</b>	<b>423.739</b>
% du total des actifs	53,99%	25,69%	0,00%	1,89%	17,94%	0,49%	<b>100,00%</b>
Investissements sectoriels:							
Immobilisations incorporelles	2.529				176		<b>2.705</b>
Actifs biologiques	8.097	5.355		163			<b>13.615</b>
Immobilisations corporelles	5.041	8.706		685	67	28	<b>14.527</b>
<b>Total des investissements</b>	<b>15.667</b>	<b>14.061</b>	<b>0</b>	<b>848</b>	<b>243</b>	<b>28</b>	<b>30.847</b>
Amortissements sectoriels:							
Immobilisations incorporelles	26			2	204		<b>232</b>
Immobilisations corporelles	2.712	4.335		764	54	81	<b>7.946</b>
Stocks							<b>0</b>
<b>Total des amortissements</b>	<b>2.738</b>	<b>4.335</b>	<b>0</b>	<b>766</b>	<b>258</b>	<b>81</b>	<b>8.178</b>
2008 - KUSD							
Immobilisations incorporelles	11.856			5	686	62	<b>12.609</b>
Actifs biologiques	144.205	37.770		1.744		1.237	<b>184.956</b>
Immobilisations corporelles	27.006	37.871		3.589	202	994	<b>69.662</b>
Immeubles de placement					3		<b>3</b>
Participations dans des entreprises associées					6.698		<b>6.698</b>
Autres actifs	22.018	13.634		2.518	60.921	211	<b>99.302</b>
<b>Total des actifs</b>	<b>205.085</b>	<b>89.275</b>	<b>0</b>	<b>7.856</b>	<b>68.510</b>	<b>2.504</b>	<b>373.230</b>
% du total des actifs	54,95%	23,92%	0,00%	2,10%	18,36%	0,67%	<b>100,00%</b>
Investissements sectoriels:							
Immobilisations incorporelles	3.041			4	252		<b>3.297</b>
Actifs biologiques	9.433	8.235	216	9		41	<b>17.934</b>
Immobilisations corporelles	6.466	7.515	52	667	157	46	<b>14.903</b>
<b>Total des investissements</b>	<b>18.940</b>	<b>15.750</b>	<b>268</b>	<b>680</b>	<b>409</b>	<b>87</b>	<b>36.134</b>
Amortissements sectoriels:							
Immobilisations incorporelles	27			8	146		<b>181</b>
Immobilisations corporelles	2.721	4.191	409	424	146	99	<b>7.990</b>
Stocks		239					<b>239</b>
<b>Total des amortissements</b>	<b>2.748</b>	<b>4.430</b>	<b>409</b>	<b>432</b>	<b>292</b>	<b>99</b>	<b>8.410</b>

**9. Immobilisations incorporelles**

KUSD	2009		2008	
	Goodwill	Autres	Total immobilisations incorporelles	Total immobilisations incorporelles
Valeur comptable brute au 1 <sup>er</sup> janvier	1.410	11.831	<b>13.241</b>	<b>9.872</b>
Changement du périmètre	-62		<b>-62</b>	<b>76</b>
Acquisitions		2.705	<b>2.705</b>	<b>3.297</b>
Ventes et reprises		-3	<b>-3</b>	<b>0</b>
Écarts de conversion		2	<b>2</b>	<b>-4</b>
Valeur comptable brute au 31 décembre	1.348	14.535	<b>15.883</b>	<b>13.241</b>
Amortissements et réductions de valeur cumulés au 1 <sup>er</sup> janvier	0	-632	<b>-632</b>	<b>-444</b>
Changement du périmètre			<b>0</b>	<b>-9</b>
Amortissements		-232	<b>-232</b>	<b>-181</b>
Écarts de conversion		-1	<b>-1</b>	<b>2</b>
Amortissements et réductions de valeur cumulés au 31 décembre	0	-865	<b>-865</b>	<b>-632</b>
Valeur comptable nette au 1 <sup>er</sup> janvier	1.410	11.199	<b>12.609</b>	<b>9.428</b>
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre</b>	<b>1.348</b>	<b>13.670</b>	<b>15.018</b>	<b>12.609</b>

Les acquisitions concernent principalement les paiements supplémentaires pour l'obtention des droits fonciers de PT UMW, PT CSM et PT TUM.

Conformément aux méthodes comptables, le goodwill fut soumis à un test de dépréciation. En 2009 cela n'a pas eu d'impact.

## 10. Actifs biologiques

Les évaluations, comme présentées par les modèles d'évaluation internes, tiennent compte d'une gestion à long terme des plantations. Suite à l'incertitude inhérente associée à l'évaluation de la juste valeur des actifs biologiques, principalement due à la volatilité des prix de marché de la production agricole et l'absence de marché liquide, la valeur comptable de ces actifs biologiques pourrait être différente de leur valeur de réalisation.

Les actifs biologiques de la SIPEF se trouvent principalement sur des terrains pour lesquels une concession à long terme a été acquise pour l'exploitation.

Lors de la détermination de la juste valeur des actifs biologiques, nous estimons que ces concessions peuvent être et seront effectivement renouvelées contre une rétribution normale. Ainsi, les productions futures qui sont prises en compte pour la détermination de la juste valeur, tiennent compte de la durée de vie de l'actif et non de l'expiration des concessions.

Ci-dessous vous trouverez une liste des droits de propriété sur lesquels les plantations de SIPEF sont établies:

	Hectares	Type	Date d'échéance	Récolte
PT Tolan Tiga	8.479	Concession	2023	Palmiers à huile
PT Eastern Sumatra	3.178	Concession	2023	Palmiers à huile
PT Kerasaan	2.362	Concession	2023	Palmiers à huile
PT Bandar Sumatra	1.412	Concession	2023	Caoutchouc et palmiers à huile
PT Timbang Deli	991	Concession	2023	Caoutchouc et palmiers à huile
PT Melania	5.140	Concession	2023	Caoutchouc, thé et palmiers à huile
PT Umbul Mas Wisesa	8.726	En négociation	-	Palmiers à huile
PT Citra Sawit Mandiri	3.604	En négociation	-	Palmiers à huile
PT Toton Usaha Mandiri	1.200	En négociation	-	Palmiers à huile
PT Agro Muko	10.000	Concession	2019	Caoutchouc et palmiers à huile
PT Agro Muko	2.500	Concession	2020	Caoutchouc et palmiers à huile
PT Agro Muko	315	Concession	2011	Caoutchouc et palmiers à huile
PT Agro Muko	4.313	Concession	2028	Caoutchouc et palmiers à huile
PT Agro Muko	5.786	Concession	2022	Caoutchouc et palmiers à huile
Hargy Oil Palms Ltd	9.952	Concession	2072	Palmiers à huile
Hargy Oil Palms Ltd	2.900	Concession	2101	Palmiers à huile
Galley Reach Holdings Ltd	16.429	Concession	2080	Caoutchouc
Plantations J. Eglin SA	1.139	Propriété	na	Bananes et ananas fleurs
Plantations J. Eglin SA	322	Concession provisoire	na	Bananes et ananas fleurs
Société Bananière de Motobé SA	301	Propriété	na	Bananes
Senor Ltd	3.608	Propriété	na	Caoutchouc, goyave et poivre
	<b>92.657</b>			

### Tableau de mouvement des actifs biologiques

Au niveau du bilan, le mouvement dans les actifs biologiques peut être résumé comme suit:

KUSD	Palmiers à huile	Caoutchouc	Thé	Autres	Total
Solde 2008	167.723	12.450	1.803	2.980	184.956
Variation actifs biologiques	19.947	-639	-62	-37	19.209
Réclassification				-1.095	-1.095
	<b>187.670</b>	<b>11.811</b>	<b>1.741</b>	<b>1.848</b>	<b>203.070</b>
Écarts de conversion				63	63
<b>Solde 2009</b>	<b>187.670</b>	<b>11.811</b>	<b>1.741</b>	<b>1.911</b>	<b>203.133</b>

La variation positive de la juste valeur des palmiers à huile est principalement due à l'expansion et les jeunes superficies qui contribuent à une création de valeur additionnelle (principalement les palmiers à huile à UMW-groupe et Hargy Oil Palms Ltd).

La baisse de la valeur réelle en caoutchouc est due à la vétusté croissante des plantations d'hévéas en PNG et en Indonésie où les jeunes superficies fournissent encore une contribution insuffisante par rapport à la valeur des anciennes plantations.

La reclassification concerne les actifs biologiques des activités brésiliennes.

### Sensitivité variation prix de vente

Les valeurs reprises au bilan sont très sensibles aux changements des prix comparés aux prix de vente moyens utilisés. Des simulations faites pour le palmier à huile, le caoutchouc et le thé montrent qu'une augmentation ou une diminution de 10% du prix de vente futur estimé influence la valeur actuelle des actifs biologiques de la façon suivante:

KUSD	+10%	Solde 2009	-10%
Palmiers à huile	242.997	187.670	132.397
Caoutchouc	17.121	11.811	6.461
Thé	5.472	1.741	-1.992
<b>Total</b>	<b>265.590</b>	<b>201.222</b>	<b>136.866</b>
Autres		1.911	
		<b>203.133</b>	

Le prix de vente des régimes de palmier, dans les modèles qui ont été approuvés par le Conseil d'Administration, est basé sur le prix moyen du marché mondial de l'huile de palme des 20 dernières années (498 USD/tonne CIF Rotterdam). Le prix moyen de l'huile de palme sur les 10 dernières années s'élevait à 521 USD/tonne. Le prix moyen de l'huile de palme pour l'année 2009 était de 683 USD/tonne.

Selon le Conseil d'Administration, les prix de vente actuels ne sont pas pertinents pour la détermination des marges futures estimées et de ce fait ne sont pas retenus dans les modèles de valuation IAS41.

### Sensitivité variation taux d'actualisation

Les valeurs reprises au bilan sont également très sensibles aux changements du taux d'actualisation utilisés. Des simulations faites pour le palmier à huile, le caoutchouc et le thé montrent qu'une augmentation ou une diminution de 1% du taux d'actualisation influence la valeur actuelle des actifs biologiques de la façon suivante:

KUSD	+1%	Solde 2009	-1%
Palmiers à huile	176.643	187.670	199.748
Caoutchouc	11.118	11.811	12.523
Thé	1.572	1.741	1.926
<b>Total</b>	<b>189.333</b>	<b>201.222</b>	<b>214.197</b>
Autres		1.911	
		<b>203.133</b>	

### Impact de IAS41 sur le compte de résultats

Conformément aux IFRS les actifs biologiques sont évalués à leur juste valeur au lieu du coût amorti (IAS41). Ceci implique que les montants dépensés pour la replantation des superficies existantes ou la plantation de nouvelles superficies sont repris immédiatement dans les charges de l'année où ils apparaissent, bien que ces investissements ont une durée de vie d'au moins 20 ans. De plus il n'y a plus d'amortissements sur ces actifs biologiques, mais bien une correction annuelle vers la juste valeur.

La direction estime que la capitalisation de ces investissements et amortissements sur la durée de vie économique donnent une meilleure image des résultats récurrents du Groupe. Pour cette raison, l'impact de IAS41 est présenté séparément.

KUSD	Palmiers à huile	Caoutchouc	Thé	Autres	Total 2009	Total 2008
Amortissements	2.217	321	25	199	<b>2.762</b>	<b>2.153</b>
Variation actifs biologiques	19.947	-639	-62	-37	<b>19.209</b>	<b>22.702</b>
Coûts de plantation	-12.154	-1.231	-68	-162	<b>-13.615</b>	<b>-17.934</b>
Reprises	358	49			<b>407</b>	<b>78</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>10.368</b>	<b>-1.500</b>	<b>-105</b>	<b>0</b>	<b>8.763</b>	<b>6.999</b>
Impact impôts					<b>-2.768</b>	<b>-2.590</b>
Impact changement % d'imposition Indonésie					<b>0</b>	<b>5.462</b>
<b>Impact net</b>					<b>5.995</b>	<b>9.871</b>

Scindé entre les activités poursuivies et les activités abandonnées, ce tableau se présente comme suit:

KUSD	Activités			Activités		
	poursuivies	abandonnées	Total 2009	poursuivies	abandonnées	Total 2008
Amortissements	2.762		<b>2.762</b>	2.122	31	<b>2.153</b>
Variation actifs biologiques	19.209		<b>19.209</b>	22.812	-110	<b>22.702</b>
Coûts de plantation	-13.615		<b>-13.615</b>	-17.717	-217	<b>-17.934</b>
Reprises	407		<b>407</b>	71	7	<b>78</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>8.763</b>	<b>0</b>	<b>8.763</b>	<b>7.288</b>	<b>-289</b>	<b>6.999</b>
Impact impôts	-2.768		<b>-2.768</b>	-2.619	29	<b>-2.590</b>
Impact changement % d'imposition Indonésie	0		<b>0</b>	5.462		<b>5.462</b>
<b>Impact net</b>	<b>5.995</b>	<b>0</b>	<b>5.995</b>	<b>10.131</b>	<b>-260</b>	<b>9.871</b>

#### Impact de IAS41 sur le tableau des flux de trésorerie

KUSD	2009	2008
Variation actifs biologiques	-19.209	-22.702
Coûts de plantation (inclus dans investissements)	13.615	17.934
Mise hors d'usage (inclus dans ventes)	-407	-78
	<b>-6.001</b>	<b>-4.846</b>

### 11. Immobilisations corporelles

KUSD	2009						2008	
	Terrains, immeubles et infrastructure	Installations et machines	Matériel de transport	Matériel de bureaux mobilier et autres	Contrats de location	En cours	Total immobilisations corporelles	Total immobilisations corporelles
Valeur comptable brute au 1 <sup>er</sup> janvier	42.147	55.849	20.057	5.696	2.060	3.889	<b>129.698</b>	<b>119.333</b>
Changement du périmètre	-6	-70	-17	-37			<b>-130</b>	<b>-1.035</b>
Acquisitions	6.537	2.983	2.516	603		3.128	<b>15.767</b>	<b>15.178</b>
Ventes et reprises	-82	-142	-1.825	-162	-39	-373	<b>-2.623</b>	<b>-2.932</b>
Transferts	293	477	4	-277		-1.737	<b>-1.240</b>	<b>-332</b>
Autres	-1.106	-195	-149	-35		-27	<b>-1.512</b>	<b>0</b>
Écarts de conversion	342	100	72	20		1	<b>535</b>	<b>-514</b>
Valeur comptable brute au 31 décembre	48.125	59.002	20.658	5.808	2.021	4.881	<b>140.495</b>	<b>129.698</b>
Amortissements et réductions de valeur cumulés au 1 <sup>er</sup> janvier	-14.816	-28.034	-13.718	-3.306	-162	0	<b>-60.036</b>	<b>-54.565</b>
Changement du périmètre	2	48	16	34			<b>100</b>	<b>-467</b>
Amortissements	-1.664	-3.358	-2.180	-351	-393		<b>-7.946</b>	<b>-7.990</b>
Ventes et reprises	61	124	1.817	157	5		<b>2.164</b>	<b>2.518</b>
Transferts							<b>0</b>	<b>57</b>
Autres	248	184	148	36			<b>616</b>	<b>0</b>
Écarts de conversion	-250	-86	-66	-10			<b>-412</b>	<b>411</b>
Amortissements et réductions de valeur cumulés au 31 décembre	-16.419	-31.122	-13.983	-3.440	-550	0	<b>-65.514</b>	<b>-60.036</b>
Valeur comptable nette au 1 <sup>er</sup> janvier	27.331	27.815	6.339	2.390	1.898	3.889	<b>69.662</b>	<b>64.768</b>
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre</b>	<b>31.706</b>	<b>27.880</b>	<b>6.675</b>	<b>2.368</b>	<b>1.471</b>	<b>4.881</b>	<b>74.981</b>	<b>69.662</b>

Le poste "Autres" représente les excédents d'actifs de Senior Ltd au poste "Actifs conservés pour la vente" (voir également note 23)

## 12. Immeubles de placement

En 2008, la vente du dernier immeuble à San Antonio aux Etats-Unis, Cherry Ridge Office Park, a été conclue, pour un prix de vente brut de KUSD 8.100. Après déduction des frais de vente et de l'impôt sur la plus-value, le résultat net de la vente s'élève à KUSD 5.281 et l'impact sur le résultat de 2008 est de KUSD 3.475.

KUSD	2009	2008
Valeur comptable brute au 1 <sup>er</sup> janvier	46	3.641
Changement du périmètre		
Acquisitions		
Ventes et reprises		-3.595
Ecart de conversion		
Valeur comptable brute au 31 décembre	46	46
Amortissements et réductions de valeur cumulés au 1 <sup>er</sup> janvier	-43	-1.272
Changement du périmètre		
Amortissements		
Ventes et reprises		1.229
Ecart de conversion		
Amortissements et réductions de valeur cumulés au 31 décembre	-43	-43
Valeur comptable nette au 1 <sup>er</sup> janvier	3	2.369
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre</b>	<b>3</b>	<b>3</b>

## 13. Actifs financiers

KUSD	2009					Total	2008
	Entreprises associées		Autres entreprises		Autres créances		
	Participations	Créances	Participations	Créances			
Valeur comptable brute au 1 <sup>er</sup> janvier	6.698	0	4.934	3.274	1.422	<b>16.328</b>	<b>22.433</b>
Changement du périmètre						<b>0</b>	<b>17</b>
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	Assurances Sipef-CI SA	913				<b>913</b>	<b>-2.230</b>
Dividendes distribués						<b>0</b>	<b>-4.345</b>
Acquisitions						<b>0</b>	<b>31</b>
Autres variations			-379		-908	<b>-1.287</b>	<b>-176</b>
Autres cessions						<b>0</b>	<b>-1.347</b>
Écart de conversion	270			62	17	<b>349</b>	<b>-758</b>
Valeur comptable brute au 31 décembre	7.881	0	4.555	3.336	531	<b>16.303</b>	<b>16.183</b>
Réductions de valeur cumulées au 1 <sup>er</sup> janvier	0	0	-776	-3.274	-634	<b>-4.684</b>	<b>-5.118</b>
Réductions de valeur					634	<b>634</b>	<b>544</b>
Reprises						<b>0</b>	<b>0</b>
Écart de conversion				-62		<b>-62</b>	<b>35</b>
Réductions de valeur cumulées au 31 décembre	0	0	-776	-3.336	0	<b>-4.112</b>	<b>-4.539</b>
Valeur comptable nette au 1 <sup>er</sup> janvier	6.698	0	4.158	0	788	<b>11.644</b>	<b>17.315</b>
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre</b>	<b>7.881</b>	<b>0</b>	<b>3.779</b>	<b>0</b>	<b>531</b>	<b>12.191</b>	<b>11.644</b>

Les participations dans des entreprises associées concernent:

KUSD	Monnaie fonctionnelle	% d'intérêts	Capitaux propres part du Groupe	Goodwill	Participations dans des sociétés du groupe	Valeur comptable nette
B.D.M. NV	EUR	50,00	2.002		-1.608	394
Bruns ten Brink BV	EUR	50,00	33	312		345
Asco NV	EUR	50,00	7.779		-1.646	6.133
Asco Life NV	EUR	20,00	1.009			1.009
<b>Total</b>			<b>10.823</b>	<b>312</b>	<b>-3.254</b>	<b>7.881</b>

Les participations dans les autres entités comprennent, une participation de 32% dans Sipef-CI SA en Côte d'Ivoire (valeur nette comptable de KUSD 3.574), une participation de 9,6% dans Gedei NV (valeur nette comptable de KUSD 166).

La valeur nette comptable de Sipef-Ci SA est valorisée dans les fonds propres estimés au 31 décembre 2008.

En juin 2008, suite au changement de la structure de l'actionnariat et du management de Sipef-CI SA ainsi qu'aux informations financières devenues non fiables, il fut décidé de ne plus appliquer la méthode de mise en équivalence à partir du deuxième semestre avec la conséquence d'un déplacement de la valeur nette comptable (KUSD 4.526) et de la créance (montant brut et amortissement de respectivement KUSD 2.742 et KUSD -1.988) des "entreprises associées" vers les "autres entreprises disponibles à la vente".

Au 31/12/2009 un test d'évaluation a été effectué sur ces participations sur base des dernières informations disponibles. Ce test n'a pas conduit à une adaptation des valeurs dans les livres.

La liquidation d'Agridus SA fut définitivement clôturée au cours de cette année comptable (KUSD -379).

La diminution des autres créances (KUSD -908) concerne essentiellement le remboursement de la créance à long terme sur Sipef-Ci.

La réduction de valeur (KUSD 634) a été reprise via "autres produits opérationnels".

#### 14. Autres créances non-courantes

Les autres créances concernent essentiellement une créance sur Phu Ben Tea Company (KUSD 1.674) engendrée lors de la vente en 2008 et pour laquelle les garanties nécessaires pour le remboursement ont été obtenues.

En 2009, les plans de remboursement des créances sur Phu Ben Tea et UOC ont été respectés et les anciennes pertes de moins values sur UOC ont été retiré via les autres produits opérationnels.

KEUR	2008	Remboursement	Reprise	2009
Brut	552	-552		0
Amortissement	-107		107	0
UOC	445	-552	107	0
Cours de change	0,7185			0,6942
KUSD				
UOC	619			0
Phu Ben Tea	5.015			1.674
Autre	146			146
<b>Total</b>	<b>5.780</b>			<b>1.820</b>

#### 15. Stocks

Analyse des stocks

KUSD	2009	2008
Matières premières et fournitures	10.761	11.068
Produits finis	13.605	16.685
Acomptes versés		
<b>Total</b>	<b>24.366</b>	<b>27.753</b>

En 2009, le stock n'a pas été amorti (contre KUSD 239 en 2008).

## 16. Autres actifs courants et autres passifs courants

Les autres créances (KUSD 17.403) comprennent des créances TVA pour KUSD 10.205 et une créance concernant la vente de Phu Ben Company pour KUSD 1.686.

Le solde de KUSD 5.512 concerne une créance fiscale (contre KUSD 1.638 en 2008).

Les autres dettes (KUSD 12.136) représentent principalement des dettes sociales (rémunérations, provisions pour pécules de vacances et provisions pour bonus) et des factures à recevoir.

## 17. Capitaux propres du Groupe

Les éléments des capitaux propres et la variation entre 31 décembre 2007 et 31 décembre 2009 sont repris dans l'état des variations des capitaux propres.

### Capital social et primes d'émission

Fin décembre 2008, l'action a été divisée en 10 nouvelles actions, avec la conséquence d'une dématérialisation de toutes les actions émises.

Les données par action de 2007 et 2006 ont également été amendées en conséquence.

Le capital souscrit de la Société au 31 décembre 2007 s'élève à K€ 34.768 (KUSD 45.819). Il est représenté par 8.951.740 actions ordinaires entièrement libérées sans désignation de valeur nominale. L'évolution du capital social et des primes d'émission depuis fin 2006 jusqu'à fin 2008 sont présentés comme suit, en Euro comme en US dollar:

Date	Nombre d'actions	Capital (KEUR)	Le pair comptable	Prime d'émission (KEUR)	Total (KEUR)	Total/action
2007	8.951.740	34.768	3,88	16.285	51.053	5,70
2008	8.951.740	34.768	3,88	16.285	51.053	5,70
2009	8.951.740	34.768	3,88	16.285	51.053	5,70

Datum	Nombre d'actions	Capital (KUSD)	Le pair comptable	Prime d'émission (KUSD)	Total (KUSD)	Total/action
2007	8.951.740	45.819	5,12	21.502	67.321	7,52
2008	8.951.740	45.819	5,12	21.502	67.321	7,52
2009	8.951.740	45.819	5,12	21.502	67.321	7,52

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 juillet 2006 a à nouveau accordé l'autorisation au Conseil d'Administration d'augmenter le capital à concurrence de K€ 33.888 (en une fois ou en plusieurs fois) pour une période de 5 ans à compter de la publication de cette décision. Le Conseil a fait usage de cette autorisation pour un montant de K€ 880 dans le cadre des augmentations de capital de 2006 et 2007.

La structure de l'actionnariat déclarée au 31 décembre 2009 est la suivante:

	Nombre d'actions	Date de déclaration	Dénominateur	%
Par accord mutuel				
N.I.M. NV (liée à AvH NV)	1.781.493	31/08/09	8.951.740	19,90
AvH NV (liée à N.I.M. NV)	51.627	31/08/09	8.951.740	0,58
Gedei NV (liée au Baron Bracht et Cabra NV)	464.340	31/08/09	8.951.740	5,19
Cabra NV (liée au Baron Bracht et Gedei NV)	412.730	31/08/09	8.951.740	4,61
Baron Bracht (lié à Cabra NV et Gedei NV)	200.180	31/08/09	8.951.740	2,24
	<b>2.910.370</b>			<b>32,52</b>
Fortis Investment Management NV	491.740	1/09/08	8.951.740	5,49
Alcatel Pensioenfond VZW	469.600	1/09/08	8.951.740	5,25

### Ecarts de conversion

Les écarts de conversion comprennent tous les écarts résultant de la conversion des états financiers des entités étrangères qui ne font pas partie intégrante des entités de la Société.

KUSD

Solde d'ouverture au 31 décembre 2008	-13.264
Variation, consolidation intégrale	-297
Variation, méthode de la mise en équivalence	269
<b>Solde de clôture au 31 décembre 2009</b>	<b>-13.292</b>

**Dividende**

Un dividende de KEUR 9.847 (1,1 brut par action ordinaire) a été proposé par le Conseil d'Administration le 24 février 2010. L'Assemblée Générale des Actionnaires de SA SIPEF NV ne l'ayant pas encore approuvé, ce dividende n'a pas été comptabilisé au passif dans les états financiers au 31 décembre 2009.

**Gestion du capital**

La structure du capital du Groupe est basée sur la stratégie financière déterminée par le Conseil d'Administration. Elle rend compte de tous les éléments importants qui répondent aux besoins stratégiques et quotidiens du Groupe.

Chaque année, la direction soumet le plan de financement à l'approbation du Conseil d'Administration.

**18. Intérêts non contrôlant**

Ceux-ci comprennent principalement les intérêts des actionnaires minoritaires dans le capital et le résultat net de:

%	2009	2008
PT Tolan Tiga	5,00	5,00
PT Eastern Sumatra	9,75	9,75
PT Kerasaan	43,00	43,00
PT Bandar Sumatra	5,00	5,00
PT Timbang Deli	5,00	5,00
PT Melania	26,47	26,47
PT Umbul Mas Wisesa	26,47	26,47
PT Citra Sawit Mandiri	26,47	26,47
PT Toton Usaha Mandiri	22,60	22,60
PT Agro Muko	2,02	2,02
Bonal SA	-	30,18
Senor Ltd	2,71	2,71
Jabelmalux SA	22,60	22,60

Mouvement des intérêts non contrôlant:

KUSD	2009	2008
Au terme de l'exercice précédent	18.796	15.132
- Changement du périmètre	-123	0
- Bénéfice de la période attribuable aux intérêts non contrôlant	4.400	5.145
- Dividendes distribués	-1.462	-1.643
- Augmentation de capital	0	162
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>21.611</b>	<b>18.796</b>

**19. Provisions**

Les provisions comprennent une provision pour des 'immeubles construits' se trouvant sous garantie auprès de SA SIPEF NV (KUSD 133).

## 20. Obligations en matière de pensions

### Plans 'but à atteindre'

Les plans de pension sont principalement des régimes à prestations définies en Indonésie.

Ces plans de pension, qui prévoient le paiement d'un capital postérieur à l'emploi, ne sont pas financés auprès d'une entité externe.

La réconciliation suivante montre la variation de la provision totale pour pensions entre 2008 et 2009:

KUSD	2008	Coût de pension	Avantages payés	Différences de changes	Ecart de conversion	Variation périmètre	2009
Indonésie	7.813	1.337	-1.817	1.238			8.571
Côte d'Ivoire	350	26			12		388
Autres	145	107					252
	<b>8.308</b>	<b>1.470</b>	<b>-1.817</b>	<b>1.238</b>	<b>12</b>	<b>0</b>	<b>9.211</b>

Les variables actuarielles suivantes sont utilisées dans le calcul de la provision pour pensions en Indonésie:

	2009	2008
Taux d'actualisation	10,5%	12,0%
Futures augmentations salariales	8,0%	9,5%
Age de retraite	55 ans ou 30 ans d'ancienneté	

Les obligations en matière de pensions à prestations définies en Indonésie ont évolué de la manière suivante:

KUSD	2009	2008
Solde d'ouverture	7.813	8.912
Coût de service	548	563
Charge d'intérêt	1.055	915
Avantages payés	-1.817	-1.474
Profit/perte actuarielle	-266	161
Différences de changes	1.238	-1.264
<b>Solde de clôture</b>	<b>8.571</b>	<b>7.813</b>

Les montants comptabilisés dans le bilan sont les suivants:

KUSD	2009	2008
Obligations en matières de pensions	8.571	7.813
Dette enregistrée au bilan	8.571	7.813

Les coûts pour les pensions en Indonésie, comptabilisés dans le compte de résultats, peuvent être analysés comme suit:

KUSD	2009	2008
Coût de service	548	563
Charge d'intérêt	1.055	915
Profit/perte actuarielle	-266	161
<b>Coût des pensions</b>	<b>1.337</b>	<b>1.639</b>

Les montants sont classés sous les rubriques 'Coût des ventes' et 'Coûts commerciaux et administratifs' du compte de résultats.

Les ajustements liés à l'expérience qui influencent les obligations se présentent comme suit:

KUSD	2009	2008	2007
Obligations en matière de pensions	8.571	7.813	8.912
Ajustements liés à l'expérience	-292	187	282
	<b>-3,4%</b>	<b>2,4%</b>	<b>3,2%</b>

Les paiements estimés pour 2010 sont KUSD 908.

### Régimes à cotisations définies

Les montants versés dans le cadre des régimes à cotisation définies atteignent KUSD 1.121 (KUSD 906 pour 2008).

Les montants versés dans le cadre des plans de pensions belges reçoivent un rendement minimum garanti.

Vu que cette garantie est supportée principalement par les compagnies d'assurance, ces plans de pension sont considérés comme des régimes à cotisations définies.

## 21. Actifs/(passifs) financiers nets

Les actifs/(passifs) financiers nets peuvent être analysés comme suit::

KUSD	2009	2008
Dettes financières à long terme	-8.847	-14.512
Partie à court terme des dettes financières à long terme	-5.645	-5.765
<b>Dettes ayant une échéance à l'origine à plus d'un an</b>	<b>-14.492</b>	<b>-20.277</b>
Dettes à court terme - établissements de crédit	-1.837	-1.175
Placements de trésorerie	10.315	4.985
Trésorerie et équivalents de trésorerie	42.122	30.920
<b>Actifs/(passifs) financiers nets</b>	<b>36.108</b>	<b>14.453</b>

Analyse des Actifs/(passifs) financiers nets 2009 par monnaie (KUSD)

	EUR	USD	Autres	Total
Dettes ayant une échéance à l'origine à plus d'un an		-13.000	-1.492	-14.492
Dettes financières à court terme	-1.812	-25		-1.837
Placements de trésorerie	10.315			10.315
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1.426	39.305	1.391	42.122
<b>Total</b>	<b>9.929</b>	<b>26.280</b>	<b>-101</b>	<b>36.108</b>

Les placements en EUR de KUSD 10.315 concernent principalement des fonds qui ont été réservés pour le paiement du dividende proposé.

En ce qui concerne le maintien du dividende en fin de période, une dévaluation ou une réévaluation de 10% de l'Euro par rapport au USD ont sur le compte de profits et pertes l'impact suivant.

KUSD	EUR + 10%	Valeur nette comptable	EUR - 10%
Dividende	9.285	10.315	11.348
Impact brut sur le compte de résultats	1.030	0	-1.033

Analyse de charges d'intérêts de dettes ayant une échéance à l'origine à plus d'un an:

KUSD	2009	% du total	Coût moyen pondéré
Taux fixe	-1.492	10%	9,52%
Economiquement couvert par IRS	-13.000	90%	6,45%
Taux variable	0	0%	Variable
	<b>-14.492</b>	<b>100%</b>	

Les engagements financiers à long terme ne concernent aucuns arriérés d'emprunt et sont garantis par des valeurs d'actifs de l'entreprise pour un montant de KUSD 1.492.

A fin 2009, l'échéancier des dettes ayant une échéance à l'origine à plus d'un an se présente comme suit:

KUSD	2009
2010	-5.645
2011	-5.701
2012	-3.146
<b>Total</b>	<b>-14.492</b>

Reconciliation de la situation financière nette et le tableau des flux de trésorerie

KUSD	2009	2008
Situation financière nette au début de la période	14.453	-8.280
(Augmentation)/diminution des emprunts à long terme	5.784	7.824
(Augmentation)/diminution des dettes financières à court terme	-698	14.677
Variation nette de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	16.531	555
Cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	3	-5
Variation périmètre	35	-318
<b>Situation financière nette à la fin de la période</b>	<b>36.108</b>	<b>14.453</b>

## 22. Dettes commerciales et autres dettes > 1 an

La dette commerciale à plus d'un an concerne une dette sans intérêts sur Plantations J. Eglin SA.

## 23. Actifs / passifs non courants détenus en vue de la vente

Le solde des actifs au Brésil, regroupés au sein de la société Senor Ltd, devrait être vendu au courant de 2010 et est repris comme tel dans le bilan.

Les actifs et passifs principaux concernant ces entreprises sont repris ci-dessous:

KUSD	2009
Actifs biologiques	1.095
Immobilisations corporelles	897
Actifs courant	78
<b>Actif non courant détenus en vue de la vente</b>	<b>2.070</b>
Dettes commerciales	-51
Autres dettes	-354
<b>Passifs liés aux actifs non courant détenus en vue de la vente</b>	<b>-405</b>
<b>Actifs nets non courants détenus en vue de la vente</b>	<b>1.665</b>

## 24. Résultat non-récurrent

Les résultats non-récurrents se situent dans les "Autres produits/(charges) opérationnel(le)s" et 'Activités abandonnées' et peuvent être détaillés comme suit:

KUSD	2009			2008		
	Autres produits/ (charges) opérationnel(le)s	Activités abandonnées	Total	Autres produits/ (charges) opérationnel(le)s	Activités abandonnées	Total
Vente Cavalla Rubber Corporation et CKE	74		<b>74</b>	408		<b>408</b>
Vente Sipeflor SA			<b>0</b>	-91		<b>-91</b>
Vente Phu Ben Tea Cy			<b>0</b>		362	<b>362</b>
Résultat actif à long terme de la Côte d'Ivoire dans SA SIPEF NV	782		<b>782</b>	757		<b>757</b>
Réduction de valeur des créances.	-235		<b>-235</b>	-369		<b>-369</b>
Réduction de valeur des stocks.			<b>0</b>	-239		<b>-239</b>
Vente Sipef Guinée	513		<b>513</b>			<b>0</b>
Goodwill acquisition Bonal	123		<b>123</b>			<b>0</b>
Badwill achat SBM			<b>0</b>	27		<b>27</b>
Liquidation Franklin Falls Timber Cy, Inc			<b>0</b>		5.097	<b>5.097</b>
<b>Total non-récurrent</b>	<b>1.257</b>	<b>0</b>	<b>1.257</b>	<b>493</b>	<b>5.459</b>	<b>5.952</b>
Impact d'impôts sur le résultat non-récurrent			<b>0</b>	126	-1.777	<b>-1.651</b>
<b>Résultat non-récurrent après impôts</b>	<b>1.257</b>	<b>0</b>	<b>1.257</b>	<b>619</b>	<b>3.682</b>	<b>4.301</b>
Intérêts non contrôlant	0	0	<b>0</b>	0	108	<b>108</b>
Détenteurs des capitaux propres de la société mère	1.257	0	<b>1.257</b>	619	3.574	<b>4.193</b>

## Résultat récurrent net ajusté part du Groupe

KUSD	2009	2008
Résultat net - part du Groupe	60.174	58.765
Ajustement résultat non-récurrent	-1.257	-4.193
Ajustement IAS41	-5.530	-8.049
<b>Résultat récurrent net ajusté</b>	<b>53.387</b>	<b>46.523</b>

## 25. Résultat financier

Les produits financiers concernent les intérêts perçus sur des comptes courants avec des sociétés non consolidées et sur des excédents temporaires de trésorerie.

Les charges financières concernent les intérêts sur emprunts à long et à court terme ainsi que les frais de banque et autres coûts financiers.

KUSD	2009	2008
Produits financiers	325	1.851
Charges financiers	-1.530	-1.836
Différences de change	881	1.860
Résultat financier instruments dérivés	215	-670
<b>Résultat financier</b>	<b>-109</b>	<b>1.205</b>

## 26. Impôts sur les résultats

L'état de rapprochement entre la charge d'impôt et les taux d'imposition applicables localement est présenté comme suit:

KUSD	2009	2008
Bénéfice avant impôts	82.562	82.559
Impôts aux taux applicables localement	-23.792	-24.752
Taux d'imposition applicable	28,82%	29,98%
Impact changement % d'imposition Indonésie - actifs biologiques	0	5.462
Impact changement % d'imposition Indonésie - autre	86	-456
Précompte mobilier sur dividendes	-194	-218
Différences permanentes	1.806	126
Impôts différés sur actifs non-courants résultant de fluctuations des taux de change	3.193	-2.821
Charge d'impôt	-18.901	-22.659
Taux d'imposition effectif moyen	22,89%	27,45%

En 2009, le taux d'imposition en Indonésie est réduit à 28%. A partir de 2010, un taux de 25% sera applicable.

Il a été tenu compte de ce changement future de taux d'imposition dans le calcul d'impôts différés au 31 décembre 2009.

Les chiffres consolidés du groupe Sipef sont présentés en USD. Néanmoins, les filiales doivent s'acquitter des impôts calculés et exprimés en monnaie locale.

Par conséquent, la base fiscale des actifs et passifs est exprimée en monnaie locale et des différences temporelles se créent par suite des variations de cours de change.

Les impôts différés qui en résultent sont enregistrés dans le compte de résultats en conforme de IAS 12.41 et ont un impact important sur le taux d'imposition effectif.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés par entité fiscale ce qui donne les actifs et les passifs d'impôts différés suivants:

KUSD	2009	2008
Actifs d'impôts différés	706	802
Passifs d'impôts différés	-41.532	-37.799
<b>Impôts différés nets</b>	<b>-40.826</b>	<b>-36.997</b>

Les actifs d'impôts différés concernent les pertes reportées dans Galley Reach Holdings Ltd, où grâce à l'évolution positive de la rentabilité du caoutchouc, il est devenu probable que dans le futur, suffisamment de profits fiscaux seront disponibles afin de pouvoir récupérer une partie de ces pertes reportées.

Les mouvements dans les impôts différés (actifs - passifs) sont comme suit:

KUSD	2009	2008
Solde d'ouverture	-36.997	-36.954
Augmentation (= charge)/diminution (= produit) via le compte de résultats	-3.881	-20
Augmentation (= charge)/diminution (= produit) via activités abandonnées	0	29
Reclassification d'actifs destinés à la vente	52	-52
<b>Solde de clôture</b>	<b>-40.826</b>	<b>-36.997</b>

Les impôts différés résultent de:

KUSD	2009	2008
Addition/(utilisation) de pertes fiscales reportées	-548	-2.010
Naissance ou reprise des différences temporelles - actifs biologiques	-2.768	2.843
Naissance ou reprise des différences temporelles - autres actifs non-courant	-457	-651
Naissance ou reprise des différences temporelles - provision retraite	189	-720
Naissance ou reprise des différences temporelles - évaluation des stocks	-988	482
Naissance ou reprise des différences temporelles - autres	691	36
	<b>-3.881</b>	<b>-20</b>

Le total des actifs et passifs d'impôts différés n'est pas comptabilisé intégralement dans le bilan. La répartition suivante peut être faite selon les impôts différés totaux comptabilisés ou non comptabilisés:

KUSD	2009		
	Total	Non repris	Repris
Actifs biologiques	-30.510	1.868	-32.378
Autres actifs non-courants	-8.878	980	-9.858
Stocks	-3.152	-13	-3.139
Provision retraite	2.143	0	2.143
Pertes fiscales	9.990	8.307	1.683
Autres	769	46	723
<b>Total</b>	<b>-29.638</b>	<b>11.188</b>	<b>-40.826</b>

La plupart des actifs d'impôt différés non comptabilisés à la fin de 2009 se trouvent chez la société mère, (KUSD 5.821), chez Galley Reach Holdings Ltd (KUSD 2.844) et chez Plantations J. Eglin SA et SBM SA (ensemble KUSD 870).

Pour ces entreprises, il existe une incertitude quant à la réalisation de profits fiscaux suffisants. Les raisons de cette incertitude sont:

- Pour SA SIPEF NV et SA Jabelmalux: le fait que les revenus les plus importants sont peu ou pas du tout assujettis aux impôts sur les revenus (dividendes et plus-values sur actions);
- Pour Galley Reach Holdings Ltd: la non reprise de certaines créances d'impôts différés à plus de 1 an vu la volatilité des prix du caoutchouc;
- Pour Plantations J. Eglin SA/SBM SA: la situation politique instable en Côte d'Ivoire et l'incertitude concernant les prix futurs pour les bananes.

Les pertes fiscales totales (comptabilisées et non comptabilisées) ont l'échéance suivante:

KUSD	2009		
	Total	Non repris	Repris
1 an	0	0	0
2 ans	0	0	0
3 ans	143	0	143
4 ans	1.022	0	1.022
5 ans	0	0	0
Illimité	8.825	8.307	518
<b>Total</b>	<b>9.990</b>	<b>8.307</b>	<b>1.683</b>

Les impôts payés comme indiqués dans le tableau des flux de trésorerie sont composés des éléments suivants:

KUSD	2009	2008
Charge d'impôt	-18.901	-22.659
Impôts différés	3.881	20
<b>Impôts exigibles</b>	<b>-15.020</b>	<b>-22.639</b>
Impôts activités abandonnées	0	-1.806
Variation des impôts payés par versement anticipé	-3.765	-1.430
Variation des impôts à payer	359	5.003
<b>Impôts payés</b>	<b>-18.426</b>	<b>-20.872</b>

## 27. Quote-part dans le résultat des entreprises associées

Après la reclassification de la société de plantations SIPEF-CI SA en actions disponibles à la vente en 2008, les sociétés mise en équivalence sont limitées au groupe d'assurances B.D.M. NV et ASCO NV dont les activités principales sont l'assurance de cargaison et de risques industriels.

Le résultat de l'exercice précédent fut fort touché par les réajustements de la juste valeur de son portefeuille et le résultat de 2009 était à nouveau normal, nonobstant la baisse suite à la crise du trafic maritime mondial, ce qui a pesé sur le volume des primes.

## 28. Activités abandonnées

Fin 2008, Phuben Tea Cy a été vendue et la société Franklin Falls Timber Cy, Inc. a été dissoute.

### Analyse du bénéfice de l'année des activités abandonnées

KUSD	2009			2008		
	Avant IAS41	IAS41	Total	Avant IAS41	IAS41	Total
Produits			0	6.595		6.595
Autres produits			0	5.943		5.943
IAS41			0		-289	-289
	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>12.538</b>	<b>-289</b>	<b>12.249</b>
Frais			0	-6.790		-6.790
<b>Bénéfice avant impôts</b>			<b>0</b>	<b>5.748</b>	<b>-289</b>	<b>5.459</b>
Impôts			0	-1.806	29	-1.777
<b>Résultat des activités abandonnées</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3.942</b>	<b>-260</b>	<b>3.682</b>

### Flux de trésorerie des activités abandonnées

KUSD	2009	2008
Flux de trésorerie des activités opérationnelles	0	246
Flux de trésorerie des activités d'investissement	0	5.698
Flux de trésorerie des activités de financement	0	-190
<b>Flux de trésorerie</b>	<b>0</b>	<b>5.754</b>

## 29. Instruments financiers

Les activités courantes exposent le Groupe à divers risques, parmi lesquels l'évolution du prix des produits de base, les taux de change, les taux d'intérêt et les risques de crédit et de liquidités. Afin d'atténuer l'impact des fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt, le Groupe recourt dans une mesure limitée à des instruments financiers dérivés.

### Evolution du prix des produits de base

#### Risque structurel

SIPEF est exposé à des risques structurels liés aux prix des produits de base.

Ces risques résultent principalement de l'impact des prix de l'huile de palme et de l'huile de palmiste et, dans une moindre mesure, du caoutchouc. Un changement du prix de l'huile de palme de 10 USD CIF par tonne a un impact d'environ KUSD 1.250 par an (sans tenir compte de l'impact sur l'actuelle taxe à l'exportation en Indonésie) sur le résultat après impôts. Ce risque est considéré comme un risque courant.

#### Risque transactionnel

Le Groupe est confronté à des risques transactionnels liés aux prix des produits vendus.

Le risque transactionnel est celui de voir fluctuer le prix des matières premières achetées auprès des tiers entre le moment où le prix est fixé avec un client et celui où la transaction est réglée. Ce risque est considéré comme un risque courant.

### Risque de change

Pour SIPEF les risques liés aux devises sont de trois types distincts: structurels, transactionnels et de conversions.

#### Risque structurel

Les revenus de SIPEF étant dans une large mesure exprimés en USD alors que tous les opérations se situent à l'extérieur de la zone USD (Indonésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Côte d'Ivoire et Europe), tout changement du taux de change entre le USD et la monnaie locale a un impact significatif sur les résultats de la Société. La majeure partie de ce risque structurel est considérée comme un risque courant.

*Risque transactionnel*

Le Groupe est par ailleurs sujet à des risques transactionnels liés aux devises. Les taux de change peuvent en effet fluctuer entre le moment où le prix est fixé avec un client, un fournisseur ou un établissement financier et celui du règlement de la transaction. A l'exception d'une couverture naturelle, ces risques ne sont pas couverts étant donnée l'échéance limitée de la plupart des dettes et créances.

Les obligations en matière de pensions en Indonésie sont toutefois des dettes à long terme significatives qui sont payables entièrement en IDR. Une dévaluation ou réévaluation de 10% vis-à-vis de l'USD à un impact sur le compte de résultats comme suit:

KUSD	IDR + 10%	Valeur comptable	IDR - 10%
Obligations en matière de pensions en Indonésie	7.792	8.571	9.523
Impact brut sur le compte de résultats	779	0	-952

Le 24 février 2010 le Conseil d'Administration a proposé le paiement de KEUR 9.847 (EUR 1,1 brut par action ordinaire).

Dans le cadre de notre politique de liquidités et de devises, le risque du cours de change pour le paiement de ce dividende a été couvert en 5 tranches par la vente de KUSD 13.810 pour KEUR 9.847 (cours de change moyen de 0,7131):

- KUSD 10.179 (KEUR 7.161) avant la fin de l'année
- KUSD 3.631 (KEUR 2.686) après la fin de l'année

Analyse de sensibilité: voir note 21

*Risque de conversion*

SIPEF est une entreprise internationale qui possède des entités dont les résultats ne sont pas exprimés en USD. Lorsque leurs résultats sont consolidés dans les états financiers du Groupe, la conversion s'accompagne d'un risque de variation dans la valeur des devises locales par rapport à l'USD. SIPEF ne se couvre pas contre ce risque (voir méthodes comptables).

Etant donné qu'à partir du 1 janvier 2007 la devise fonctionnelle de la plupart des activités est similaire à la devise des comptes rendus, ce risque a en grande partie été limité.

**Risque d'intérêt**

L'exposition du Groupe aux changements dans les taux d'intérêt concerne les obligations liées aux passifs financiers du Groupe. Fin décembre 2009, les actifs/(passifs) financiers nettes du Groupe s'élevaient à KUSD 36.108 (2008: KUSD 14.453) dont KUSD 14.492 (2008: KUSD 20.277) emprunts ayant une échéance à l'origine à plus d'un an et KUSD 50.600 nette (2008: KUSD 34.730) trésorerie à court terme.

Dans le cadre de la gestion globale de ses coûts de financement, le Groupe a décidé de couvrir l'exposition aux risques liés aux taux d'intérêt en contractant des swaps de taux d'intérêts de manière que 100% des emprunts ayant une échéance à l'origine à plus d'un an soient sujets à un taux d'intérêt fixe (voir également note concernant la dette financière nette).

Les moyens financiers disponibles sont placés sous forme de dépôts à court terme.

**Risque de crédit**

Le risque de crédit désigne le risque que l'une des parties ne s'acquitte pas de son obligation et entraîne de ce fait une perte financière pour l'autre partie. Ce risque de crédit peut être seindé en risque de crédit commercial ou financier.

En ce qui concerne le risque de crédit commercial, la direction a élaboré une politique de crédit et l'exposition à ce risque de crédit est suivie de manière continue.

En pratique une distinction est faite entre

KUSD	2009	2008
- créances émanantes de ventes d'huile de palme, caoutchouc et thé	15.969	9.863
- créances émanantes de ventes de fruits tropicaux et de plantes	2.705	2.201
	<b>18.674</b>	<b>12.064</b>

Le risque de crédit de la première catégorie est toutefois limité étant donné que ces ventes sont payées pour la plupart immédiatement contre remise de documents de propriété. En plus il concerne un nombre limité de clients bien connus (par produit environ 90% des ventes sont réalisés par un maximum de 10 clients dont aucun ne représente plus de 30%).

Contrairement à la première catégorie, le risque de crédit des créances émanant des ventes de fruits tropicaux et de plantes est considérable. Ce risque a diminué significativement suite à l'arrêt des activités fruits tropicaux en septembre 2008. Ce changement de profil de risque peut être retrouvé dans l'amélioration de la structure de l'échéancier pour cette catégorie (voir tableau suivant).

Pour les deux catégories il existe un suivi hebdomadaire des soldes non-payés ainsi qu'une politique de sommation active. Des réductions de valeur sont reprises lorsqu'un encaissement entier ou partiel est devenu improbable. Les éléments qui sont pris en considération lors de cette appréciation sont principalement la durée du retard de paiement et la solvabilité du client.

Les créances résultant des ventes de fruits tropicaux et de plantes ont la structure d'échéance suivante:

KUSD	2009	2008	2007
Non expirées	1.971	1.450	2.502
Expirées < 30 jours	580	521	1.530
Expirées entre 30 et 60 jours	154	40	68
Expirées entre 60 et 90 jours	0	106	-3
Expirées de plus de 90 jours	0	84	481
	<b>2.705</b>	<b>2.201</b>	<b>4.578</b>

En 2009, des réductions de valeur cumulées de KUSD 243 ont été reprises des créances émanantes de ventes de fruits tropicaux et de plantes (2008: KUSD 189).

Afin de limiter le risque de crédit financier, SIPEF a placé ses activités principales auprès d'un groupe limité de banques d'une haute solvabilité.

En 2009, comme pour les années précédentes, il n'y eu aucune transgression dans les conditions d'accords de crédits ni défaut dans les délais de paiement.

### Risque de liquidités

Une manque matériel et incessant de nos flux de trésorerie endommagerait notre solvabilité et la confiance des investisseurs et pourrait limiter le pouvoir du Groupe d'attirer du capital.

Le flux de trésorerie opérationnelle offre les moyens pour financer les passifs financiers et pour améliorer la valeur pour les actionnaires.

SIPEF contrôle les risques de liquidités moyennant des estimations à court et à long terme des flux de trésorerie future. SIPEF garde l'accès vers les marchés financiers moyennant des programmes de dettes à court et à long terme.

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie (non escomptés) conclus contractuellement émanants de dettes à la date du bilan:

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins d'un an	1-2 ans	2-3 ans	3-4 ans	Plus de 5 ans
2009 - KUSD							
Dettes commerciales et autres dettes > 1 an	144	-144					-144
Passifs financiers > 1 an	8.847	-9.394		-6.142	-3.252		
<b>Passifs non-courants</b>	<b>8.991</b>	<b>-9.538</b>	<b>0</b>	<b>-6.142</b>	<b>-3.252</b>	<b>0</b>	<b>-144</b>
Dettes commerciales et autres dettes < 1 an							
Dettes commerciales	9.525	-9.525	-9.525				
Acomptes reçus	314	-314	-314				
Passifs financiers < 1 an							
Partie à court terme des dettes > 1 an	5.645	-6.788	-6.788				
Dettes financières	1.837	-1.837	-1.837				
Instruments financiers dérivés	798	-803	-562	-230	-11		
Autres passifs courants	4.667	-4.667	-4.667				
<b>Passifs courants</b>	<b>22.786</b>	<b>-23.934</b>	<b>-23.693</b>	<b>-230</b>	<b>-11</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
2008 - KUSD							
Dettes commerciales et autres dettes > 1 an	139	-139					-139
Passifs financiers > 1 an	14.512	-15.832		-6.424	-6.149	-3.259	
<b>Passifs non-courants</b>	<b>14.651</b>	<b>-15.971</b>	<b>0</b>	<b>-6.424</b>	<b>-6.149</b>	<b>-3.259</b>	<b>-139</b>
Dettes commerciales et autres dettes < 1 an							
Dettes commerciales	13.630	-13.630	-13.630				
Acomptes reçus	88	-88	-88				
Passifs financiers < 1 an							
Partie à court terme des dettes > 1 an	5.765	-6.788	-6.788				
Dettes financières	1.175	-1.175	-1.175				
Instruments financiers dérivés	1.013	-1.039	-583	-301	-148	-7	
Autres passifs courants	3.443	-3.443	-3.443				
<b>Passifs courants</b>	<b>25.114</b>	<b>-26.163</b>	<b>-25.707</b>	<b>-301</b>	<b>-148</b>	<b>-7</b>	<b>0</b>

**Juste valeur**

Les justes valeurs des instruments financiers sont:

KUSD	2009	2008
Opérations de change à terme	-	-
Swaps de taux d'intérêt	-798	-1.013
<b>Juste valeur (+ = actif; - = passif)</b>	<b>-798</b>	<b>-1013</b>

En accord avec IFRS 7 les dérivés financiers sont placés au niveau 1,2 ou 3.

- Le niveau 1 concerne les justes valeurs sur base des valeurs de marché cotés.
- Le niveau 2 concerne les justes valeurs sur base des données autres qu'au niveau 1 mais qui sont identifiables pour l'actif de l'obligation.
- Le niveau 3 concerne la juste valeur qui n'est pas basée sur des données identifiables.

La juste valeur du swap de taux d'intérêts a été calculée sur base des tarifs interbancaires de taux d'intérêt au 31 décembre 2009 et 2008 et a été placée au niveau 2. Le montant notionnel du swap amorti s'élève à KUSD 13.000.

Une hausse ou une baisse du tarif des taux d'intérêt de 10 points de base mènent respectivement à une baisse ou à une hausse de la juste valeur de 18 KUSD.

**Instruments financiers par catégorie**

Le tableau ci-dessous représente les instruments financiers par catégorie à fin 2009 et 2008. La valeur comptable mentionnée dans ce résumé est également représentative pour la juste valeur.

Les dettes ayant une échéance à l'origine à plus d'un an (KUSD 14.492; 2008: KUSD 20.277) concernent des emprunts couverts par un swap de taux d'intérêt pour KUSD 13.000 (2008: KUSD 18.200) et des emprunts à taux d'intérêt fixe pour KUSD 1.492 (2008: KUSD 1.805). La direction est d'avis que, vu la situation du marché, la valeur comptable des emprunts à taux d'intérêt fixe est également représentative pour la valeur réelle.

2009 - KUSD	Actifs disponible à la vente	Prêts et débiteurs	Instruments dérivés (1)	Total valeur comptable
<b>Actifs financiers</b>				
Autres participations				0
Autres actifs financiers	3.778	532		4.310
<b>Créances &gt; 1 an</b>				
Autres créances		1.820		1.820
<b>Total actifs financiers non-courants</b>	<b>3.778</b>	<b>2.352</b>	<b>0</b>	<b>6.130</b>
<b>Créances commerciales et autres créances</b>				
Créances commerciales		18.674		18.674
<b>Investissements</b>				
Instruments financiers et placements		10.315		10.315
Trésorerie et équivalents de trésorerie		42.122		42.122
Autres actifs courants		936		936
<b>Total actifs financiers courants</b>	<b>0</b>	<b>72.047</b>	<b>0</b>	<b>72.047</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>3.778</b>	<b>74.399</b>	<b>0</b>	<b>78.177</b>
<b>Passifs financiers</b>				
		Instruments dérivés	Autres passifs (2)	Total valeur comptable
Dettes commerciales et autres dettes > 1 an			144	144
Passifs financiers > 1 an (y compris les instruments dérivés)			8.847	8.847
<b>Total passifs financiers non-courants</b>		<b>0</b>	<b>8.991</b>	<b>8.991</b>
<b>Dettes commerciales et autres dettes &lt; 1 an</b>				
Dettes commerciales			9.525	9.525
Acomptes reçus			314	314
<b>Passifs financiers &lt; 1 an</b>				
Partie à court terme des dettes > 1 an			5.645	5.645
Dettes financières			1.837	1.837
Instruments financiers dérivés		798		798
Autres passifs courants			4.667	4.667
<b>Total passifs financiers courants</b>		<b>798</b>	<b>21.988</b>	<b>22.786</b>
<b>Total passifs financiers</b>		<b>798</b>	<b>30.979</b>	<b>31.777</b>

(1) sont considérés techniquement comme maintenus pour la vente sous IAS39

(2) contre prix de revient amorti

2008 - KUSD	Actifs disponible à la vente	Prêts et débiteurs	Instruments dérivés (1)	Total valeur comptable
<b>Actifs financiers</b>				
Autres participations				<b>0</b>
Autres actifs financiers	4.157	789		<b>4.946</b>
<b>Créances &gt; 1 an</b>				
Autres créances		5.780		<b>5.780</b>
<b>Total actifs financiers non-courants</b>	<b>4.157</b>	<b>6.569</b>	<b>0</b>	<b>10.726</b>
<b>Créances commerciales et autres créances</b>				
Créances commerciales		12.064		<b>12.064</b>
<b>Investissements</b>				
Instruments financiers et placements		4.985		<b>4.985</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie		30.920		<b>30.920</b>
Autres actifs courants		1.084		<b>1.084</b>
<b>Total actifs financiers courants</b>	<b>0</b>	<b>49.053</b>	<b>0</b>	<b>49.053</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>4.157</b>	<b>55.622</b>	<b>0</b>	<b>59.779</b>
		Instruments dérivés	Autres passifs (2)	Total valeur comptable
Dettes commerciales et autres dettes > 1 an			139	<b>139</b>
Passifs financiers > 1 an (y compris les instruments dérivés)			14.512	<b>14.512</b>
<b>Total passifs financiers non-courants</b>		<b>0</b>	<b>14.651</b>	<b>14.651</b>
<b>Dettes commerciales et autres dettes &lt; 1 an</b>				
Dettes commerciales			13.630	<b>13.630</b>
Acomptes reçus			88	<b>88</b>
<b>Passifs financiers &lt; 1 an</b>				
Partie à court terme des dettes > 1 an			5.765	<b>5.765</b>
Dettes financières			1.175	<b>1.175</b>
Instruments financiers dérivés		1.013		<b>1.013</b>
Autres passifs courants			3.443	<b>3.443</b>
<b>Total passifs financiers courants</b>		<b>1.013</b>	<b>24.101</b>	<b>25.114</b>
<b>Total passifs financiers</b>		<b>1.013</b>	<b>38.752</b>	<b>39.765</b>

(1) sont considérés techniquement comme maintenus pour la vente sous IAS39

(2) contre prix de revient amorti

La contribution au résultat net des instruments financiers par catégorie est présentée comme suit:

	Actifs disponibles à la vente	Prêts et débiteurs	Trésorerie	Instruments dérivés	Coût amorti	Total
<b>2009 - KUSD</b>						
Chiffre d'affaires	2					<b>2</b>
Coûts commerciaux et administratifs						<b>0</b>
Autres produits/(charges) opérationnel(le)s						<b>0</b>
	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
Produits financiers		215	325			<b>540</b>
Charges financières	-1		-239		-1.290	<b>-1.530</b>
Dérivés maintenus à des fins économiques				215		<b>215</b>
	<b>-1</b>	<b>215</b>	<b>86</b>	<b>215</b>	<b>-1.290</b>	<b>-775</b>
<b>2008 - KUSD</b>						
Chiffre d'affaires	15					<b>15</b>
Coûts commerciaux et administratifs						<b>0</b>
Autres produits/(charges) opérationnel(le)s						<b>0</b>
	<b>15</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>15</b>
Produits financiers		903	948			<b>1.851</b>
Charges financières	-9		-801		-1.696	<b>-2.506</b>
Dérivés maintenus à des fins économiques				-670		<b>-670</b>
	<b>-9</b>	<b>903</b>	<b>147</b>	<b>-670</b>	<b>-1.696</b>	<b>-1.325</b>

### 30. Co-entreprises

L'entité PT Agro Muko en Indonésie est gérée selon les principes des co-entreprises (contrôle conjoint) et est comptabilisé selon la méthode de consolidation proportionnelle. Les chiffres clés de la co-entreprise (à concurrence des 40,475% détenus par le Groupe) sont les suivants:

KUSD	2009	2008
Etat consolidé de la situation financière		
Actifs non-courants	30.060	31.426
Actifs courants	13.356	6.756
Passifs non-courants	-4.831	-5.681
Passifs courants	-1.692	-2.259
<b>Total capitaux propres</b>	<b>36.893</b>	<b>30.242</b>
Compte de résultats		
Résultat opérationnel	7.939	10.265
Résultat financier	319	160
Charge d'impôts	-1.608	-2.771
<b>Résultat des activités poursuivies</b>	<b>6.650</b>	<b>7.654</b>

### 31. Contrats de location simple

Le Groupe loue des espaces professionnels, du matériel industriel et des véhicules dans le cadre de contrats de location simple. Les paiements des loyers résultant de loyers minima non résiliables sont répartis selon l'échéancier suivant:

KUSD	2009	2008
1 an	336	340
2 ans	331	318
3 ans	62	313
4 ans	26	38
5 ans	6	1
	<b>761</b>	<b>1.010</b>

Dans le courant de l'année le Groupe à comptabilisé des charges à concurrence de KUSD 358 (2008: KUSD 381)

### 32. Contrats de location-financement

Le Groupe loue des véhicules dans le cadre de contrats de location-financement.

La valeur comptable des actifs location-financement s'élève à KUSD 1.898 à la date de clôture.

Les paiements des loyers résultant des loyers minimaux non résiliables sont répartis selon l'échéancier suivant:

KUSD	2009	2008
1 an	445	410
2 ans	501	451
3 ans	547	507
4 ans	0	553
	<b>1.493</b>	<b>1.921</b>

Dans le courant de l'année le Groupe a comptabilisé des charges à concurrence de KUSD 425.

### 33. Tableau des flux de trésorerie - regroupements d'entreprises, acquisitions et cessions

Toutes les parts de Sipef Guinée SA furent cédées en 2009.

En 2008, les deux acquisitions suivantes ont été réalisées:

- en décembre 2008, 90% des actions de la Société Bananière de Motobé SA ont été acquis;
- en décembre 2008, 16% supplémentaires de Sipef Guinée SA ont été acquis.

En 2008, les participations suivantes ont été vendues:

- fin décembre 2008, toutes les actions Phuben Tea Cy ont été vendues;
- au cours de 2008, toutes les actions Sipeflor SA ont été vendues.

Franklin Falls Timber Cy, Inc a été dissoute fin 2008.

Ces transactions ont eu un impact par segment sur le bilan, le compte de résultats et le flux de trésorerie de la manière suivante:

KUSD	2009	2008
Immobilisations incorporelles	-62	67
Actifs biologiques	0	-632
Immobilisations corporelles	-30	-1.502
Actifs financiers	0	17
Actifs/passifs courants (excl. trésorerie et équivalents de trésorerie)	545	2.022
Provisions	0	19
Impôts différés	0	-37
Dettes financières	0	-318
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-25	-198
Intérêts non contrôlant	0	-170
<b>Capitaux propres achetés/vendus</b>	<b>428</b>	<b>-732</b>
Prix d'achat/prix de vente	268	1.456
Résultat	696	724
Prix d'achat/prix de vente	268	1.456
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-25	-198
Entrée/sortie nette de liquidités	243	1.258

### 34. Engagements et passifs éventuels

#### Garanties

Le Groupe a constitué des sûretés réelles à concurrence de KUSD 1.493 (2008: KUSD 1.921) sur des actifs qu'il détient, afin de garantir des dettes des entreprises comprises dans la consolidation. La valeur nette comptable de cet actif se monte à KUSD 1.471.

En outre, des tiers ont constitué des garanties s'élevant à KUSD 347 pour le compte de la Société et d'un montant de KUSD 329 pour le compte des filiales.

#### Litiges importants en cours

Néant

#### Ventes à terme

Les obligations des livraisons de marchandises (produits palmiers, caoutchouc, thé et fruits tropicaux) après la fin de l'année cadrent dans le délai de vente normal d'environ 3 mois avant la date de livraison effective. De ce fait elles ne sont pas considérées comme des ventes à terme.

Le Groupe a également conclu au 31/12/2009 de vraies ventes à termes pour l'huile de palme afin de sécuriser le cash flow nécessaire au financement des plans d'expansion.

Il s'agit des livraisons suivantes:	Tonne	Prix (USD/tonne, FOB)
2010	31.500	740
2011	6.000	725
<b>Total</b>	<b>37.500</b>	

### 35. Information relative aux parties liées

#### Transactions avec les Administrateurs et les membres du Comité de Direction

Les principaux dirigeants sont constitués par le Conseil d'Administration et le Comité de Direction du Groupe.

Le tableau ci-dessous présente leurs rémunérations:

KUSD	2009	2008
Rémunérations des administrateurs		
rémunération fixe	213	226
Avantages du personnel à court terme	2.695	2.394
Avantages postérieurs à l'emploi	769	536
<b>Total</b>	<b>3.677</b>	<b>3.156</b>

Les montants sont payés en EUR. L'augmentation est, entre autres, la conséquence de l'engagement d'un COO.

Le montant payé en 2009 s'élève à KEUR 2.417 (KEUR 1.940 en 2008).

A partir de l'exercice 2007 des rémunérations fixes seront payées aux membres du Conseil d'Administration, du comité d'audit et du comité de rémunération.

Dans le cadre des informations à fournir sur les parties liées les relations ne sont pas significatives, à l'exception du contrat de location existant depuis 1985 entre Cabra NV et SA SIPEF NV concernant les bureaux et les parkings annexes à Kasteel Calesberg à Schoten. Le prix de location annuel indexé s'élève à KUSD 204 (KEUR 147) et un montant de KUSD 82 est également facturé pour la participation dans les frais d'entretien des bâtiments, des parkings et du parc.

De plus amples informations sur les relations entre SA SIPEF NV et les membres du Comité de Direction et du Conseil d'Administration sont reprises dans la section "Corporate Governance" de ce rapport annuel.

#### Autres transactions avec des parties liées

Les transactions avec des sociétés apparentées concernent essentiellement des transactions commerciales et sont négociées selon le principe "at arm's length". Les recettes et dépenses liées à ces transactions sont négligeables pour les états financiers consolidés dans leur ensemble.

### 36. Résultat par action (de base et dilué)

Des activités poursuivies et abandonnées	2009	2008
<b>Résultat de base par action</b>		
Le résultat de base par action - calcul (USD)	6,72	6,56

Le résultat de base par action se calcule comme suit:

Numérateur: résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires (KUSD)	60.174	58.765
Dénominateur: le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	8.951.740	8.951.740

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation se calcule comme suit:

Nombre d'actions ordinaires en circulation au 1 <sup>er</sup> janvier	8.951.740	8.951.740
Effet de l'augmentation de capital	0	0
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au 31 décembre	8.951.740	8.951.740

#### Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action - calcul (USD)	6,72	6,56
---	------	------

Le résultat dilué par action se calcule comme suit:

Numérateur: résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires (KUSD)	60.174	58.765
Dénominateur: le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué	8.951.740	8.951.740

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué se calcule comme suit:

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au 31 décembre	8.951.740	8.951.740
Effet des options sur actions sur l'émission	0	0
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué en circulation au 31 décembre	8.951.740	8.951.740

**Des activités poursuivies**

	2009	2008
<b>Résultat de base par action</b>		
Le résultat de base par action - calcul (USD)	6,72	6,17
Le résultat de base par action se calcule comme suit:		
Numérateur: résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires (KUSD)	60.174	55.191
Dénominateur: le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	8.951.740	8.951.740
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation se calcule comme suit:		
Nombre d'actions ordinaires en circulation au 1 <sup>er</sup> janvier	8.951.740	8.951.740
Effet de l'augmentation de capital	0	0
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au 31 décembre	8.951.740	8.951.740
<b>Résultat dilué par action</b>		
Le résultat dilué par action - calcul (USD)	6,72	6,17
Le résultat dilué par action se calcule comme suit:		
Numérateur: résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires (KUSD)	60.174	55.191
Dénominateur: le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué	8.951.740	8.951.740
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué se calcule comme suit:		
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au 31 décembre	8.951.740	8.951.740
Effet des options sur actions sur l'émission	0	0
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué en circulation au 31 décembre	8.951.740	8.951.740

**37. Evénements postérieurs à la date de clôture**

Le 6 janvier 2010 la filiale Asco NV s'est séparée de ses activités en assurance-vie par une transaction avec l'assureur belge La Patronale.

Le 9 février 2010 B.D.M. NV a vendu sa filiale néerlandaise en assurance voitures Bruns ten Brink BV au groupe SAA.

**38. Modifications récentes des IFRS**

L'IASB n'a pas publié de nouvelles normes ou interprétations ayant un impact significatif sur les états financiers de SIPEF.

**39. Développements récents**

A notre connaissance, il n'y a pas eu de circonstances ou développements qui pourraient avoir une influence importante sur l'évolution future du Groupe.

Le Conseil d'Administration propose un dividende brut de EUR 1.10 par action payable le mercredi 7 juillet 2010, ce qui revient à une augmentation de 37,5% comparé à l'année passée et à un 'pay-out ratio' de 25,1% sur le bénéfice net, part du Groupe, avant IAS41.

**40. Prestations fournies par l'auditeur et honoraires afférents**

L'auditeur du Groupe est Deloitte Réviseurs d'Entreprises SC s.f.d. SCRL représenté par Philip Maeyaert.

Les honoraires pour le rapport annuel de la SA SIPEF NV sont approuvés par l'assemblée générale après contrôle et approbation par le comité d'audit et par le Conseil d'Administration. Ces honoraires représentent un montant de KUSD 91 (contre KUSD 96 l'année passée).

Cette baisse est due à l'évolution du cours de change de l'EUR vis-à-vis du USD.

Pour le Groupe entier Deloitte a fourni en 2009 des prestations pour KUSD 393 (contre KUSD 448 l'année passée), dont KUSD 78 (2008: KUSD 51) pour des services non audit.

# Rapport du commissaire

## Deloitte

Deloitte Revisors d'Entreprises  
Berikoniaan 8b  
1831 Diegem  
Belgium  
Tél. + 32 2 800 20 00  
Fax + 32 2 800 20 01  
www.deloitte.be

## SA Sipef NV

### Rapport du commissaire sur les états financiers consolidés sur l'exercice clôturé le 31 décembre 2009 présenté à l'assemblée générale des actionnaires

#### Aux actionnaires

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre du mandat de commissaire qui nous a été confié. Ce rapport inclut notre opinion sur les états financiers consolidés ainsi que la mention complémentaire requise.

#### Attestation sans réserve des états financiers consolidés, avec un paragraphe explicatif

Nous avons procédé au contrôle des états financiers consolidés de SA Sipef NV (la « société ») et de ses filiales (conjointement le « groupe »), établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne et avec les dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique. Ces états financiers consolidés comprennent le bilan consolidé clôturé le 31 décembre 2009, le compte de résultats consolidé, l'état du résultat global consolidé, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clôturé à cette date, ainsi que le résumé des principales méthodes comptables et les autres notes explicatives. Le bilan consolidé s'élève à 423.739 (000) USD et le bénéfice consolidé (part du groupe) de l'exercice s'élève à 60.174 (000) USD.

L'établissement des états financiers consolidés relève de la responsabilité du conseil d'administration. Cette responsabilité comprend entre autres: la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, le choix et l'application de méthodes comptables appropriées ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle conformément aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'éditées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ces normes de révision requièrent que notre contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

## Deloitte.

Conformément aux normes de révision précitées, nous avons mis en œuvre des procédures de contrôle en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix de ces procédures relève de notre jugement, y compris l'évaluation du risque que les états financiers consolidés contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans le cadre de cette évaluation de risque, nous avons tenu compte du contrôle interne en vigueur dans le groupe pour l'établissement et la présentation sincère des états financiers consolidés afin de définir les procédures de contrôle appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe. Nous avons également évalué le bien-fondé des méthodes comptables, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société, ainsi que la présentation des états financiers consolidés dans leur ensemble. Enfin, nous avons obtenu du conseil d'administration et des préposés de la société les explications et informations requises pour notre contrôle. Nous estimons que les éléments probants recueillis fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière du groupe au 31 décembre 2009, et de ses résultats et flux de trésorerie pour l'année clôturée à cette date, conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

Sans remettre en cause l'opinion sans réserve exprimée ci-dessus, nous attirons l'attention sur le rapport consolidé de gestion, concernant la valeur réelle des actifs biologiques, qui met en évidence que la valeur comptable des actifs biologiques pourrait être différente de leur valeur de réalisation suite à l'incertitude inhérente associée à l'évaluation de la juste valeur des actifs biologiques due principalement à la volatilité des prix de marché de production agricole et l'absence de marché liquide.

### Mention complémentaire

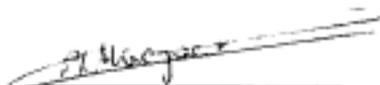
L'établissement et le contenu du rapport de gestion sur les états financiers consolidés relèvent de la responsabilité du conseil d'administration.

Notre responsabilité est d'inclure dans notre rapport la mention complémentaire suivante qui n'est pas de nature à modifier la portée de l'attestation des états financiers consolidés:

- Le rapport de gestion sur les états financiers consolidés traite des informations requises par la loi et concorde avec les états financiers consolidés. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels le groupe est confronté, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.

Diegem, le 25 février 2010

**Le commissaire**



**DELOITTE** Reviseurs d'Entreprises  
SC s.l.d. SCRI

Représentée par Philip Maeyaert

# Comptes annuels abrégés de la société mère

---

Les comptes annuels de SA SIPEF NV sont présentés ci-après dans un format résumé.

Conformément au Code des Sociétés, les comptes annuels de SA SIPEF NV, ainsi que le rapport annuel et le rapport du commissaire, seront déposés à la Banque Nationale de Belgique.

Ces documents sont également disponibles sur demande à:

SA SIPEF NV  
Entrepotkaai 5  
B-2000 Antwerpen

Seuls les comptes annuels consolidés évoqués dans les pages précédentes représentent de manière complète et fidèle la situation et la performance financière du Groupe SIPEF.

Le rapport du commissaire ne comporte aucune réserve et déclare que les comptes financiers non consolidés de SA SIPEF NV pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2009, représentent de manière correcte et fiable la situation et la performance financière de l'entreprise, et ceci conformément à toutes les dispositions légales et statutaires.

# Bilan abrégé (après affectations et prélèvements)

KEUR	2009	2008	2007
<b>Actif</b>			
<b>Actifs immobilisés</b>	<b>56.102</b>	<b>59.383</b>	<b>78.660</b>
Frais d'établissement	0	0	0
Immobilisations incorporelles	478	499	427
Immobilisations corporelles	165	156	148
Immobilisations financières	55.459	58.728	78.085
<b>Actifs circulants</b>	<b>59.884</b>	<b>66.604</b>	<b>46.901</b>
Créances à plus d'un an	1.162	4.048	874
Stocks et commandes en cours d'exécution	535	7.183	7.295
Créances à un an au plus	31.071	35.190	20.603
Placements de trésorerie	23.851	16.109	16.704
Valeurs disponibles	3.205	3.945	1.141
Comptes de régularisation	60	129	284
<b>Total de l'actif</b>	<b>115.986</b>	<b>125.987</b>	<b>125.561</b>
<b>Passif</b>			
<b>Capitaux propres</b>	<b>80.825</b>	<b>88.111</b>	<b>56.779</b>
Capital	34.768	34.768	34.768
Primes d'émission	16.285	16.285	16.285
Réserves	3.990	3.990	3.558
Profit/ (perte) reporté	25.782	33.068	2.168
<b>Provisions et impôts différés</b>	<b>163</b>	<b>96</b>	<b>246</b>
Provision pour risques et charges	163	96	246
<b>Dettes</b>	<b>34.998</b>	<b>37.780</b>	<b>68.536</b>
Dettes à plus d'un an	5.415	9.341	12.363
Dettes à un an au plus	28.471	28.118	53.282
Comptes de régularisation	1.112	321	2.891
<b>Total du passif</b>	<b>115.986</b>	<b>125.987</b>	<b>125.561</b>

## Compte de résultats abrégé

KEUR	2009	2008	2007
Ventes et prestations	150.762	167.262	123.853
Coût des ventes et des prestations	-148.616	-167.104	-124.668
<b>Résultats d'exploitation</b>	<b>2.146</b>	<b>158</b>	<b>-815</b>
Produits financiers	19.433	21.053	10.187
Charges financières	-20.072	-11.913	-7.178
<b>Résultats financiers</b>	<b>-639</b>	<b>9.140</b>	<b>3.009</b>
<b>Résultat courant</b>	<b>1.507</b>	<b>9.298</b>	<b>2.194</b>
Produits exceptionnels	1.063	29.352	5.440
Charges exceptionnelles	-9	-156	-161
<b>Résultats exceptionnels</b>	<b>1.054</b>	<b>29.196</b>	<b>5.279</b>
<b>Résultat de l'exercice avant impôts</b>	<b>2.561</b>	<b>38.494</b>	<b>7.473</b>
Impôts sur le résultat	0	0	0
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>2.561</b>	<b>38.494</b>	<b>7.473</b>

## Affectations et prélèvements

KEUR	2009	2008	2007
<b>Profit/ (perte) à affecter</b>	<b>35.629</b>	<b>40.662</b>	<b>9.702</b>
Profit/ (perte) de l'exercice à affecter	2.561	38.494	7.473
Profit/ (perte) reporté de l'exercice précédent	33.068	2.168	2.229
<b>Affectations et prélèvements</b>	<b>35.629</b>	<b>40.662</b>	<b>9.702</b>
Affectations à la réserve légale	0	433	373
Résultat à distribuer	25.782	33.068	2.168
Dividende	9.847	7.161	7.161
Rémunération aux administrateurs	0	0	0



*Direction et collaborateurs – Indonésie*



*Management Hargy Oil Palms Ltd – Papouasie-Nouvelle-Guinée*



*Management Galley Reach Holdings Ltd – Papouasie-Nouvelle-Guinée*

*Management Plantations J. Eglin SA – Côte d'Ivoire*



*Management B.D.M. NV/Asco NV – Belgique*





